**Sommaire**



**AVIS AUX LECTEURS**

***Il est rappelé que cette édition «papier» des Cahiers du CESAT n’est qu’un extrait de l’original de ces Cahiers qui peuvent être consultés sur les sites du CESAT[[1]](#footnote-1) (publications, puis Cahiers).***

***La liste des articles qui n’ont pu être insérés dans le présent extrait (en raison de leur longueur ou de leur date de réception, malgré leur indéniable intérêt) est indiquée en tête de chaque rubrique.***

[**Éditorial**: **«Se recentrer sur l’opérationnel»**](#_Éditorial) **p. 5**

*Par le Général de corps d’armée JOLY, Major général de l’armée de Terre*

**Adresse du Commandant du CESAT**  **p. 7**

*Le Général de division A. VAR*

**Un penseur militaire**

[**Charles** **ARDANT du PICQ**](#_Charles_ARDANT_du) **p.11**

### Par Monsieur M. MOTTE

Articles d’intérêt général

[**Puissance et Marine**](#_Puissance_et_marine) **p. 19**

*Par Monsieur L. WOETS*

[**Le système d’alliances français entre les deux guerres**](#_Le_système_d’alliances) **p. 25**

*Par Madame I. DAVION*

[**Pont aérien sur Khé Sanh**](#_Pont_aérien_sur) **p. 31**

*Par le Commandant (Air) É. LE BRAS*

[**Field Manual 3-07**](#_Field_Manual_3-07,) **p. 43**

*Par le Lieutenant General William B. CALDWELL IV, U.S. Army,*

*et le Lieutenant Colonel Steven M. LEONARD U.S. Army*

**[L’homme qui pliait les évènements](#_L’homme_qui_pliait) p. 47**

*Par le Lieutenant-colonel M. GOYA*

[**La campagne de Bretagne: 5 juin 44-15 mai 45)**](#_La_campagne_de) **p. 55**

*Par le Chef d’escadron (ORSEM) E. COTARD*

**Libres opinions[[2]](#footnote-2)**

[**HEC et les Armées**](#_HEC_et_les) **p. 63**

### Par le Commissaire-commandant M. SMANIOTTO

**[Les missions spatiales, intérêt pour les Armées?](#_Les_missions_spatiales) P. 67**

### Par le Chef d’escadron D. DREO

[**Numérisation des régiments**](#_Numérisation_des_régiments:) **p. 71**

### Par le Chef d’escadrons O. BAUDET

**[Acceptons la guerre au milieu des populations](#_Acceptons_enfin_la) p.75**

### Par le Capitaine P.-A. MOURIER

[**La reconnaissance de combat aujourd’hui**](file:///C:\Users\MAZEL\Desktop\reconnaissance_de#_La_) **p. 77**

### Par le Capitaine E. DOUS

**[«Auftragstaktik», du principe aux réalités](C:\\Users\\MAZEL\\Desktop\\Auftragstaktik" \l "_) p. 79**

### Par le Capitaine V. SAMSON

[**Les opérations de diversion préalables à «OVERLORD»**](#_Les_opérations_de) **p. 81**

### Par le Chef de bataillon S. CORNEILLE

[**Diffuser la pensée militaire tactique**](#_Diffuser_la_pensée) **p. 83**

### Par le Chef de bataillon M. PIERRICK

**[Bouclier anti-missiles](C:\\Users\\MAZEL\\Desktop\\Bouclier_anti-missiles" \l "_) p. 85**

### Par le Chef de bataillon J. TATIN

[**Politique étrangère des Etats-Unis: la place des Balkans**](#_Politique_étrangère_des) **p. 89**

### Par le Chef de bataillon L. VONDERSCHER

[**Sociologie et analyse de la menace**](#_Sociologie_et_analyse) **p. 93**

### Par le Chef d’escadrons B. MICHEL

[**Dien Bien Phû, rencontre de deux traditions martiales**](#_Dien_Bien_Phû) **p. 95**

### Par le Chef de bataillon C. BIZIEN

[**Renouveau de l’artillerie sol-sol: appui feu global**](#_Le_renouveau_de) **p. 97**

### Par le Chef de bataillon PAYRE

**Leçons d’histoire**

*Par le Lieutenant-colonel M. GOYA*

# Dans cette rubrique, vous trouverez aussi sur, les sites du CESAT,

**les articles ci-après:**

# - Un exemple de continuum sécurité-défense: l’armée britannique en Irlande du Nord (1969-2007)

# - Edmond Michelet et la réduction des effectifs de 1946

[**Enseignements psychologiques de la guerre Israël-Hezbollah**](#_Les_enseignements_psychologiques) **p. 103**

[**Heurs et malheurs de l’irakisation**](#_Les_heurs_et) **p. 109**

###### On a aimé

# [Les Guerres modernes racontées aux civils…et aux militaires](#_Les_Guerres_modernes) p. 113

[**L’imbroglio turc**](#_L’imbroglio_turc_1) **p. 114**

[Orient-Occident, le choc? Les impasses meurtrières](#_Orient-Occident,_le_choc?) p. 114

# [Le Déchirement, lettres d’Algérie et du Maroc](#_Le_Déchirement) p. 115

# [L’éthique du soldat français, la conviction d’humanité](#_L’éthique_du_soldat) p. 115

[L’eau en Asie du Sud](#_L’eau_en_Asie) p. 116

# Éditorial

# «Se recentrer sur l’opérationnel

**grâce aux bases de défense»**



*Par le Général de corps d’armée JOLY*

# *Major général de l’armée de terre*

**L**e concept de base de défense va permettre à l’armée de Terre, dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques, de réduire les effectifs consacrés à l’administration générale et au soutien commun d’au moins quinze pour cent tout en diminuant les coûts de fonctionnement. C’est une véritable «révolution copernicienne» que va vivre l’armée de Terre, induisant nécessairement, au-delà de la stricte réorganisation de la chaîne du soutien, un incontestable changement des mentalités.

Par son esprit novateur, une telle réforme peut légitimement susciter des inquiétudes. Rompant avec les expériences menées il y a quelques années sur des bases de défense, peu abouties et n’intégrant pas la logique d’interarmisation du soutien, l’expérimentation d’aujourd’hui est conduite à l’échelle du ministère de la défense, dans un véritable «esprit de laboratoire». Les solutions les plus adaptées peuvent ainsi être recherchées, et ce sans dogmatisme.

**Cette réorganisation doit garantir aux chefs de corps des formations opérationnelles le même niveau de soutien qu’auparavant tout en leur permettant de se recentrer sur leur cœur de métier: l’opérationnel**.

Pour cela, les formations soutenues établiront des relations contractuelles avec leur base de défense, en vue de bénéficier du soutien dont elles ont besoin. Ce contrat précisera de façon détaillée les obligations de chacun, la chaîne du soutien vérifiant, *in situ*, la qualité de l'administration et du soutien fournis par la base de défense.

De même, lorsque le régiment sera engagé (OPEX[[3]](#footnote-3), MISSINT[[4]](#footnote-4), projections OME[[5]](#footnote-5) et activités d’entraînement), il sera soutenu en priorité par du personnel de sa base de défense de rattachement pour compléter son TUEM[[6]](#footnote-6) mais pourra aussi recevoir des compléments opérationnels provenant d’autres bases. Là aussi, le contrat opérationnel spécifique qui sera établi entre la base et l’unité soutenue devra garantir la préparation opérationnelle du personnel de renfort ainsi que son employabilité lors d’un entraînement ou d’une projection. Le commandant de base et le chef du groupement de soutien de la base de défense seront par conséquent aussi garants de l’efficacité de cette relation contractuelle.

Ce nouveau mode d’organisation respecte bien un principe fondamental: préserver l’aptitude humaine et technique de l’armée de Terre à l’engagement opérationnel. Il y a là une cohérence avec les prescriptions du Livre blanc: «l’accent sur les missions opérationnelles (…) guide, avant toute autre considération, l’adaptation des structures et des moyens de notre défense sur tout le territoire et à l’étranger[[7]](#footnote-7)». Les régiments des forces, une fois délestés de la charge que constituent l’administration générale et le soutien commun, n’en seront pas moins dimensionnés pour mener leur préparation opérationnelle. Ils constitueront toujours une communauté humaine à l’identité militaire forte et commandée pleinement par un chef aux prérogatives claires et incontestables. Assisté de son bureau opérations instruction, disposant des matériels de son parc en service permanent lui permettant d’effectuer sa préparation opérationnelle en garnison ainsi que des moyens de les entretenir, le chef de corps pourra accroître son temps de présence «sur le terrain», au contact de ses subordonnés, dans la préparation et la conduite de ses échéances opérationnelles. Dans cet esprit, l’environnement permettant d’accompagner les opérations conduites par la formation restera en place. À cet effet, et en l’état actuel de l’expérimentation, le chef de corps disposera d’une cellule de soutien au personnel en opérations et des familles, de la fonction communication et d’un chancelier. L’ajustement du périmètre d’action et des effectifs de ces cellules tiendra compte des éléments de retour d’expérience transmis par tous les acteurs de l’expérimentation. Sous l’égide de l’état-major des armées, toutes les propositions seront évaluées et toutes les décisions prises le seront dans le souci de préserver la capacité opérationnelle des formations.

Ardant du Picq, dans son ouvrage «Études sur le combat», fustigeait déjà l’échec des «organisations d’armées au point de vue mécanique qui négligent le coefficient essentiel, le moral», l’homme étant «l’instrument premier du combat». C’est bien dans ce sens que s’inscrit cette réforme: permettre au régiment de se consacrer principalement à sa préparation opérationnelle, c’est permettre au soldat de donner, au combat, le meilleur de lui-même.

# L’adresse du Commandant

# du Collège de l’enseignement supérieur

# de l’armée de terre



*Le Général de division André VAR*

**L’**été est de retour et avec lui le moment des départs en vacances approche. C’est aussi pour certains, notamment pour de nombreux stagiaires du CESAT, la période des mutations.

Malgré les déplacements divers, browniens diraient ceux de l’EMSST, que tous ces évènements impliquent pour nos lecteurs, la nouvelle formule des «Cahiers du CESAT» devrait leur permettre de ne pas perdre le lien avec leur lecture de vacances préférée. L’Internet, disponible partout ou presque, sert de point d’ancrage à notre lectorat et lui offre en prime la tribune pour réagir aux articles qui composent cette dernière édition. Des réactions aux contributions antérieures, qui sont également disponibles électroniquement et que je vous encourage à (re)visiter, sont également bienvenues.

Pour aller un peu plus loin, j’attire l’attention de tous ceux, civils et militaires, qui sont intéressés par la tactique, son environnement et le commandement en opérations sur le site TAKTIKA, également présent sur la page Internet du CESAT. Récemment créé et en cours de montée en puissance, ce site aborde les aspects historiques et contemporains de thèmes opérationnels mais cherche aussi à se projeter dans un avenir réaliste, à défaut d’être souhaitable. Ouvert à toute contribution directe ou aux réactions à des articles déjà parus, il est à votre disposition.

Par ces deux media dématérialisés, le CESAT cherche à se rapprocher encore plus de la communauté des forces, qu’elles soient d’active ou de réserve. Faites vous l’écho de cet effort et passez le mot autour de vous pour qu’un plus grand nombre puisse en profiter et surtout faire profiter les autres de leurs réflexions et expériences.

Mettez donc les Cahiers du CESAT et TAKTIKA dans la liste de vos «Favoris Internet» et consultez les fréquemment.

Les Cahiers: http:\\cesat.terre.defense.gouv.fr/internet\_cesat/

TAKTIKA: http:\\cesat.terre.defense.gouv.fr/taktikanet/

Au moment où je quitte mes fonctions de COMCESAT, je tiens à vous dire toute ma satisfaction de pouvoir témoigner que la réflexion militaire existe et qu’elle se développe. Il suffit pour cela de lui fournir les moyens d’expression appropriés. Je souhaite donc remercier en votre nom ceux qui oeuvrent derrière le rideau pour vous fournir ce lieu d’échanges, en particulier, le Général de corps d’armée (2s) Piroth, le Colonel (H) Mazel et le Rapitaine (R) Taillandier, animateurs de longue date du comité éditorial des Cahiers.

## Un penseur militaire



# Charles ARDANT du PICQ (1821-1870)

*Par Monsieur Martin MOTTE,*

*Maître de conférences de l’Université Paris IV Sorbonne,*

*détaché aux Écoles militaires de Saint-Cyr Coëtquidan.*

**A**yant marché une partie de la nuit, le régiment, le 15 août 1870, prépare le café quand soudain s’abattent des obus. Le colonel Ardant du Picq ordonne de se mettre à l’abri du talus sur lequel lui-même reste debout pour avoir son monde sous les yeux. Une nouvelle explosion le jette au sol, les jambes mutilées. Sa mort, quatre jours plus tard, passe inaperçue dans la catastrophe qui s’abat alors sur la France. Il faudra attendre 1880 pour que paraissent certains de ses écrits et 1902 pour que l’ensemble soit publié sous le titre «***Etudes sur le combat****»*[[8]](#footnote-8). Séduit par son style comme par sa profondeur, Barbey d’Aurevilly y a vu l’œuvre d’un artiste et d’un penseur de très grande race. De fait, Ardant rompt d’avec la mauvaise littérature militaire, dont il exècre le romantisme pompier: ce qui l’intéresse, c’est le soldat réel, celui qui *«n’entend pas, ne peut plus entendre»* les ordres, parce qu’*«il regorge de peur»*. Ardant est le premier théoricien systématique de la peur, des moyens de la combattre et par conséquent des forces morales. C’est assez dire son actualité, ou mieux encore son intemporalité.

**Un soldat philosophe, sociologue et historien**

Soldat, Ardant le fut au plus profond de lui-même. Au début de la guerre de Crimée, son régiment ne paraissant pas devoir partir, il passa dans les chasseurs à pied pour être certain de combattre. En 1855, il commanda la colonne chargée de prendre le bastion central de Sébastopol; il réussit à y pénétrer, mais fut fait prisonnier. En 1860-1861, il fit campagne en Syrie, toujours dans les chasseurs, puis, de 1864 à 1866, en Algérie dans la ligne. Il eut donc l’expérience de deux types d’infanterie différents. Mais comme avant lui Clausewitz, cette expérience lui révéla l’inanité de la tactique officielle, ou pire encore des poncifs héroïques qui en tenaient souvent lieu. En haut de la hiérarchie, on réduisait trop le combat à *«de la mathématique et de la dynamique matérielle»* (portée des armes, supposé effet de masse des formations serrées, etc); en bas, on se contentait des grands souvenirs napoléoniens; dans l’un et l’autre cas, on oubliait le combattant, *«être nerveux, impressionnable, ému, troublé, distrait, surexcité, mobile, s’échappant à lui-même»*. Cet oubli, prophétisait Ardant, risquait d’avoir de très graves conséquences. Aussi consacra-t-il son temps libre à le dénoncer.

Il le fit d’abord en philosophe. *«En avant la philosophie!»*: telle avait été la maxime de sa jeunesse. À l’époque, il entendait par là le fait d’accomplir stoïquement son devoir, aussi défavorables que fussent les circonstances. Mais pour le colonel qu’il était devenu, et avec les qualités intellectuelles qui étaient siennes, le devoir ne consistait plus seulement à obéir: il imposait de comprendre et de faire comprendre la vraie nature des choses. Rigueur du raisonnement, clarté du propos, ces vertus philosophiques éclatent dès les premières lignes des *Etudes*: *«Le combat est le but final des armées et l’homme est l’instrument premier du combat; il ne peut être rien de sagement ordonné dans une armée sans la connaissance exacte de l’homme, et de son état moral en cet instant définitif du combat»*. Non moins philosophique est l’ambition de dépasser le particulier pour atteindre au général: *«Les siècles n’ont point changé la nature humaine; ses passions, ses instincts, et entre tous le plus puissant, l’instinct de conservation, peuvent se manifester de manières diverses suivant les temps, les lieux, suivant le caractère des races. – Mais au fond on retrouve toujours le même homme»*.

Encore, pour satisfaire à cet impératif de généralité, fallait-il disposer d’un catalogue d’exemples excédant largement l’expérience personnelle d’Ardant. Il le constitua en recourant à la méthode sociologique du questionnaire, c’est-à-dire en soumettant les officiers de sa connaissance à une enquête systématique sur les combats auxquels ils avaient participé. Mais les informations ainsi collectées ne portaient que sur la guerre moderne. Ardant se fit donc historien pour les confronter aux caractéristiques de la guerre antique: en examinant les deux extrémités de la chaîne des temps, il pourrait à la fois montrer les données permanentes et caractériser les évolutions en cours. Les *Etudes* se présentent donc comme un vaste «retour d’expérience» croisant l’espace et le temps, en quoi elles appliquent à la psychologie du combat la méthode utilisée par Jomini pour mettre en lumière les principes de la stratégie.

**Du combat primitif au combat antique**

*«L’homme ne va pas au combat pour la lutte, mais pour la victoire. Il fait ce qui dépend de lui pour supprimer la première et assurer la seconde»*. Le meilleur moyen d’y parvenir est l’effet de surprise qui, notait déjà Xénophon, *«frappe de terreur ceux même qui sont de beaucoup les plus forts»*. C’est pourquoi la guerre primitive privilégie l’embuscade, qui n’entraîne pas lutte à proprement parler puisque l’ennemi paniqué s’enfuit ou, tétanisé, se laisse massacrer sans réagir. Cette tactique se pratique encore chez les peuples tribaux, comme les Arabes, voire entre Européens dans les rencontres d’avant-postes, qu’Ardant a vécues à Sébastopol. Mais dans ce dernier cas, on a affaire à l’exception et non à la règle, car les armées étatiques sont trop volumineuses et trop indiscrètes pour pratiquer la petite guerre. Depuis l’apparition de l’État, l’embuscade tend donc à s’effacer devant la rencontre frontale. La seule manière de compenser l’absence de surprise est alors de disposer d’une tactique plus savante et d’une discipline plus rigoureuse que celles de l’adversaire. Ce n’est plus la valeur individuelle du combattant qui prime, mais la cohésion de l’ensemble.

Est-ce à dire que la guerre se transforme du tout au tout? Certes non. *«Rien n’est changé dans le cœur de l’homme. La bravoure absolue ne lui est point naturelle; elle est le résultat de la culture morale, elle est infiniment rare. Car toujours en face du danger le sentiment animal de conservation reprend le dessus; la masse toujours recule à la vue du fantôme. La discipline a pour but de faire violence à cette horreur par une horreur plus grande, celle des châtiments ou de la honte. Mais toujours il arrive un instant où l’horreur naturelle prend le dessus sur la discipline, et le combattant s’enfuit»*. La peur reste donc la *«donnée essentielle»* de tout système militaire, car tout système militaire doit viser à la surmonter chez soi et à *«l’exagérer chez l’ennemi»*.

De ce point de vue, la légion romaine est une réussite exemplaire. Considéré isolément, le soldat romain est inférieur au guerrier gaulois. Ce dernier, *«fou de guerre»*, privilégie l’exploit individuel. Plus civilisé, donc *«politique avant tout»*, le Romain ne s’y intéresse guère: pour lui *«la guerre n’est qu’un moyen»* et le moyen ne vaut que s’il permet d’atteindre la fin (Ardant semble ici influencé par Clausewitz). C’est donc par une meilleure gestion des forces morales que la légion romaine triomphe de la bravoure gauloise. Sa discipline de fer n’est pas seulement un moyen de dominer la peur du soldat, mais encore une forme de harcèlement moral le mettant dans un tel état de *«rage»* intérieure *«qu’il faut à certain instant qu’il se brise ou se détende sur l’ennemi»*. Plus décisive encore est l’habileté des généraux romains à discerner la limite au-delà de laquelle le moral du soldat va craquer. Là est toute la *«science du combat»*; c’est elle qui détermine l’organisation et les tactiques de la légion, bien différente de la phalange grecque ou de la ruée gauloise.

Ces deux formations monolithiques reposent sur une croyance *«à la puissance de masse et d’impulsion des rangs profonds»* entendue au sens mécanique du terme. Or, note Ardant après Guibert, cette croyance suppose qu’il y ait vraiment choc, ce qui n’est pas le cas. En effet, lorsqu’une troupe se rue sur l’ennemi, soit le moral de ce dernier lâche et il s’enfuit, soit il tient et alors c’est celui de l’assaillant qui baisse, auquel cas il ralentit et n’aborde son adversaire qu’au pas, voire se replie. Cela vaut même et surtout pour la cavalerie: *«Les ouragans de cavalerie qui se rencontrent c’est la poésie, jamais la réalité. Le choc à toute vitesse, hommes et chevaux s’y briseraient, et ni les uns ni les autres ne le veulent»*. Dans une lutte à l’arme blanche d’autre part, seuls les premiers rangs combattent et *«les rangs accumulés* [derrière] *sont impuissants à pousser les premiers quand ceux-ci se cabrent devant la mort. La contagion du recul est au contraire si forte que l’arrêt de la tête est le recul de la queue»*. Que les paniques commencent par l’arrière, cela s’explique aisément: la queue ressent d’autant plus la peur qu’elle voit l’horreur du combat sans y participer et par conséquent sans être emportée par le feu de l’action.

La légion romaine, à l’inverse, n’est pas monolithique mais articulée en subdivisions. Cette structure modulaire permet au général de n’engager que le volume de forces qui peut effectivement combattre (volume défini par la largeur du front ennemi) et de garder le reste en réserve, assez près pour pouvoir rapidement combler les pertes de la première ligne mais assez loin pour ne pas subir *«la pression morale immédiate»* du combat. Il y a bien effet de masse au sens où la première ligne se sent épaulée par les réserves, mais cet effet est moral et non mécanique. La décision vient dès lors de l’entrée en lice de troupes fraîches, qui ont conservé leur moral intact alors que celui de l’ennemi est ébranlé.

**Deux exemples: Cannes et Pharsale**

Le principe de la primauté du moral s’accommode de procédés très divers, comme le montre la victoire d’Annibal à Cannes (216 av. J.-C.). L’illustre général carthaginois avait deux fois moins d’hommes que les Romains, mais il les savait capables de supporter une tension nerveuse bien supérieure. Il les rangea donc sur une seule ligne, se privant par là de réserves mais arrivant à avoir autant de monde sur le front que les Romains, qui s’étaient formés sur trois lignes. Ces derniers tentèrent de percer au centre et s’y agglutinèrent. Si la théorie mécanique des masses était exacte, cet assaut aurait dû défoncer le front carthaginois. Or, le moral des défenseurs tint bon. Annibal rabattit alors ses ailes sur les Romains: pris dans la nasse, 70.000 d’entre eux furent exterminés par 36.000 Carthaginois qui ne perdirent que 5.500 hommes. L’énorme disproportion des pertes prouve que les Romains *«se sont laissés égorger sans défense»*, donc qu’ils étaient tétanisés par la peur. Tel était bien le but que recherchait Annibal en les encerclant. Il savait en effet que *«le bruit du combat derrière soi a toujours démoralisé les troupes»*. À cet égard, la manœuvre d’aile ou de revers est l’équivalent dans la grande guerre de l’embuscade dans la petite, les deux procédés étant fondés sur le principe de surprise.

La bataille de Pharsale entre César et Pompée (48 av. J.-C.) confirme avec d’autres procédés encore les mêmes principes. Comme Annibal, César, en infériorité numérique du simple au double mais ayant la supériorité morale, obtint la même largeur de front que Pompée en diminuant la profondeur de son dispositif. Mais, fidèle au principe romain, il se forma sur trois lignes, chacune évidemment très mince. Dans la lutte frontale qui s’ensuivit, les pertes furent égales de part et d’autre, puisqu’en dépit de la supériorité globale de Pompée, les effectifs des premières lignes étaient identiques. Il est vrai que ces pertes étaient proportionnellement supérieures pour César; à terme donc, le combat frontal ne pouvait que lui être défavorable. Aussi n’est-ce pas de lui qu’il attendait la décision: il ne servait qu’à fixer l’ennemi pendant qu’un élément réservé de 2.000 hommes le tournait. Lorsque cet élément attaqua à revers, les 45.000 soldats de Pompée paniquèrent et se débandèrent. 12.000 restèrent sur le terrain, César n’ayant pour sa part eu que 200 tués. À mêmes causes qu’à Cannes, mêmes effets: une troupe surprise perd toute cohésion morale et se laisse massacrer sans résistance.

**Le combat moderne**

Le cœur de l’homme n’ayant pas changé en 2.000 ans, les forces morales restent l’alpha et l’oméga du combat. Elles supposent *«une surveillance à laquelle nul ne puisse échapper»*. Mais la discipline au sens répressif du terme ne suffit pas: *«La solidarité, la confiance ne peuvent naître que de la connaissance mutuelle qui fait le point d’honneur, qui fait l’union, d’où vient à son tour le sentiment de la force, lequel donne le courage, c’est-à-dire la domination de la volonté sur l’instinct, dont la durée plus ou moins grande fait la victoire ou la défaite. La solidarité seule donne donc des combattants»*.

Grande différence sous ce rapport entre le combat antique et le combat moderne, car le contexte tactique, lui, a changé. Dans l’Antiquité, on ne pouvait combattre que de très près, en groupes serrés sur un espace restreint, donc à la vue les uns des autres. Ainsi *«la surveillance des chefs était facile»*. Le combat moderne, dominé par l’arme à feu, s’engage au contraire à grande distance et contraint les troupes à se disséminer. Comme en outre les armées sont beaucoup plus nombreuses, elles se déploient *«sur des espaces immenses»*. Ainsi, *«dès que l’action s’engage, les hommes éparpillés en tirailleurs ou perdus dans le désordre inévitable d’une marche rapide échappent à la surveillance des chefs»*.

Ces hommes sont d’autre part soumis à une tension sans précédent. S’il était valeureux et entraîné, le soldat antique abordait l’épreuve avec confiance. Mais aujourd’hui, le combattant d’élite lui-même peut à tout moment être frappé sans avoir vu l’ennemi, car *«la mort est dans l’air, invisible et aveugle, avec des souffles effrayants qui font courber la tête. La lutte n’est plus avec l’homme mais avec la fatalité»*. Le fracas des explosions, les *«horribles mutilations»* provoquées par les obusexercent une action *«accablante pour le système nerveux»*. En un mot, la puissance de destruction a tellement augmenté qu’*«il faut avaler en cinq minutes ce que sous Turenne on prenait en une heure»*. Or l’homme, resté ce qu’il était sous Annibal, *«n’est capable que d’une quantité donnée de terreur»*. L’effondrement moral risque donc de survenir bien plus rapidement qu’autrefois. *«Dans l’antiquité se retirer de l’action était chose à la fois difficile»*, puisque l’on était vu de tous, *«et périlleuse»*, puisque le soldat décrochant à un mètre de l’ennemi était presque immanquablement frappé dans le dos. Mais pour le combattant moderne, isolé et très éloigné de l’ennemi, *«la tentation est bien autrement forte, la facilité plus grande et le péril moindre»*.

*«Aujourd’hui donc le combat exige une cohésion morale, une solidarité plus resserrée qu’en aucun temps»*. Il serait illusoire de vouloir l’obtenir par la *«discipline draconienne»* des Romains, que l’officier ne peut plus exercer à bon escient faute d’avoir son monde sous les yeux; le pourrait-il du reste, une telle discipline aurait quelque chose d’odieux, vu la pression déjà endurée par le combattant. La seule solution est de cultiver et de renforcer la cohésion des plus petites subdivisions tactiques: *«Dans les troupes immédiatement et fortement* *engagées les petits groupes seuls se maintiennent, de l’escouade à la compagnie, s’ils sont bien constitués, servant d’appuis ou de points de ralliement aux désorientés; et, par la force des choses, les batailles tendent à devenir aujourd’hui des batailles de soldats»*.

Faut-il en conclure que le général n’a plus aucun rôle? Evidemment pas. L’on doit *«réagir contre cette prédominance pleine de hasard de l’action du soldat sur celle du chef, reculer par tous les moyens cet instant où le soldat échappe au chef»*. Ce dernier conserve en outre un rôle essentiel, celui de planifier l’entrée en scène des réserves, car *«aujourd’hui comme hier, comme demain, l’action décisive appartient à ces troupes en ordonnance apparaissant en tel ou tel ordre, en telle ou telle disposition, sur tel ou tel point, et par conséquent appartient au chef qui a su les maintenir, les conserver ou les diriger»*. Comme sous Annibal et César, l’action des réserves est d’autant plus déterminante qu’elle surprend l’adversaire de flanc ou à revers: *«Trois hommes derrière l’ennemi valent mieux que cinquante devant»*, disait Frédéric II. Mais cette action morale n’est possible que si le gros des forces adverses a été préalablement fixé par une action physique qui, dans les conditions du combat moderne, est *«plus indépendante que jamais»*.

**Conclusion**

Ardant du Picq afondé une discipline nouvelle, l’anthropologie du combat, qui passionne aujourd’hui les historiens, les psychiatres et bien évidemment les militaires. On peut certes contester tel ou tel de ses arguments factuels (certains historiens pensent par exemple que la tactique grecque reposait bel et bien sur le choc mécanique[[9]](#footnote-9)), mais ces objections de détail ne remettent pas en cause sa thèse centrale. On se gardera par ailleurs d’attribuer à Ardant les interprétations délirantes que certains lecteurs infidèles, à la veille de la Grande Guerre, firent de sa pensée: il n’a jamais soutenu que la supériorité morale permet la charge sur un terrain ouvert battu par la mitraille adverse. Bien au contraire a-t-il souligné la redoutable létalité des armes modernes et en a-t-il tiré toutes les conclusions. La plus importante d’entre elles est l’importance décisive prise par les groupes élémentaires dans un combat nécessairement décentralisé. Elle a été confirmée par les enquêtes ultérieures, en particulier celles que l’armée américaine effectua au sortir de la Seconde Guerre mondiale, et plus récemment encore par le grand livre du lieutenant-colonel Goya sur les tactiques de la Première Guerre mondiale[[10]](#footnote-10).

## Articles d’intérêt général



# Puissance et Marine[[11]](#footnote-11)



*Par Monsieur Ludovic WOETS,*

*Directeur général de GEO-K[[12]](#footnote-12)*

**J**e me propose de vous faire part de quelques libres réflexions sur l’horizon stratégique ainsi que de la place et vocation de la Marine au sein de ce contexte international en devenir, au travers d’une double interrogation: quels éclairages nous apporte l’histoire, et, au-delà du présent, peut-on dessiner une stratégie à venir?

En 479 avant JC, pour avoir anéanti la flotte de Xerxès lors d’une tempête, la mer fut condamnée à recevoir 300 coups de fouet. Dois-je rappeler que d’après Victor Hugo, de chaque coup de fouet surgit l’un des 300 Spartiates qui attendaient Xerxès aux Thermopyles?

Plus sérieusement, en 404 avant JC, lorsque la guerre du Péloponnèse prend fin, l’amiral spartiate Lysandre fait son entrée dans le port du Pirée à la tête d’une flotte supérieure à celle d’Athènes. Sparte, cité terrienne par excellence, pour vaincre, avait dû devenir une puissance navale.

1798: bataille d’Aboukir. Ce ne fut pas seulement une défaite de l’escadre française face à l’escadre britannique, ce fut aussi la destruction des communications entre la France et l’armée de Napoléon, et donc, la fin de la campagne d’Egypte…

Au-delà de ces simples dates, si je regarde à travers l’Histoire, je m’aperçois que la notion de puissance navale dans une dimension globale, est apparue dans les Pays-Bas du XVIIème siècle, s’est développée dans l’Angleterre des XVIIIèmeet XIXème siècle, et s’est poursuivie dans les États-Unis du XXème et de ce XXIème siècle naissant. Et, ce fut cette puissance navale qui, permit d’intervenir de manière décisive dans les grands conflits. Ainsi de la puissance britannique. La France, l’Espagne, la Hollande ont été battues, les unes après les autres quand la puissance britannique fut à même de couper les communications, quand elle exerça le contrôle des mers. Par cette puissance, la Grande-Bretagne a été en mesure, pendant des siècles, de peser sur l’équilibre des puissances européennes à un degré dépassant de très loin ses ressources et ses richesses.

De fait, l’influence de la puissance navale et maritime a été déterminante, tout au long de l’histoire, au point que les nations ont été incapables de s’y soustraire et moins encore, pour les plus faibles, de s’y opposer.

La France, quant à elle, a presque toujours entretenu avec la mer des rapports difficiles, fondés parfois sur l'ignorance, l'indifférence et l'incompréhension. L'histoire de la Marine française est donc une étrange alternance de points forts et de faiblesses. La France sut, par épisodes, se construire de grandes flottes: celle de Louis XIV et de Colbert, celle de Louis XVI, celle du Second Empire à la pointe du progrès technique, celle de la IIIème République finissante. Mais, entre ces sommets, survinrent aussi des périodes d'abandon aux lourdes conséquences.

La naissance d'une véritable marine française fut en proie à trois difficultés, autant de désavantages vis-à-vis de l'Angleterre qui deviendra très vite la seule grande ennemie.

* La première difficulté: il faut entretenir deux flottes différentes, l'une atlantique et l'autre méditerranéenne.
* Seconde difficulté: le sort du pays se joue apparemment sur terre, alors on laisse la marine manquer d'argent et même d'hommes.
* La troisième résulte d’une mauvaise administration: sous la royauté, les officiers nobles sont en constante opposition avec les autres officiers de marine. Il fallut donc plus de quatre siècles, entre les premières passes d'armes navales de Philippe Auguste et l'ébauche d'une marine «royale» par Richelieu, pour que les princes français prennent conscience de leurs frontières maritimes.

Pour les nations, puissance et marine sont indissociables: de la victoire de Sparte sur Athènes, des tentatives prussienne puis allemande, de l’avènement des États-Unis comme puissance mondiale, à la tentative avortée soviétique, jusqu’à celles aujourd’hui de la Chine et de l’Inde. Voilà donc pourquoi, si la France veut rester une grande puissance mondiale, elle doit disposer d’une réelle puissance navale. Pas uniquement au regard de l’étendue de son territoire maritime, dont il faut rappeler qu’avec 15 millions de kilomètres carrés, il est le deuxième du monde, mais simplement parce qu’une marine est un outil-clé de puissance.

Aujourd’hui, la Marine intervient dans les 5 fonctions stratégiques avec des moyens parfois spécifiques, parfois polyvalents. La disponibilité opérationnelle de notre puissance navale repose sur une cohérence d’ensemble ainsi que sur un vivier de compétences rares, longues à obtenir et parfois coûteuses à entretenir.

Or, le vieillissement des bâtiments comme par exemple les frégates ASM Tourville et De Grasse, l’obsolescence de certains matériels à l’instar du Super-Frelon ou encore du système de détection acoustique; le dysfonctionnement de certains systèmes d’armes, y compris venant d’être acquis; l’insuffisance d’entraînements de certains personnels; le décalage entre le contrat opérationnel et la disponibilité de la flotte, remettent en question cette cohérence, pouvant conduire à de lourdes conséquences, et à terme à la perte de la dimension océanique de notre marine.

Demain, pour que la France participe à la mondialisation, mais plus encore aux mécanismes de contrôle de cette mondialisation et à sa sécurisation, pour que notre pays maintienne son rang, pour que nous restions une puissance politique, nous devons être une puissance navale forte. À défaut, nous laisserons l’exclusivité de la puissance à un face à face entre les États-Unis (sans même être en mesure de les soutenir) et des puissances asiatiques. L’enjeu, n’en doutons pas, c’est aujourd’hui et demain, le rang de la France dans le monde.

Ainsi, l’US Navy ne connaît aujourd’hui, pas de concurrent à sa mesure. Pour rappel, elle représente à elle seule l’équivalent de la puissance navale cumulée des cinq plus grandes marines (Russie, Chine, Japon, Royaume-Uni, France). De même, la Marine chinoise qui ne s’est pas trompée en comprenant à quel point l’outil naval est le levier par lequel elle a bien l’intention, dans un temps historique remarquablement court, de redevenir une puissance régionale puis mondiale par la maîtrise d’une future marine océanique. Au-delà de la Chine, l’Inde mais aussi d’autres marines de pays émergents, particulièrement en Asie, font le même choix stratégique, dans l’urgence, et se dotent, en achetant le plus souvent des sous-marins, de forces significatives.

Il est extrêmement inquiétant que la France, et plus généralement l’Union Européenne, ne perçoivent pas de leur côté les mêmes urgences, ou du moins, se montrent incapables de procéder au choix qui s’impose, c’est-à-dire donner la priorité à la remise en ligne d’une force navale, moderne, polyvalente et interactive pour la défense de ses intérêts dans un futur dangereusement proche. La France et l’Union Européenne devront s’y adapter si elles veulent encore compter demain. En conséquence de quoi, aussi, il n’y aura pas d’Europe puissance, sans ambition navale européenne. L’Europe est-elle prête politiquement à s’engager dans cette voie?

**Dans ces conditions, comment qualifier alors les temps à venir?**

À défaut de vous surprendre, je dirai que tous les facteurs sont réunis pour l’extension des crises, et, malheureusement aussi, pour leur extension en gravité et en intensité; car la crise n’est que le bruit du changement. Plus encore, nous vivrons le retour de tensions inter-étatiques et, je le précise, de guerres. J’insiste sur ce point, des guerres inter-étatiques reviendront. L’Histoire nous l’enseigne, l’Histoire nous l’a déjà montré à de multiples reprises. Or, la guerre, ce n’est pas du mécénat. Il ne faut donc pas perdre le sens aigu du combat. Nous devons conserver les forces, les talents, les mentalités nécessaires.

Il nous faut véritablement concevoir notre défense et notre sécurité dans la profondeur. Il nous faut identifier les risques, les menaces, les adversaires, les atteintes potentielles à nos vulnérabilités, là où elles naissent, c’est-à-dire pour l’essentiel loin, bien loin, de nos frontières. Dès lors, la sécurisation de notre territoire et de nos concitoyens, la sauvegarde de nos intérêts, la protection de nos approches maritimes va de pair avec l’intervention de haute mer, c’est-à-dire avec la puissance océanique.

Nous devons donc disposer de plate-formes lourdes, pour produire de la souveraineté, produire de l’influence, mais aussi produire du pouvoir à travers le monde, quand on en a besoin, et là où l’on en a besoin. Et, le «là où l’on en a besoin» revient en définitive à définir l’océan où la partie de l’océan en question.

Les océans, «clés de l’Histoire, rivages de l’avenir» sont l’une de mes rares convictions. C'est l'espace stratégique majeur pour toute puissance qui veut continuer à jouer un rôle au XXIème siècle, tout particulièrement pour la France qui a hérité d'un des premiers territoires maritimes du monde. Plus que jamais, plus certainement encore dans ce XXIème siècle en construction qu’au XIXème siècle ou encore au XVIIIème, à une époque où nos grands rois n’hésitaient pas à ordonner de couper tous les arbres des forêts domaniales pour construire la première flotte du monde en quantité sinon en qualité face à l’empire britannique.

La France, au-delà de sa simple façade côtière et de son territoire maritime, est particulièrement concernée par l’état et le devenir de sa marine. Elle l’est doublement, au travers de son histoire, mais en cohérence avec sa géographie qui reste elle-même le produit de son héritage colonial. La France doit faire preuve, plus que certains de nos voisins de l’hinterland, d’une maturité concernant cette question du maintien en puissance de nos marines. Aujourd’hui, pour ne pas être en état de faiblesse, la France au travers de sa Marine ne doit, d’abord, pas perdre ses ambitions.

**Nous n’avons pas, nous n’avons plus le choix.**

La mer, encore, enjeu stratégique essentiel parce qu’elle est devenue le premier vecteur commercial. Autant de facteurs qui font que les océans sont devenus de véritables autoroutes stratégiques et que nous devons plus que jamais les sécuriser pour les garder ouverts, en particulier dans ces espaces à très haute sensibilité que sont les canaux, les détroits et autres couloirs d’étranglement….Les océans constituent un espace ouvert; espace disponible à travers lequel nous pouvons encore espérer projeter des forces de renseignements et de vigilance, des forces dissuasives ou d’engagement sur de très grandes distances et pour des durées prolongées pour la défense de nos intérêts majeurs; intérêts déjà très éloignés et tendanciellement, dans un contexte de rareté, plus éloignés encore demain, en particulier en ce qui concerne nos sources d’approvisionnement stratégique et de matières premières d’une part, et de nos marchés commerciaux d’autre part.

Espace «disponible», apte à des parades, démonstrations de force, à proximité d’éventuelles cibles potentielles désignées, la mer est donc pour la France une «opportunité» toute particulière pour peu que celle-ci se donne les capacités de s’y projeter. Pour une moyenne-grande puissance comme la nôtre, les océans constituent bel et bien un «espace ouvert», non approprié, dernier vecteur d’opportunité pour nous «exprimer» dans un espace beaucoup plus vaste que notre strict noyau national.

En l’absence de perspectives crédibles pour l’Europe, à moyen terme, de très grandes capacités terrestres ou encore spatiales, une task force, digne de ce nom pour nous, pourrait signifier une très grande autonomie dans nos éventuelles interventions extérieures, permettrait une mobilité exceptionnelle de type véritablement planétaire, et enfin, comme déjà dit, un potentiel de stationnement dans la durée pour des attitudes d’observation des menaces ou d’attaque. C’est dire pour la France la nécessité à terme de reconstituer au moins deux task forces, afin que l’une soit toujours 100% opérationnelle, à disposition de nos politiques, et sentinelle de nos intérêts vitaux dans ce monde de plus en plus rétracté, aux intérêts plus nombreux et plus contradictoires.

Une marine de guerre, à condition qu’elle soit conçue comme une chaîne de navires spécialisés et complémentaires entre eux, me paraît donc la carte utile à jouer pour les trente prochaines années, dans un monde aux menaces à la fois multiples mais atomisées à l’échelle mondiale et aléatoires dans un «temps» du risque de moins en moins linéaire et prévisible.

Si, une fois de plus, les politiques veulent avoir les moyens de faire entendre leurs voix. Ils doivent alors accepter le poids de l’urgence d’un réinvestissement de la France vers sa marine pour répondre à la nécessité absolue d’être prêts face à la proximité d’engagement à venir, la brutalité des chocs, et la rapidité de conclusion… Ce n’est qu’à ce prix que nous existerons dans la légitimité de nos droits…

**Mais, qu’apporte la puissance océanique au pouvoir politique de notre pays?**

* D’abord et avant tout, à mon sens, la présence permanente de bâtiments, associée à la notion déjà décrite de vigilance, procurant un renseignement précis et continu des situations. Et là, en mer comme en escale.
* Ensuite, une marine océanique, par son déploiement permanent, très loin du noyau national, procure une capacité d’action immédiate, qui elle-même offre au pouvoir politique une latitude d’action, une souplesse d’emploi sans égal. Nous pouvons varier le déploiement, nous pouvons le doter d’une posture discrète, ou ostensible, voire même menaçante. Nous pouvons passer d’une posture à l’autre, revenir en arrière ou au contraire aller jusqu’à la frappe. Tout cela à partir d’un espace que peu de pays peuvent tenter de nous interdire et pour un coût qui, au regard des enjeux, devrait être compris comme relativement modeste.

Car en somme de quoi s’agit-il? En amont, le courage de la décision politique. En aval, de moyens: le recours à une marine significative, immédiatement opérationnelle à partir de plusieurs noyaux de forces disposées sur des portions de mers ou d’océans à travers lesquels nous croyons nécessaire d’exprimer la légitimité de nos intérêts et donc de nos forces. Mais une puissance navale n’est rien, sans une base industrielle et technologique permettant l’entretien et la modernisation des capacités navales effectives. De fait, la pérennité et l’efficacité de nos capacités navales ne peuvent se concevoir indépendamment d’une base industrielle et technologique souveraine en mesure d’élaborer les systèmes nécessaires mais également d’assurer leur maintien en condition opérationnelle.

Cet ensemble reconstituera un outil par lequel une moyenne grande puissance de la taille de la France peut espérer s’élever, et se tenir à un rang d’autorité, en réalité très supérieur, à l’état objectif de ses ressources et richesses.

J’insiste: coûteux certes, mais le moins cher et de fait, le seul outil militaire à notre disposition, adapté comme nous l’avons vu à notre maturité historique, à nos opportunités géographiques. Un choix nécessaire assez curieusement comparable avec celui fait par le Général de Gaulle, lorsque ce dernier avait perçu l’acquisition par la France du feu nucléaire comme moyen le plus rapide de rester dans le «clan» des grandes puissances…Faire en sorte qu’il faille, de nouveau, compter avec la France et donc l’écouter…

Dès lors, il nous faut de grandes plates-formes endurantes, capables de durer et d’opérer en haute mer, de recueillir des informations mais aussi d’agir. Des capacités d’action vers la terre, et des capacités de frappe dans la profondeur à terre. Une France demain, sans marine à capacité opérationnelle forte, c’est une France diluée dans ses forces vives, une France de deuxième ou troisième rang, une France qui n’existerait peut-être plus qu’à travers ses alliés. Pour autant que ceux-ci existent en tant que force solidaire ou existeront encore au-delà des égoïsmes nationaux, des rétractions géopolitiques.

De fait, il est fréquent d’entendre çà et là, que nos futurs engagements auront lieu en coalitions. D’une part, cela paraît être un pari risqué, d’autre part, il convient d’être conscient que les coalitions n’ont de puissance que celle de leur membre le plus puissant. En conséquence de quoi, la France ne doit pas avoir peur de la solitude, y compris stratégique.

**Pour conclure**, je rappellerai qu’il faut beaucoup de temps, de constance et de persévérance pour construire une marine digne de ce nom. Il a fallu à notre pays plusieurs siècles pour se doter d’une réelle marine océanique. On ne change pas de cap, d’autant plus s’il est le bon, au premier grain, fût-il financier. Il est possible de diminuer le nombre de plate-formes, mais il ne faut rien céder sur la cohérence d’ensemble de la marine.

Pour autant, la Marine pour la Marine n’est rien. De fait, comme le disait bien avant nous Périclès, «*Mega* *to tés thalassés kratos»* , la puissance de la mer confère à celui qui sait s’en servir.

# 

# Le système d’alliances français

**face à la question du désarmement**

**entre les deux guerres**



*Par Madame Isabelle DAVION[[13]](#footnote-13)*

##### *Agrégée d’Histoire*

##### *et docteur en Histoire des relations internationales*

**L**a cinquième partie du Traité de Versailles de 1919 fait du désarmement allemand[[14]](#footnote-14) le premier acte d’un désarmement général, dans le cadre d’une sécurité collective garantie par la coopération internationale au sein de la Société des Nations. Le Pacte fondateur de la SDN constitue d’ailleurs la première partie de tous les traités de paix – donc les vingt-six premiers articles du Traité de Versailles – manière de placer l’Europe de l’après-guerre sous la haute autorité de Genève, mais aussi de donner à la nouvelle organisation plus de poids. L’article 8 du Pacte prévoit donc de désarmer les vainqueurs de la Première guerre mondiale à la suite des vaincus. Le désarmement doit ici être compris comme une *limitation* des armements, selon un niveau propre à chaque pays.

La sécurité collective rompt de cette manière avec la politique de force du siècle précédent. Elle met en avant l’arbitrage international des conflits grâce à un réseau tissé de «conventions formelles ayant pour objet d’offrir des garanties mutuelles d’indépendance politique et d’intégralité territoriale», ainsi que le prévoit, dès janvier 1918, le quatorzième point du président américain Wilson. Cette paix de justice et de droit implique dès lors l’égalité absolue entre les États, puisqu’elle a pour objectif d’enterrer le Concert européen et son directoire de grandes puissances qui ont échoué à empêcher 1914-1918. Mais comme nombre des nouveaux principes constitutifs de la sécurité collective, la notion de désarmement comporte un paradoxe de taille: puisque ce désarmement est progressif, évolutif, comment peut-on à la fois affirmer l’égalité absolue entre tous les États – la SDN accorde des droits identiques «aux petits comme aux grands États», dissolvant l’inégalité *de facto* dans l’égalité *de jure* – et décider du niveau d’armement des uns et des autres? L’existence de ce paradoxe ne serait pas un problème en soi, s’il ne se trouvait au tournant des années 1920 et 1930 des nations révisionnistes prêtes à en exploiter les effets pervers.

De même, le sujet ici proposé à notre réflexion est paradoxal: la constitution par la France d’un réseau d’alliances[[15]](#footnote-15) – cette «Barrière de l’Est» destinée, en cas de guerre, à prendre l’Allemagne en tenailles et la forcer à se battre sur deux fronts – relève de «l’ancienne diplomatie» qui commande que l’on se prémunisse, par le biais d’accords entre États, contre l’ennemi désigné. Dès lors, comment concilier ces formes diplomatiques traditionnelles avec l’exercice inédit de la sécurité collective? Comment faire cohabiter des plans de défense et des plans de désarmement?

Dix ans avant l’ouverture de la conférence du désarmement, la position de la France semble d’ores et déjà fixée: elle entend faire valoir les responsabilités particulières que lui incombe sa sécurité face à l’Allemagne pour justifier d’importants besoins militaires. De leur côté, les nations d’Europe centre-orientale appuyées par Paris, font inscrire à Genève le principe de la «sécurité avant le désarmement» durant la session de 1923[[16]](#footnote-16). Lorsque la conférence navale se tient à Londres afin de limiter précisément les constructions britanniques, américaines et japonaises, la France proclame de nouveau que sans sérieuse garantie de sécurité, elle compte au moins garder ses forces intactes.

Des commissions de la SDN travaillent à la question de la réduction des forces terrestres depuis le début des années vingt. À partir de 1926, celles-ci cèdent la place à une «commission préparatoire du désarmement» (CPD) siégeant elle-aussi à Genève. L’année suivante, la commission interalliée de contrôle du désarmement allemand est dissoute, les Alliés considérant que les mesures préconisées en 1919 ont été appliquées: il est temps, dès lors, de passer à la réalisation des mesures générales. Désireux d’épargner à la France une course aux armements dont elle n’a pas les moyens, le délégué Paul-Boncour propose de commencer par instaurer un contrôle de la production guerrière européenne: dans ce cas encore, il obtient la pleine coopération des délégations polonaise, tchécoslovaque et roumaine[[17]](#footnote-17). Paul-Boncour écarte publiquement toute contradiction entre les alliances de la France à l’Est et sa participation à la conférence du désarmement: ces pactes sont une question d’honneur, et servent le désarmement en permettant le travail d’équipe[[18]](#footnote-18).

En matière de désarmement, «les thèmes mobilisateurs de la doctrine française sont tels qu’ils suffisent à eux seuls à repousser tout projet de désarmement qui menacerait les positions françaises»[[19]](#footnote-19). Les différents pôles d’élaboration stratégique ne sont cependant pas d’accord: s’abritant derrière le concept nébuleux de «désarmement moral», le Quai d’Orsay espère surtout négocier le statu quo des forces françaises; de son côté, le Conseil Supérieur de la Défense Nationale préconise avant toute chose de maintenir *liés automatiquement* les niveaux d’armement français et allemand, et limiterait volontiers les discussions à l’Allemagne. À la tête du service français de la SDN à partir de 1929, René Massigli choisit plutôt la participation pleine et entière de la France à la conférence internationale du désarmement, afin d’en contrôler les décisions et les éventuelles concessions[[20]](#footnote-20). Soucieux malgré tout d’arriver à Genève avec des initiatives positives, l’état-major français propose un système d’accords régionaux d’assistance mutuelle visant à garantir la sécurité de la France malgré le désarmement. Ces documents seraient rédigés sur un modèle commun prévoyant, en cas de conflit européen, une coopération militaire entre la Pologne, la Petite Entente et la France, sous un commandement en chef unique – probablement français[[21]](#footnote-21). Mais à cette date, la France est bien loin de pouvoir imposer aux nations est-européennes une telle architecture.

La CPD est close le 9 décembre 1931, après que le projet de convention de désarmement a été voté à la majorité. La conférence peut s’ouvrir, et le soutien sans faille des alliés de la France est plus que jamais nécessaire. Ceux-ci craignent que Paris ne devienne à la conférence la cible principale de l’Allemagne, ce qui affaiblirait leurs propres positions.

Dès la commission préparatoire, la délégation française se révèle antagoniste aux positions de Berlin: elle nie la réalité du désarmement de l’Allemagne, laquelle réclame déjà l’égalité des droits dans le domaine militaire. Ainsi, d’emblée, l’importance d’être entourée des nations est-européennes s’impose pour combattre les tentatives de conciliation britanniques. C’est René Massigli qui prend en charge la concertation avec les alliés d’Europe centre-orientale. Il rencontre les Polonais le 21 mai 1931 pour se promettre un appui réciproque même si Varsovie ne partage pas totalement les préoccupations françaises en matière de danger allemand[[22]](#footnote-22). Puis les chefs d’état-major de la Petite Entente expriment dans un protocole commun la nécessité de suivre une ligne commune avec la France et la Pologne[[23]](#footnote-23). Mais ils revendiquent également le droit de dépasser le chiffre qui leur a été alloué dans les projets anglais[[24]](#footnote-24) – le chiffre de trente-mille hommes étant pris comme repère, trois unités sont proposées pour la Tchécoslovaquie, et quatre pour la Pologne –, excipant du fait que leur armée est en cours d’organisation. Globalement, ces pays défendent l’exécution scrupuleuse des traités de pays, y compris dans leurs clauses de désarmement, et respectent le projet de convention établi à Genève[[25]](#footnote-25). Mais ils jugent aussi que leur potentiel militaire est embryonnaire, et réclament donc son augmentation: pas question dans leur cas particulier de se contenter du niveau d’armement actuel[[26]](#footnote-26). Cette position a d’ailleurs la bénédiction du service français de renseignements qui considère que, vu sa valeur stratégique – et c’est particulièrement vrai de la Tchécoslovaquie – l’appareil militaire de l’Europe centrale est au minimum des forces défensives indispensables, quand l’Allemagne et l’URSS n’offrent aucune garantie de paix[[27]](#footnote-27).

Á l’hiver 1931, France, Petite Entente et Pologne tombent d’accord sur plusieurs principes pour la conférence: la limitation globale des dépenses – sans distinction entre le terrestre, le maritime ou l’aérien – ou encore le système d'effectifs moyens quotidiens pour le décompte des hommes en armes[[28]](#footnote-28). Ce partenariat permet à la délégation française de se tenir au plus près du projet de convention établi à Genève, et de se présenter avec un programme positif. Même les détracteurs du désarmement, au sein de l’état-major français, sont favorables à cette entente, laissant espérer que le front de négociateurs finisse par obtenir le droit d’armer davantage.

La France arrive donc à Genève avec la ferme intention de conserver les instruments de sa puissance. La conférence s’ouvre le 2 février 1932 – É. Benès a été écarté de la présidence, car jugé trop francophile, au profit du Britannique Henderson – et se divise rapidement entre partisans de l’Allemagne et partisans de la France[[29]](#footnote-29). Invoquant la réduction de son service militaire, cette dernière refuse la diminution de ses effectifs armés, pour la plus grande irritation des délégations anglo-saxonnes; ces dernières réclament le désarmement pour établir la sécurité, quand les Français défendent leur axiome: «*Sécurité d’abord*». André Tardieu arrive à Genève avec un projet soutenu par l’Europe centre-orientale, qui reprend les propositions du CSDN et les grandes lignes du protocole de Genève: chaque État abandonnerait son aviation de bombardement et son artillerie lourde au bénéfice de la SDN, qui disposerait d’une force internationale. Mais dès le 9 février, le chancelier allemand Brüning réclame «*l’égalité des droits* [Gleichberechtigung] *et de la sécurité pour tous les peuples*» en s’appuyant sur les ambiguïtés la partie V du traité de Versailles[[30]](#footnote-30). En mai 1932, le retour de Herriot à la présidence du Conseil et aux Affaires étrangères modifie quelque peu la composition de la délégation française: «*le rôle des militaires doit diminuer et celui des parlementaires augmenter*»[[31]](#footnote-31). Plus généralement, et ce au moins jusqu’au cabinet Doumergue de février 1934, l’influence des militaires est en recul en France: leurs rapports avec la sphère politique deviennent plus conflictuels.

Durant cette première phase de la conférence, les «alliés» de l’Est sont souvent invoqués par les politiques, les militaires et les journalistes français, pour étayer leur position sur le désarmement. Un exemple de cette instrumentalisation, non dépourvue de sincérité, est fourni par le vice-président du CSDN et Inspecteur général de l’armée, dans *Le Figaro* du 14 novembre 1932: dans son bilan provisoire des négociations, intitulé «Sur les ruines de la sécurité», le général Weygand affirme: «*Nos derniers amis sentent fléchir leur sympathie et l’on dit que certains milieux polonais se demandent si Danzig ne serait pas mieux protégée par un appui soviétique que par nos milices*»[[32]](#footnote-32). À la même époque, le thème est repris par ceux qui désirent au contraire soutenir les efforts de désarmement – *Le Temps* notamment *–* pour montrer, à travers la solidarité des alliés, la confiance que la délégation française inspire[[33]](#footnote-33).

Mais l’été 1932 disperse les délégations, et la seconde partie de la conférence ne verra pas se reformer un étroit partenariat entre la France et l’Europe centre-orientale.

Herriot revient avec un «plan constructif» sur lequel les alliés sont déjà en retrait parce qu’ils s’y voient sacrifiés, mais à Paris, «*seul l’état-major s’inquiéta de ce que le projet français priverait l’armée des moyens nécessaires pour venir en aide aux alliés d’Europe orientale*»[[34]](#footnote-34). Et la conférence à peine rentrée, l’ultimatum allemand du 11 septembre 1932 sur l’égalité des droits déclenche le départ de la délégation cinq jours plus tard[[35]](#footnote-35). Herriot est alors contraint de reconnaître le principe du *Gleichberechtigung*, officiellement adopté par la déclaration des cinq puissances (Grande-Bretagne, États-Unis, Italie, Allemagne, France) du 11 décembre 1932. Ce texte met fin à l’infériorité militaire de l’Allemagne, la France semble se ranger «*dans le camp de la révision des traités*»[[36]](#footnote-36). La tempête se déclenche chez les alliés de la France placés devant le fait accompli – nulle part plus violemment qu’en Pologne –, et c’est donc à double titre, militaire et diplomatique, que le 11 décembre 1932 marque une grande victoire de la diplomatie allemande contre le système de sécurité français.

Chaotiquement, France et Grande-Bretagne vont désormais chercher un accord susceptible de bloquer le réarmement allemand, avant que Hitler ne quitte définitivement la conférence du désarmement le 14 octobre 1933. Dès lors, les négociations sont appelées à s’enliser dans le faux débat sur le désarmement moral jusqu’au printemps 1935.

# Pont aérien sur KHÉ SANH:

**Adaptation des tactiques et innovation technique,**

**clés du succès des opérations aériennes**



*Par le Commandant Éric LE BRAS,*

*de la 14ème promotion du collège interarmées de défense*

**Le succès du pont aérien réalisé en 1968, pour soutenir les Marines assiégés sur la base de Khé Sanh au Vietnam, tient tout d’abord à l’opération de bombardement *Niagara* qui a permis aux Américains de conserver l’initiative. Mais surtout, le siège était tel que ce succès n’aurait probablement pas eu lieu sans trois nouvelles techniques de ravitaillement décrites ici.**

**L’auteur conclut par une mise en perspectives des opérations aériennes menées à Khé Sanh et à Diên-Biên-Phu, en 1954, et ouvre la voie à une réflexion sur l'aspect fondamental des capacités d’innovations et sur les moyens futurs qui pourraient être dédiés à l’aérolargage.**

***«Dans le présent futur, où se meut nécessairement toute conception stratégique, il faut à la fois s’appuyer sur l’expérience passée et inventer l’adaptation de cette expérience aux moyens nouveaux. Toute innovation constitue un risque majeur, mais* *toute routine est perdue d’avance».***

*Général Beaufre[[37]](#footnote-37)*

**L**a réalisation d’un pont aérien au profit de troupes assiégées exige des moyens considérables. De nombreux exemples dans l’histoire des conflits modernes illustrent les difficultés d’une telle opération. En 1942, les besoins en vivres et munitions des 250. 000 soldats de la VIème armée allemande pris au piège de Stalingrad exigeaient un ravitaillement quotidien de 400 tonnes, soit plus de quatre fois la capacité de transport des moyens dédiés de la Luftwaffe. En 1954, le soutien des 13 bataillons français engagés dans la défense de Diên-Biên-Phu était estimé à 165 tonnes. Durant les 57 jours de siège une moyenne de 120 tonnes de fret fût larguée au-dessus du camp retranché, soit près de 100 kilogrammes par minute*.[[38]](#footnote-38)*

Derrière les chiffres se cachent d’autres réalités: celles des combats et de la capacité à récupérer ces matériels. Les dimensions restreintes des zones de largages, la proximité des lignes ennemies, des conditions météorologiques souvent défavorables nuisent à la précision des parachutages. L’aptitude à conserver le contrôle des pistes d’aviation s’avère décisive.

Dans ce contexte, le succès du pont aérien réalisé en 1968 par les Américains pour soutenir les 6.680 Marines assiégés par les troupes nord-vietnamiennes sur la base de Khé Sanh est remarquable. Située à une dizaine de kilomètres de la frontière laotienne et 25 kilomètres au sud du 17ème parallèle, dans une zone faiblement peuplée de la province du Quang Tri[[39]](#footnote-39), la base de Khé Sanh servait de point d’appui aux actions de renseignement et de lutte contre les infiltrations des troupes régulières nord-vietnamiennes. La prise de ce verrou stratégique aurait assuré, aux forces de Giap, l’accès aux plaines côtières du Sud-Vietnam. Confrontées à un rapport de force de trois contre un, hantées par le spectre de Diên-Biên-Phu[[40]](#footnote-40), les forces armées américaines parvinrent, tout au long des 77 jours de siège, à conserver l’initiative et, de fait, leur liberté d’action. Leur capacité à adapter les matériels et les tactiques dans les domaines du bombardement et de la livraison par air assurèrent le succès des opérations.

Le déroulement chronologique de la bataille souligne l’importance du fait aérien, particulièrement dans les domaines de l’appui feu et du transport. Après un bref rappel historique, nous nous intéresserons à l’opération «Niagara» destinée à détruire les positions nord-vietnamiennes par l’action combinée de l’aviation et de l’artillerie. Une seconde partie sera consacrée à la réalisation du pont aérien et à la mise en œuvre des C130 et hélicoptères de l’USAF (US Air Force), l’US Navy et l’USMC (US Marines corps). Enfin, une mise en perspective des batailles de Khé Sanh et de Diên-Biên-Phu à travers le prisme des opérations aériennes conclura cette étude.

**Opération «Niagara»: les prémices**

Les opérations aéroterrestres américaines au Vietnam débutent officiellement en février 1965, mais dès 1962 des éléments des forces spéciales sont à pied d’œuvre, en charge de la surveillance de la zone démilitarisée et de la piste Hô-Chi-Minh, située à cheval sur les territoires du Nord-Vietnam et du Laos. La base de Khé Sanh est crée à cette occasion.

Le caractère stratégique du site fut renforcé par la construction d’une piste d’aviation, réaménagée en 1967. D’une longueur de 1.180 mètres, recouverte de plaques d’aluminium, la piste était en mesure d’accueillir les hélicoptères et les avions de transport tactique américains.[[41]](#footnote-41)

Au mois de novembre 1967, un certain nombre d’indices amenèrent l’État-major américain à envisager une offensive d’envergure nord-vietnamienne dans la région de Quang Tri. Deux divisions faisaient mouvement au Nord de la zone démilitarisée. Au total 6 régiments d’infanterie, 2 régiments d’artillerie renforcés par des chars[[42]](#footnote-42) et des unités de soutien prenaient position autour de Khé Sanh, soit un total de 23.000 hommes.

L’activité de guérilla s’intensifiant, les liaisons terrestres furent bientôt impossibles, transformant les places fortes aménagées le long du 17ème parallèle en bases assiégées, ravitaillables uniquement par la voie des airs. L’unique voie routière praticable, l’ancienne route coloniale 9 (RC9), orientée Est-Ouest et permettant de joindre le Laos aux provinces côtières du Sud-Vietnam, était sous le contrôle du Viêt-Cong.

Conscients du traumatisme sur leur opinion publique qu’aurait provoqué la chute de Khé Sanh, les Américains renforcèrent les troupes défendant le site, portant les effectifs à 6.680 soldats. Près de la moitié des effectifs engagés était affectée à la défense des collines environnant le site[[43]](#footnote-43). La stratégie américaine reposait sur la capacité d’appuyer leurs positions avec des moyens sol-sol et air-sol, notamment les B52 «Stratofortress» du Strategic Air Command (SAC)[[44]](#footnote-44). La faible densité de population autour du camp permettait d’envisager une intense campagne de bombardement.

En plus de la quarantaine de chars et de pièces d’artillerie assurant la protection de la base, les Marines pouvaient bénéficier d’un appui des canons de 175 mm de Camp Caroll et de Rock Pile, autres bases américaines situées plus à l’Est le long de la zone démilitarisée.

Compte tenu du rapport de force défavorable, et fort de l’expérience de la défense du site de Con Thien à l’automne 1967, l’État-major américain planifia l’opération «Niagara», une campagne de bombardement associant B52 et chasseurs bombardiers destinée à détruire le dispositif ennemi autour de Khé Sanh.

Le 20 janvier 1968, un officier déserteur nord-vietnamien confirmait l’imminence de l’attaque, prévue la nuit même.

**Opération «Niagara»: les B52 en soutien des forces assiégées**

Le 21 janvier à 5H30 du matin, les postes avancés et la base de Khé Sanh étaient soumis à un important pilonnage d’artillerie. Les dépôts de munitions et de carburant furent détruits, une partie de la piste d’aviation rendue inutilisable. Mais en dépit de durs combats, les Marines purent contenir l’offensive et conserver la maîtrise des points côtés. Le général Westmoreland ordonnait le déclenchement de l’opération «Niagara». L’opération de bombardement destinée à dégager le site de ses assaillants pouvait commencer.

Des moyens de renseignement considérables furent mis en œuvre afin de localiser les positions ennemies. Plusieurs centaines de capteurs sismiques et acoustiques[[45]](#footnote-45) avaient été préalablement disposés autour de Khé Sanh. Les signaux collectés étaient transmis vers un avion Lockheed EC-121R «Warning star»[[46]](#footnote-46) en «hippodrome» à haute altitude, qui les compilait et les diffusait vers un centre spécialisé[[47]](#footnote-47), situé en Thaïlande à Nakhon Phanom. La coordination des feux était réalisée depuis un C130 AB3C[[48]](#footnote-48) et une cellule au sol chargée du guidage en phase terminale des B52. Quotidiennement, 35 B52 et 300 chasseurs bombardiers prirent part aux opérations.

Au début des opérations, les «Stratofortress» engageaient des objectifs à une distance de sécurité d’au moins 3 kilomètres par rapport aux positions tenues par les Marines. Les Nord-Vietnamiens en profitèrent pour masser leurs troupes et dépôts de munitions dans des réseaux de tranchées au plus près des positions américaines.

**«Combat skyspot», adaptation des techniques de bombardement**

Observant la manœuvre adverse, les contrôleurs avancés américains mirent au point une nouvelle méthode de désignation des cibles. Baptisée «combat skyspot», cette technique de guidage radar permis de ramener la marge de sécurité à 1.200 yards, soit moins de 1.100 mètres, provoquant des pertes importantes dans les rangs ennemis.

Sur les 77 jours de siège, les avions du Strategic Air Command réalisèrent 2.548 missions et larguèrent 59.542 tonnes de bombes. À ce chiffre s’ajoutent 37.000 tonnes de munitions diverses délivrées par les autres avions de combat.[[49]](#footnote-49).

«On leur a cassé les reins…par la puissance de feu du B52».[[50]](#footnote-50). Cette phrase du Général Westmoreland résume l’efficacité des bombardements réalisés par les avions du SAC.

Ce déluge de feu contraria la manœuvre des forces nord-vietnamiennes, permettant la réalisation du pont aérien.

**Ravitailler Khé Sanh!**

Une première estimation des besoins évaluait à 165 tonnes l’approvisionnement quotidien nécessaire pour soutenir les opérations. Le général W. Momyer, un aviateur, commandant la 7th Air Force, fût désigné pour diriger le pont aérien et coordonner les moyens mis en œuvre par l’USAF, l’USMC et l’US Navy.

Comme à Diên-Biên-Phu, les opérations aériennes allaient être contrariées par les conditions météorologiques, l’artillerie anti-aérienne ennemie et les contraintes inhérentes au ravitaillement des postes avancés.

La météorologie en cette période de l’année était peu propice aux opérations aériennes. Près de 40% des aéroportages et aérolargages furent annulés du fait de la brume. Les troupes de Giap profitaient de ces mauvaises conditions de visibilité pour déplacer leur artillerie anti-aérienne, contraignant les équipages à appliquer des procédures d’arrivée de type grande pente et à réduire leur temps d’escale.

La mise hors service d’une partie de la piste dès le premier jour de la bataille mit en évidence les qualités du C123 «Provider». De masse et dimensions plus réduites que le C130, dotés de fusées d’appoint pour le décollage, les C123 furent les premiers appareils de l’USAF à ouvrir le pont aérien. Leur action fût complétée par des hélicoptères lourds Boeing Vertol CH46 «Sea knight» de l’USMC. Dès le 23 janvier, les opérations en C130 purent reprendre. Le 27 janvier, au plus fort de la campagne, 310 tonnes de fret furent mises à terre. Une moyenne quotidienne de 250 tonnes fut ainsi assurée les 8 premiers jours de la bataille, permettant de compenser la destruction du stock de munitions survenue dans les premières heures des combats.

Le 10 février, un «Hercules» transportant des réservoirs souples de carburant était touché par l’artillerie anti-aérienne et prenait feu à l’atterrissage. Un second C130 était sévèrement endommagé le lendemain. À compter de cette date, seuls les C7A et les C123 continuèrent leurs rotations sur Khé Sanh, assurant les évacuations sanitaires et la livraison des colis trop fragiles pour être largués.

Contraints d’assurer coûte que coûte le ravitaillement de Khé Sanh, les aviateurs américains allaient exploiter les remarquables capacités offertes par le C130 en matière d’aérolargage lourd. Trois nouvelles techniques allaient ainsi être mises en œuvre.

**LAPES et GPES, innovations techniques**

La première, LAPES (Low altitude parachute extraction system)[[51]](#footnote-51), consistait en la mise à terre, par éjection, de palettes à une hauteur comprise entre 3 et 5 mètres. Contraignante d’un point de vue logistique (parachute extracteur et palette spécifique) cette méthode fut complétée par le GPES suite à plusieurs accidents mortels provoqués par l’impact des charges après le largage.[[52]](#footnote-52)

Mis en œuvre à compter du 30 mars, le GPES (Ground proximity extraction system), s’apparentait à la technique d’appontage sur porte-avions. Une crosse, solidaire de la charge et laissée pendante à l’arrière de la rampe ouverte du C130, était destinée à accrocher un câble tendu sur la piste et extraire la palette.

Au bilan, 52 largages de type LAPES et 15 de type GPES furent réalisés.

Enfin, pour s’affranchir des mauvaises conditions météorologiques, un profil de largage sans référence visuelle fût mis au point. Utilisant les moyens radars au sol et le radar doppler du C130, cette méthode assurait une précision remarquable. Sur 600 colis largués seuls 3 furent perdus.

**«super gaggle», innovation tactique**

Le ravitaillement des positions autour de Khé Sanh fut assuré par les hélicoptères de l’USMC. Compte tenu de la proximité des troupes ennemies, une tactique originale baptisée «super gaggle»[[53]](#footnote-53) fut mise au point. Une douzaine de chasseurs bombardiers, de type A4 «Skyhawk», et des hélicoptères de combat, de type «Huey Gunship», neutralisaient les positions ennemies avec du napalm, des gaz lacrymogènes et des écrans de fumée. Dans le même temps, jusqu’à 16 hélicoptères lourds, évoluant en formation serrée, assuraient les opérations de ravitaillement. Compte tenu de la différence de vitesse relative des appareils engagés, une préparation minutieuse était nécessaire. La durée des opérations sur le terrain ne dépassait pas 5 minutes. Cette méthode fut probante: sur l’ensemble des ravitaillements réalisés avec ce soutien d’aéronefs de combat, seuls 2 hélicoptères (2 CH46) furent abattus par les forces nord-vietnamiennes. Au total 17 hélicoptères, 1 C130 et 3 C123 auront été perdus par les forces américaines.

Le 8 avril, un renfort de troupes américaines composé de Marines et de la 1st US Air Cavalry Division (division aéromobile) atteignait Khé Sanh [[54]](#footnote-54), mettant définitivement fin au siège. Au terme de 77 jours de combat, les pertes américaines s’élevaient à 205 soldats[[55]](#footnote-55). Les pertes nord-vietnamiennes sont estimées entre 9.000 et 15.000 hommes. À ce chiffre il faut ajouter les 45.000 soldats perdus par les troupes du Général Giap dans l’offensive du Têt. Au bilan, sur 2 mois de conflit au Sud-Vietnam, les forces nord-vietnamiennes avaient perdu l’effectif et le matériel de 6 divisions. Leur sacrifice s’avèrera pourtant payant. Contraints de renforcer leurs positions autour de Saïgon, les Américains abandonnèrent la base de Khé Sanh en juin 1968.

**De Diên Biên-Phu à Khé Sanh**

La géographie du site ne permet pas de comparer de façon objective le déroulement des combats terrestres menés à Khé Sanh à ceux de Diên-Biên-Phu. Par contre, dans le domaine aérien, l’homogénéité et la continuité[[56]](#footnote-56) qui caractérisent le milieu aérospatial autorisent une comparaison de ces 2 batailles au travers du prisme des opérations aériennes.

Le bilan du pont aérien sur Khé Sanh est à la mesure des moyens aériens déployés par les forces américaines. Des aéronefs nombreux et de conception moderne, ouvrant la voie à de nouveaux modes d’opération, ont permis d’assurer le ravitaillement durant 11 semaines d’un site assiégé dans des conditions météorologiques difficiles et une menace anti-aérienne permanente. Mise en perspective avec les opérations menées à Diên-Biên-Phu, la gestion de la campagne aérienne réalisée par les Américains révèle les faiblesses du dispositif français de 1954 dans les domaines du commandement et du contrôle des opérations, du transport aérien et de l’appui feu.

Des moyens de renseignement performants, une chaîne de commandement centralisée et des moyens aériens modernes type AB3C, ont permis d’optimiser l’activité de plusieurs centaines d’appareils engagés quotidiennement dans les opérations d’appui et de transport. Cette coordination et les tactiques mises en œuvre ont permis de réduire les pertes d’aéronefs de moitié par rapport aux pertes françaises[[57]](#footnote-57) pour un nombre de missions aériennes 10 fois plus important.

Les capacités nouvelles offertes par le C130 dans le domaine de l’aérolargage de matériel ont permis la mise en œuvre de nouvelles techniques, limitant les risques pour les équipages et garantissant la précision des livraisons par air. En 1954, seuls les 24 C119 «Flying boxcar», disposaient d’une porte à l’arrière de l’appareil permettant le largage, en un seul passage, de charges lourdes et volumineuses. La centaine de C47 «Dakota»[[58]](#footnote-58) disponibles ne pouvaient larguer que par les portes latérales, plus étroites, contraignant les équipages à effectuer jusqu’à 12 passages sur les zones de mise à terre pour larguer la totalité de leur chargement, offrant aux forces ennemies l’occasion de régler leurs tirs.

La dispersion des colis au sol et le manque de précision des largages imposaient que le ravitaillement des postes avancés français soit réalisé à dos d’hommes. Le coup humain de ces missions fut exorbitant, contraignant à l’abandon de certaines positions[[59]](#footnote-59).

La mise en œuvre d’hélicoptères lourds et du «super gaggle» évitera à Khé Sanh de connaître ces difficultés d’approvisionnement.

À Khé Sanh, les Nord-Vietnamiens ne purent jamais neutraliser la piste d’aviation. La piste, même endommagée, permettra les atterrissages de C123 et C7. Les évacuations sanitaires purent ainsi être assurées durant les 77 jours de siège. À Diên-Biên-Phu elles purent être réalisées seulement pendant les 2 premières semaines de la bataille[[60]](#footnote-60). Le moral américain fût également maintenu par la distribution du courrier assuré en permanence tout au long du siège.

Les aérolargages réalisés en 1968 par les Américains ne concernèrent que du matériel. Les personnels furent mis en place par aéroportage et héliportage, évitant ainsi la dispersion des personnels lors de leur mise à terre. À l’inverse, la destruction après le décollage d’un C123 avec 48 militaires à bord démontre la vulnérabilité de ce type d’opérations.

La base aéroterrestre américaine ne fut jamais l’objet d’assauts massifs comparables à ceux vécus par les défenseurs du camp retranché français. Seuls les postes avancés américains subirent les vagues d’assaut des soldats nord-vietnamiens. Deux positions américaines seront ainsi submergées par les forces de Giap[[61]](#footnote-61). La campagne de bombardement réalisée dans le cadre de l’opération «Niagara» a vraisemblablement provoqué un véritable chaos dans les tranchées ennemies, permettant aux américains de conserver l’initiative. En 1954, les 26 Bombardiers Boeing B26 alignés par le corps expéditionnaire français et les missions «napalm» réalisées par les C119 ne pouvaient à eux seuls renverser le cours des évènements.

**Conclusion**

Le succès militaire américain à Khé Sanh est sans nul doute le résultat d’une coordination exemplaire entre les opérations aériennes de transport, d’appui feu et de bombardement. La mise en place d’une chaîne de commandement supervisant l’ensemble des moyens aériens a porté ses fruits. Si la puissance de feu des bombardiers B52 fut décisive, la capacité des forces américaines à innover dans les domaines tactiques et techniques doit également être soulignée.

Près de 40 années après ces évènements, alors que de nouveaux matériels entrent en service dans l’armée française, cette capacité d’innovation apparaît primordiale. Elle est la garantie du succès dans les opérations à venir.

Ainsi, dans le domaine de l’aérolargage de matériel, les systèmes actuels de navigation par satellite permettent d’envisager la réalisation de moyens de guidage autonome des charges sous voile, après un largage réalisé à moyenne ou haute altitude. Permettant de s’affranchir des conditions météorologiques, réduisant les dimensions des zones de mise à terre, limitant les risques pour les aéronefs et les équipages, ce type de technique ouvre la voie à de nouveaux modes de livraison par air.

En ce qui concerne les hélicoptères, les caractéristiques remarquables du «Tigre», de l’EC 725 «Caracal» et demain du NH90 ouvrent de nouveaux domaines d’emploi.

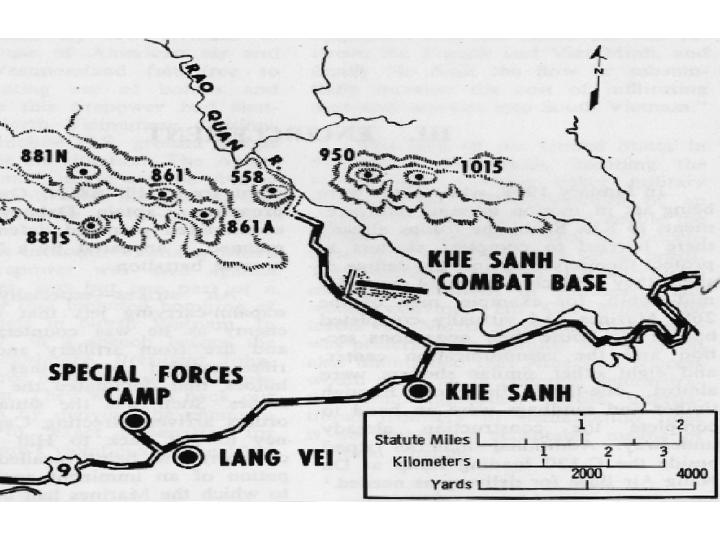
À l’image du «super gaggle» mis en œuvre à Khé Sanh, ces atouts ne seront valorisés que par le biais d'une réflexion interarmées, condition nécessaire à la réussite de nos futures opérations extérieures

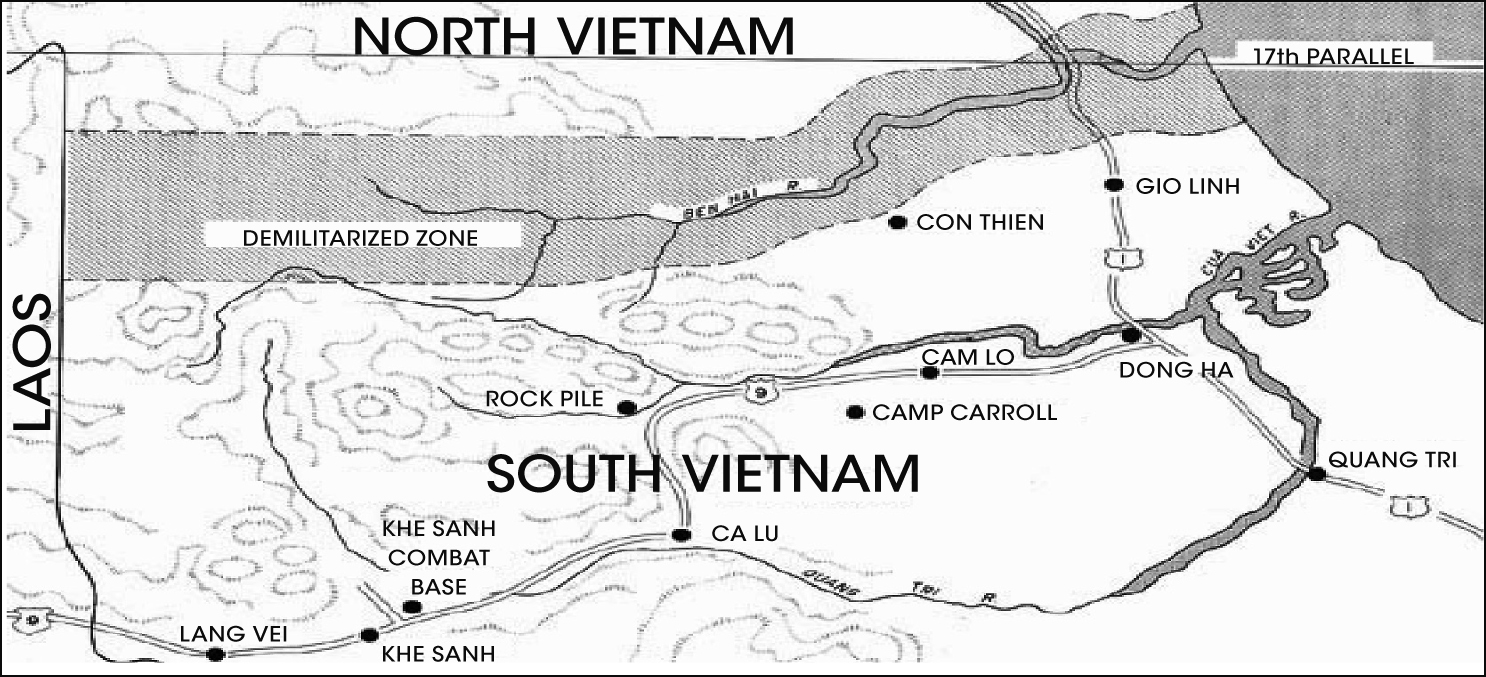
**Bibliographie**

* Général Chassin, «**Aviation Indochine**», Editions Amiot-Dumont, 1954, 242 pages
* Marc Bertin, «**Packett sur Diên-Biên-Phu: la vie quotidienne d’un pilote de transport**», Edition Naveil, 1991, 156 pages
* Frederic Lert, «**Les ailes de la CIA**», Collection actions spéciales / histoire et collection, 1998, 512 pages
* Henri Le Mire, «**Les Paras français: La guerre d’Indochine**», Editions Princesse, 1977, 200 pages
* Pierre Pellissier, «**Diên-Biên-Phu**», Editions Perrin, 2004, 622 pages
* Colonel Jacques Suant, «**Vietnam 45-72**», Editions Arthaud, 1972, 320 pages
* LTT Général J Tolston, «**Vietnam Studies : Airmobility 1961-1971**», Dppt of the Army-Washington DC, 1973, 304 pages
* «Airpower at Khe Sanh», Airforce magazine, August 1998 Vol 81, N°8
* Bernard C Nalty ,«**Airpower and the fight for Khe Sanh**», (Service historique de la défense, dppt air, ref 1903), office of air force history, USAF, 1986, 134 pages

(disponible sur www.airforcehistory.hq.af.mil/Publications/fulltext/fight\_for\_khe\_sanh)

* Marc Jason Gilbert et William Head, «**The Tet offensive**», Prieger pub text, 1996, 310 pages
* François D’Orcival, «**Les Marines à Khé Sanh**», Presses de la cité, 1979, 249 pages
* Général Beaufre, «**Introduction à la stratégie**», Editions Hachette, 1998, 192 pages
* Colonel Chamagne, «**L’art de la guerre aérienne**», Editions l’esprit du livre, 2004, 284 pages





# Field Manual 3-07,

# Stability operations:

## Upshifting the engine of change



*Par le Lieutenant General William B. CALDWELL IV[[62]](#footnote-62), U.S. Army,*

*et le Lieutenant Colonel Steven M. LEONARD[[63]](#footnote-63), U.S. Army*

**Cet article a été publié dans** «Military Review» n° July-August 2008.

La Rédaction remercie vivement la revue ainsi que les auteurs de l’avoir autorisée à le reproduire dans les Cahiers du CESAT.

Elle remercie également le **Lieutenant Colonel Kelly M. CARRIGG, US Army, Senior TRADOC Liaison Officer qui s’est chargée de lui procurer l’article et d’obtenir les autorisations nécessaires.**

La version intégrale peut être consultée sur les sites du CESAT.

**T**his approach is the key to operating in the uncertain future before us. It will be the first stability doctrine – service or joint – to answer the immediate needs of the force already actively engaged in ongoing operations.

**A Brave New World**

The forces of globalization and the emergence of regional economic and political powers are fundamentally reshaping the world we thought we understood. The future is not one of major battles and engagements fought by armies on battlefields devoid of population; instead, the course of conflict will be decided by forces operating among the people of the world. Here, the margin of victory will be measured in far different terms than the wars of our past. The allegiance, trust, and confidence of populations will be the final arbiters of success. By the time General Creighton W. Abrams assumed command of Military Assistance Command, Vietnam (MACV) in the summer of 1968, the enemy had evolved, and so had the war.

It targeted the growing insurgency at the local level while focusing on the security and well-being of the people themselves. Limited in scope, it was not engineered to bolster the legitimacy and effectiveness of the central government, a need critical to consolidating and sustaining the transitory effects of programs at the local level. The national will necessary to maintain the momentum gained through CORDS[[64]](#footnote-64) could not be regained; the initiative was lost and so, eventually, was the war.

In the aftermath of Vietnam, we failed to capture and integrate the most important lessons of the war into our training and education. The remarkable insights concerning the necessity and efficacy of unity of effort would never be institutionalized in doctrine or law, and the lessons of that experience would soon be lost to time and a far more insidious threat to national security, the Soviet Union. A seemingly glacial coalition response to the needs of the Afghan people allowed the Taliban to reconstitute and reemerge as active, aggressive opponents of the government. We won the war, but were quickly losing the peace.

**Doctrine: The Engine of Change**

As the insurgency in Iraq began to gain momentum in 2004, the Army’s leadership recognized the need for a different approach. As stability operations gained in emphasis and focus over the next two years, the Army became the first of the services to institutionalize the tenets of DODD 3000.05 in doctrine. The publication of FM 3-24, *Counterinsurgency*, in 2006 launched a doctrinal revival that resounded across the force[[65]](#footnote-65). Counterinsurgency became the coin of the realm, and the hard-won lessons of the Vietnam War gained a new foothold in the twenty-first century. The more effective those military efforts are at setting the conditions that facilitate the efforts of the other instruments of national power, the more likely it is that a long-term commitment of the military will not be required. It focuses on human solutions to the challenges of tomorrow, emphasizing that “Soldiers will consistently operate in and among the people of the world, conducting operations in an environment fundamentally human in character”[[66]](#footnote-66). This ensures that the execution of stability tasks is fundamentally linked to a broader interagency effort, fulfilling the spirit – if not the letter – of DODD 3000.05. FM 3-0 recognizes the effort required to fully implement the broad goals of the directive; it paves the way for further development of stability operations in doctrine and concepts.

Such is the challenge of achieving unity of effort. The spectrum defines a state according to two quantifiable, related factors: the amount of violence within its borders, and the degree of normalcy otherwise apparent in the country and its government.

Intervention can occur at any point along the spectrum, regardless of the conditions of the operational environment. The graphic also underscores the importance of security. Stephenson further emphasizes the need to make quantifiable improvements in the security situation within the “golden hour” – that limited amount of time in which we enjoy the forbearance of the host-nation populace. The military instrument, with its unique expeditionary capabilities, is the sole U.S. agency with the ability to affect the golden hour *before* the hourglass tips. Military forces perform stability operations to establish the conditions that enable all the instruments of national power to succeed. Such anticipatory actions are essential to enable the success of the other instruments of national power and to secure space and access for nongovernmental organizations already operating in the area.

FM 3-07 lists essential stability tasks that the force must execute to accomplish the mission. Conducting such operations requires a combination of knowledge and understanding, the ability to achieve unity of effort, and cultural acumen. This foundation must also support the burdens of governance, rule of law, and economic development that represent the sustained future viability of the host nation.

FM 3-07 introduces security force assistance into Army doctrine under the umbrella of security sector reform, which is the reestablishment or reform of the institutions and key ministerial positions that provide oversight for the safety and security of the host nation and its people. Of the myriad activities conducted in a stability operation, security sector reform requires the sustained integration of the instruments of national power, and it depends wholly on unity of effort for success. Because the security sector is closely tied to each of the other sectors, efforts to reform it create ripples that affect the entire stability operation; typically, activities that reinforce progress in security contribute to success in the others.

**Institutionalizing Hard Lessons**

In the years after the fall of South Vietnam, we failed to institutionalize perhaps the most important lesson learned: the need for broad unity of effort among all agencies of government in operations conducted among the people of a foreign nation.

To that end, the new FM 3-07 institutionalizes the enduring successes of our past and embraces the hard-won lessons of our contemporary operations. The new doctrine aims to bring the efforts of military forces together with the other instruments of national power to form a whole-of-government approach to engagement in an era of persistent conflict.

In doing so, it holds the key to operating in the uncertain future before us.

# L’homme qui pliait les évènements



*Par le Lieutenant-colonel GOYA[[67]](#footnote-67),*

*de l’État-major des armées*

**L**es sciences humaines modernes négligent le poids des personnalités dans le cours de l’Histoire au regard de forces culturelles, économiques ou technologiques en apparence bien plus importantes. Il semble cependant qu’il existe des hommes à «forte gravité» qui «plient» les évènements à leur volonté lorsqu’ils s’en approchent. L’histoire du commandement en Indochine du Général de Lattre de Tassigny en est un bon exemple.

**Comment transformer une armée en trois jours**

Rarement arrivée fut aussi théâtrale que celle du Général de Lattre le 17 décembre 1950 à l'aéroport de Saïgon. L'ancien commandant de la 1ère armée française, le signataire pour la France de la capitulation de l'Allemagne a attendu que tous les passagers qui l'accompagnent dans l'avion Constellation, dont le ministre des «États associés», soient tous descendus avant d'apparaître en grande tenue blanche. Après avoir marqué un arrêt sur la marche de la passerelle et apprécié la foule d'un air dominateur, le «Roi Jean» est descendu très lentement pour passer ensuite le piquet d'honneur en revue. De Lattre dédaigne les autorités qui sont venues l'accueillir et même ses deux prédécesseurs, le haut commissaire civil et le général commandant le corps expéditionnaire français (CEF), dont il cumule les pouvoirs. En revanche il s'acharne sur le responsable qui a organisé la revue, qu'il a jugé «minable». Le malheureux, qui était arrivé depuis quelques jours en Indochine, embarquera lui-aussi dans le Constellation qui rentre en France. Il sera suivi d'une multitude d'officiers que de Lattre chasse et remplace par ses hommes, notamment les colonels que l'on appelle ses maréchaux. Mais personne n'est surpris car tout le monde connaît le caractère cassant et les colères jupitériennes du Général qui n'est pas venu *«pour être juste mais pour faire des exemples»*.

Mais c'est au Tonkin que se déroule la crise morale et militaire qui a décidé le gouvernement à envoyer de Lattre en homme providentiel. Deux mois plus tôt, le CEF y a connu une défaite aussi terrible qu'inattendue. Le long de la frontière chinoise, sur la route coloniale n°4 entre Cao Bang et Lang Song, huit bataillons du CEF ont été engloutis en quelques jours dans une gigantesque embuscade organisée par Giap, à la tête d'une force Viet-Minh qui n'est plus une simple guérilla mais une véritable armée grâce à l'aide de la Chine communiste. Le choc est immense et un vent de panique souffle sur le Tonkin. La place forte de Lang Son est abandonnée sans combat et les premières mesures tactiques, comme le regroupement d'unités de secteur en petites brigades mobiles et le renforcement du port d'Haïphong, donnent à penser que l'on va abandonner le delta du fleuve Rouge, cœur utile du Tonkin. Certains cadres militaires font partir leurs familles. En novembre, une grande offensive chinoise en Corée inflige la plus grande défaite de son histoire à l'US Army. La psychose est alors totale et tout le monde s'attend à voir converger les troupes communistes sur Hanoï.

Mais le 19 décembre, deux jours après son arrivée, c'est de Lattre et non Giap qui arrive à Hanoï. Il ordonne une grande parade militaire, qui paraît surréaliste dans la situation du moment mais qui impose le calme et permet au nouveau commandant en chef de voir de près ses hommes. Après le défilé, c'est lui qui passe devant les troupes, encore une fois très lentement, comme pour en prendre possession, puis il convoque tous les officiers pour leur tenir un discours simple et fort: *«Notre combat est désintéressé, c'est la civilisation tout entière que nous défendons au Tonkin. Nous ne nous battons pas pour la domination, mais pour la libération. Je vous apporte la guerre mais aussi la fierté de cette guerre* [...] *L'ère des flottements est révolue. Je vous garantis, messieurs, que désormais vous serez commandés».* Il ajoute pour les jeunes officiers *«C’est pour vous que je suis venu, les lieutenants, les capitaines, pour ceux qui se battent pour gagner...».* Parmi eux se trouve le Lieutenant Bernard de Lattre que le Général a entraîné dans cette aventure. Cet exemple et les mots portent. En quelques jours, l'état d'esprit a changé du tout au tout. Le CEF retrouve l'espoir et l'envie de vaincre.

**De Lattre contre Giap**

Mais la menace est toujours là et se concrétise dans la nuit du 14 au 15 janvier 1951 par une offensive de grand style sur la pointe Ouest du delta, près de la petite ville de Vinh Yen à quelques kilomètres de Hanoï. La bataille s'engage mal pour les Français dont un des cinq groupes mobiles, le GM3, venu secourir des garnisons en repli, est pratiquement encerclé par la division Viet-Minh 312, alors que la division 308 est en place pour attaquer de flanc les renforts qui ne manqueront pas d'arriver. À Hanoï, la réaction du nouveau général en chef est immédiate. Il fait venir cinq bataillons d'Annam et Cochinchine en réquisitionnant tous les avions disponibles y compris civils. Il rassemble deux groupements tactiques pour secourir le GM3 et engage tous les moyens aériens disponibles dans le secteur attaqué, ordonnant notamment l'emploi du napalm que les Américains viennent juste de livrer. Le 15 en fin d'après-midi, alors que la contre-offensive française a commencé, de Lattre se rend en avion à Vinh Yen, avec le Général Salan, son adjoint. Ses premiers mots sont pour le colonel Redon qui commande sur place: *«Alors Redon, ce n'est pas encore terminé cet incident».* Le 17, après trois jours de bras de fer, Giap cède après avoir perdu des milliers d'hommes.

Cette première attaque repoussée, de Lattre entreprend dans l'urgence l'adaptation du corps expéditionnaire à cette nouvelle armée Viet-Minh et à une éventuelle intervention chinoise. Sa stratégie consiste à faire du Tonkin le verrou de l’Asie du Sud-Est contre l'expansion communiste et à y concentrer l'effort principal du corps expéditionnaire. Il coupe ainsi court à la politique voulant abandonner le Nord au profit de la Cochinchine, ce qui aurait ébranlé la confiance des Vietnamiens dans la détermination de la France, compromis la mise sur pied de l'armée vietnamienne et donné une base immense à l’ennemi. Au point de vue tactique, de Lattre a découvert à Vinh Yen la tactique de subversion humaine pratiquée par l’ennemi avec un extraordinaire mépris des pertes. Pour lui faire échec, il décide de transformer le delta en un vaste camp retranché, couvert au nord par une ligne fortifiée. Les postes existants sont transformés en point d’appui bétonnés, couverts par des bases d’artillerie et peu à peu reliés entre eux. Les intervalles subsistants sont surveillés par des commandos, composés d’autochtones commandés par des Français. Le port d’Haïphong est organisé en réduit défensif pour servir de refuge au corps expéditionnaire en cas de brèche dans le dispositif. À l’intérieur de cette ligne de défense, rapidement baptisée «ligne de Lattre», le nouveau commandant en chef multiplie les groupes mobiles, confiés à ses «maréchaux». Ces groupes mobiles regroupent en général trois bataillons d’infanterie portés par camions, une compagnie de génie et une compagnie de reconnaissance pour ouvrir les itinéraires et une batterie d’artillerie. Ce sont les forces «coups de poing» qui se tiennent prêtes à attaquer ou contre-attaquer.

De Lattre veut aussi faire connaître le combat de la France. C’est un des premiers à utiliser la presse comme un outil stratégique, avec l’objectif de donner à la guerre d'Indochine les mêmes dimensions mondiales que la guerre de Corée et donc espérer ainsi avoir les mêmes moyens pour la gagner. Il confie un jour à Lucien Bodard, alors correspondant de guerre de France-Soir: *«À quoi bon remporter des victoires si l'univers les ignore? Tout ce qui se passe en n'importe quel point du monde est désormais dégusté par des centaines de millions d’hommes. Les journalistes sont les entremetteurs. Ils sont plus que çà: ils créent l'événement. Un événement n'existe pas tant qu'il ne flamboie pas dans les journaux. Le point capital: fournir aux journalistes une matière première qui leur convient, satisfaire le gigantesque marché des nouvelles».*

Mais l’intermédiaire de la presse ne lui suffit pas. Le 17 mars 1951, le Général de Lattre vient plaider lui-même à Paris la cause de l'Indochine devant le Comité de défense nationale arguant que la situation n'est rétablie au Tonkin que provisoirement et en dépouillant les autres secteurs de l'Indochine. Un renforcement doit permettre de prendre l'offensive et d'attendre la relève par les forces purement vietnamiennes: *«Limiter l'effort, c'est compromettre irrémédiablement en quelques semaines tout ce qui a été consenti jusqu'à présent. Accepter un effort supplémentaire, c'est valoriser cette si lourde mise de fonds. Dans un cas, c'est tout perdre, dans l'autre, c'est faire le nécessaire pour gagner»*. Partagé entre ces arguments et les nécessités de l'OTAN naissante, le gouvernement finit par accepter de dégarnir l'Afrique et d'accorder entre 15.000 et 20.000 hommes à de Lattre, à condition qu'ils soient renvoyés en métropole avant le 1er juillet 1952. Il profite de son voyage à Paris pour tenter de secouer l'indifférence des hommes politique, des journalistes et des personnalités alliées et leur faire comprendre que le combat du CEF est celui de la France et même de l'Occident. *«La campagne, affirme-t-il, est le test de la capacité de la France à transformer son Empire et à faire l'Union française. Un test aussi de sa capacité à combattre le communisme et l'URSS. Tant que nous tiendrons l'Indochine, nous resterons une grande puissance. Si nous échouons, nous serons l'homme malade de la seconde moitié du XXème siècle».*

Tous ces efforts sont loin d'avoir porté leurs fruits lorsque Giap engage son deuxième coup. Le chef Viet-Minh a reconstitué son corps de bataille et fait son autocritique. L’attaque sur Vinh Yen était trop loin de ses bases et à découvert. Cette fois, dans la nuit du 29 au 30 mars, il attaque le poste de Mao Khé au nord du delta entre Hanoï et Haïphong. Le stratagème est cependant identique puisqu’une grande embuscade est tendue pour détruire les colonnes de renfort. Avec sang-froid, de Lattre ne tombe pas dans le piège et fait secourir Mao Khé sans emprunter la route provinciale 18 qui longe les troupes ennemies camouflées. La belle résistance d’un bataillon de parachutistes coloniaux et le feu des «divisions navales d’assaut», bases de feu flottantes sur le fleuve donne le temps au groupement Sizaire de franchir les rizières et de parvenir au contact de l’ennemi le 31 mars. Giap préfère se replier. Résistance acharnée et puissance de feu ont encore eu raison des Viet-Minh.

Une troisième fois, Giap va tenter de pénétrer dans le delta. Il attaquera cette fois par le Sud là où la «ligne de Lattre» est encore faible. Pour freiner l’arrivée des renforts, plusieurs bataillons sont infiltrés au préalable dans le delta et y prennent contact avec les troupes provinciales et les milices villageoises. Leur mission est de harceler les forces françaises et de récupérer du riz. Pendant ce temps, trois divisions complètes sont cachées dans les calcaires qui bordent le delta. Dans la nuit du 28 au 29 mai, l’assaut général est lancé le long de la rivière Day. La surprise est totale et la situation est rapidement très critique pour les Français. Elle est sauvée une nouvelle fois par des décisions rapides et énergiques. Les routes étant coupées, de Lattre fait intervenir plusieurs flottilles fluviales et larguer deux bataillons parachutistes. Les combats sont furieux pendant plus d’une semaine, jusqu’à ce que l’intervention des groupes mobiles fasse céder Giap une nouvelle fois. Le 7 juin, il ordonne le repli à l’exception de quelques unités qui restent à l’intérieur du delta. Le Lieutenant de Lattre fait partie des victimes. Alors que la bataille se poursuit encore, le Général de Lattre ramène en métropole le corps de son fils et ceux de deux de ses compagnons tombés à ses côtés. Les trois cercueils, drapés de tricolore, traversent Paris sur des auto-mitrailleuses et portent alors témoignage du combat de jeunes Français à l'autre bout du monde.

**Soyez des hommes!**

Ces victoires défensives sauvent la situation mais elles sont bien sûr insuffisantes à donner la victoire. La directive gouvernementale qu’à reçu de Lattre avant de partir à Saïgon indiquait bien: *«toute votre action sera fondée sur le principe de rendre l'indépendance des États associés aussi effective que possible».* La solution cependant ne peut qu'être vietnamienne. Les États de l'Indochine, Vietnam, Cambodge et Laos, sont indépendants depuis 1949. Cette guerre ne concerne plus la France que par ses promesses envers ces États et la volonté qu'elle a de prendre part à la défense du monde libre. Mais il faut que le gouvernement vietnamien et l'empereur Bao Daï prennent pleinement conscience que ce combat est d'abord le leur et que la paix espérée en Corée risque de faire reporter l'effort de la Chine communiste sur l'Indochine. Le Général de Lattre mène une grande campagne de propagande auprès des jeunes en faveur de l'armée vietnamienne. Le 11 juillet, à l'occasion de la distribution des prix dans un lycée prestigieux à Saïgon, il prononce un des ces discours les plus célèbres: *«soyez des hommes, c'est-à-dire: si vous êtes communistes, rejoignez le Viet-Minh; il y a là-bas des individus qui se battent bien pour une cause mauvaise. Mais si vous êtes des patriotes, combattez pour votre patrie, car cette guerre est la vôtre. […] vous, les privilégiés de la culture, vous devez aussi revendiquer le privilège de la première place au combat».* Une évolution se dessine effectivement dans la population durant cette période. De Lattre parvient à convaincre Bao-Daï, l'Empereur du Vietnam, d’assister au défilé du 14 juillet à Hanoï, où, à coté des unités françaises défileront les premiers bataillons de l’armée vietnamienne. Le défilé est un grand succès admiré par une foule immense dans une ambiance de liesse. Le lendemain, 15 juillet, Bao-Daï décrète la mobilisation générale.

L'armée vietnamienne connaît alors un grand développement sous le signe de l'«amalgame», comme en 1944 lorsque de Lattre avait incorporé la masse des combattants de la Résistance française dans sa 1ère armée. Dès le printemps 1951, sachant qu’il ne pouvait guère compter sur des renforts métropolitains, le Général avait pris les devants et lancé une grande campagne de recrutement pour augmenter par «jaunissement», les bataillons du CEF. Celui-ci a pu ainsi augmenter d’un quart ses effectifs en quelques mois. Chaque bataillon français comprendra ainsi jusqu'à la fin de la guerre une grande part de volontaires vietnamiens. Il s’agit ensuite de créer de véritables unités vietnamiennes, à l’encadrement français d’abord puis de plus en plus autochtone au fur à mesure des sorties des promotions d’officiers de l’école de Dalat. La création de l’armée vietnamienne n’est pas l’œuvre du Général de Lattre, mais le Roi Jean, qui après la Seconde Guerre mondiale avait organisé la formation des cadres de la nouvelle armée française, selon des méthodes révolutionnaires, lui donne une grande impulsion. À la fin de l’année 1951, l’armée vietnamienne compte 120.000 hommes dans ses rangs et quatre nouvelles divisions sont prévues pour 1952. Surtout, elle a désormais une raison de se battre en enlevant au Viet-Minh le monopole d’un objectif aussi stimulant que l’indépendance.

**Le voyage en Amérique**

Tous ces hommes cependant nécessitent d’être équipés et la France, qui se relève de la guerre, ne peut assurer cette tâche. Les États-Unis sont déjà en 1951, les grands pourvoyeurs de matériel mais leur aide est encore entachée de réticences devant ce qui leur apparaît encore comme une guerre coloniale. Quant aux Français, beaucoup pensent encore que cette guerre ne concerne que les Indochinois et eux seuls. Le Général de Lattre reprend donc son bâton de pèlerin le 28 juillet. Son oeuvre en Indochine est alors pratiquement terminée et il n’y reviendra qu'à la fin d'octobre, pour quelques semaines seulement. Sa première étape est parisienne pour faire comprendre aux instances de décision, toujours promptes à économiser sur le dos du CEF, que les résultats obtenus jusque là restent très précaires. Le Général de Lattre ne se fait aucune illusion sur la situation et les perspectives d'avenir: *«si cette situation peut brusquement s'aggraver, dans le cas d'une intervention chinoise, il est exclu qu'elle puisse brusquement s'améliorer. Il peut survenir une catastrophe en Indochine, il ne peut pas y surgir un miracle».*

Mais les vrais hommes à convaincre de la nécessité de tenir l’Indochine sont américains. C’est à eux surtout qu’il faut faire prendre conscience du véritable sens de l’action de la France. Du 5 au 25 septembre, ignorant la fatigue et les souffrances que lui cause la maladie, le *French Fighting General* déploie la gamme de tous ses talents avec une énergie, une volonté et un art de convaincre qui fascinent ses interlocuteurs de la Maison Blanche, du Congrès et du Pentagone. Le point d’orgue est l’émission télévisée *Meet the Press*, en direct, qui le fera pénétrer dans plus de dix millions de foyers américains. Dans son mauvais anglais qui renforce l’impression de spontanéité et de sincérité, avec des gestes qui remplacent parfois son vocabulaire défaillant, de Lattre impose au peuple américain la réalité de la guerre d’Indochine, son enjeu pour le monde libre et la possibilité de la gagner.

Dans tous ces exposés, déclarations, conversations, le Général développe des idées simples et claires. La guerre d'Indochine et la guerre de Corée sont un seul et même combat contre l'expansion communiste. Il ne doit donc y avoir qu'une seule paix. Pour la guerre, les moyens, les équipements, doivent être les mêmes. Il ne doit y avoir également qu’une seule paix. Deuxième idée: l'Indochine a une importance stratégique particulière. Sa chute entraînerait des conséquences incalculables pour la défense de l'Occident.

Avant de regagner l’Indochine, de Lattre se rend à Londres pour y mener la même campagne de séduction qu'à Washington avec un égal succès. Sur le chemin du retour, il s’arrête à Rome pour exposer au Pape Pie XII la situation particulière des catholiques vietnamiens. À la suite de cette intervention auprès du Saint-Siège, l’attitude de la hiérarchie catholique vietnamienne change radicalement. Un front catholique unifié regroupant les deux millions de fidèles du Vietnam prend position de façon catégorique en faveur de Bao Daï.

C’est là l'un des derniers actes politiques du Général de Lattre en Indochine, sa maladie, dont les premiers symptômes étaient apparus dès le mois de mars, ayant fait des progrès rapides. Le 3 octobre, à Paris, ses médecins diagnostiquent un cancer de la hanche et lui demandent de rentrer en France vers la mi-novembre pour y subir une opération. De Lattre ne se fait alors aucune illusion sur son sort.

**Derniers combats**

Entre temps, après la saison des pluies, qui introduit toujours une parenthèse dans les grandes opérations, les Viet-Minh ont lancé une nouvelle offensive, non plus contre le delta, décidément imprenable mais dans la haute région montagneuse en direction du pays thaï et peut-être du Laos. Vers la mi-septembre, le poste de Nghia Lo, un des points clefs de la région, est progressivement encerclée par la division Viet-Minh 312. Cette nouvelle offensive est finalement enrayée grâce à la résistance des garnisons locales et surtout le largage habile de trois bataillons parachutistes par le Général Salan, l’adjoint du Général de Lattre. Ces bataillons apparaissent sur les arrières de l’ennemi et lui coupent toute sa logistique. La division 312, malgré sa supériorité numérique, est contrainte à la retraite. Simultanément, pendant plus d’un mois à partir du 25 septembre, le CEF a lancé de grandes opérations de nettoyage dans le delta pour essayer d’éliminer les cellules Viet-Minh infiltrées à l’occasion de l’attaque du Day. Le succès est cependant très mitigé.

À la fin du mois d’octobre, le Général de Lattre, de retour en Indochine pour quelques semaines, décide de prendre l’initiative et de lancer l’offensive à son tour. L'opinion publique française se montre de plus en plus réticente devant l'effort croissant qu’exige la poursuite de la guerre et le Parlement s’apprête à voter, fin décembre, le budget de l'Indochine. Il faut lui donner des succès offensifs, si possible rapides et spectaculaires, seuls à même de convaincre Français et Américains de la nécessité de poursuivre l’effort. Les moyens sont cependant insuffisants pour s’attaquer au cœur du réduit Viet-Minh au nord du Tonkin et il est très difficile d’attirer Giap dans un combat en rase campagne où il sait qu’il subira le feu français. On se décide donc pour la prise du point clef de Hoa Binh, à quelques dizaines de kilomètres seulement à l’ouest du delta et à la jointure entre les bases nord et sud du Viet-Minh. Par cette coupure et l’attrait que constitue un point d’appui isolé on espère ainsi détourner l’ennemi de ses projets d’offensive en haute-région et l’attirer dans un combat de siège où il s’usera. C’est le premier d’une série de combats autour de bases aéroterrestres qui, après plusieurs succès, va aboutir au désastre de Dien Bien Phu en mai 1954.

Le 10 novembre, par une remarquable opération aéroportée, les Français s’emparent de Hoa Binh et y installent leur base. Le Général de Lattre vient s’y poser une dernière fois pour saluer ses soldats: «*Il est souriant malgré une souffrance de plus en plus insupportable»,* dira le Général Allard, *«mais comme transfiguré par cet ultime face à face avec ses hommes»*. Le 15 du même mois, après un dernier entretien avec Salan, il quitte l’Indochine pour **Paris**, non sans avoir veillé à ce que pour la Noël qui approche aucun de ses soldats ne soit oublié. Le 11 janvier 1952, peu avant 18 heures le Général de Lattre, commandant en chef en Indochine, s’éteint. Le deuil est dans toute la France et encore plus dans le cœur des combattants d’Indochine. Le maréchalat récompense alors une vie de soldat au service de la France, un destin tour à tour romanesque et dramatique, mais toujours hors du commun, commencé à cheval sabre au clair en 1914 et terminé en Extrême-Orient, après avoir été un des artisans de la libération de la France.

Par la seule magie de sa personnalité et la force de sa volonté un homme seul avait créé un choc psychologique qui avait tout changé dans la guerre. En quelques mois, le «Roi Jean» a relevé le moral du corps expéditionnaire, remporté trois victoires, organisé la défense du Tonkin et donné une impulsion décisive à l’armée vietnamienne. Moins spectaculaire que sur le plan militaire, le redressement apparaît également sur le plan politique. L'indépendance du Vietnam est devenue une réalité. Le gouvernement vietnamien est entré dans sa guerre et s’apprête à la faire résolument. Nul ne peut savoir ce qu’aurait été l’issue de cet affrontement, y compris dans ses conséquences futures avec l’engagement américain, s’il avait survécu.

# La campagne de Bretagne

# (5 juin 1944 – 11 mai 1945):

**un raid pour la logistique,**

**doublé d’un «raid logistique» [[68]](#footnote-68)**

*Par le Chef d’Escadron (ORSEM) Erwan COTARD*

**Il s’agit ici d’un résumé de l’article diffusé dans les Cahiers n° 16, sur les sites du CESAT:**

**Site Internet CESAT:** [**www.cesat.terre.defense.gouv.fr**](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr)

**Site Intradef CESAT**: **www.cesat.terre.defense.gouv.fr**

**T**out en étant encore relativement peu connue car souvent occultée par le débarquement voisin du 6 juin 1944, la campagne de Bretagne de 1944 à 1945 est intéressante à plus d’un titre. Ne serait-ce que par sa durée: débutée avec les largages de SAS[[69]](#footnote-69) la veille du 6 juin, elle se termine *après* la reddition du 8 mai 1945. On pourrait citer pêle-mêle comme champs d’intérêt pour les amateurs d’histoire militaire la problématique des «poches» (St-NAZAIRE et LORIENT), la coopération interarmes et interarmées très poussée chez les américains (et un peu forcée chez les Allemands…), le rôle important de la résistance française (maquis de St Marcel et Saffré, bataillons FFI, réseaux de renseignement et d’évasion), les opérations de *déception* lancées par les américains, le Mur de l'Atlantique particulièrement dense dans cette région, etc...

L’effet majeur recherché par le commandement allié pour cette campagne est en effet la mise à disposition d’un port en eau profonde afin de renforcer les flux logistiques en provenance de Grande Bretagne et des USA. Effectivement si les opérations alliées en Bretagne après 1940 sont exclusivement franco-britanniques[[70]](#footnote-70), elles deviennent largement une affaire américaine à partir de l’été 1944 et du déclenchement du plan OVERLORD d’invasion du continent.

Les succès alliés en Normandie étaient d’ailleurs dus en grande partie à leur supériorité matérielle écrasante (ratio de 3,5/1 pour les troupes, de 4/1 pour les blindés), supériorité dépendante de flux logistiques avec la base arrière britannique et indirectement avec les USA. La Baie était capable d’accueillir des navires de haute mer de type *Liberty Ships[[71]](#footnote-71)* et était reliée au réseau ferroviaire. Des navires de gros tonnages (jusqu’à 5 simultanément) auraient pu accoster les quais et jetées préfabriqués pour débarquer 2.500 tonnes/jour de marchandises, la capacité de livraison de la zone étant accrue de 7.500 tonnes supplémentaires grâce à des transbordements effectués directement en rade[[72]](#footnote-72). Le plan nécessitait la capture de BREST et LORIENT pour des raisons de sécurité: approuvé le 22 Avril 1944, il donnait au sein du SHAEF[[73]](#footnote-73) une priorité absolue à la saisie de la baie de QUIBERON.

Après la percée d'AVRANCHES (opération COBRA), le 1er août 1944, le Général PATTON commandant la 3ème Armée US donne l'ordre au Général MIDDLETON, commandant le VIIIème Corps de libérer la Bretagne et si possible ses ports intacts – *mais sans référence au plan CHASTITY*. La percée inespérée du Général PATTON semble paradoxalement avoir eu un impact négatif à moyen terme: au lieu des 3 Corps d’armée prévus initialement pour capturer les ports bretons ou la Baie de QUIBERON, seul le VIIIème Corps et une DB furent alloués à cette campagne.

St-NAZAIRE et BREST avaient d’ailleurs été leurs deux points d’entrée principaux en…1917-1918. Par ailleurs, la planification logistique alliée reposait non seulement sur la capture de ports bretons et l’accès à une infrastructure ferroviaire dense et intacte, mais également sur une pause opérationnelle au niveau de la SEINE afin de reconstituer les stocks[[74]](#footnote-74).

VAAST-la-HOUGUE et BARFLEUR au nord d’UTAH Beach; GRANVILLE dans le Cotentin et St-MALO en Bretagne. Tous ces ports de faible capacité et soumis aux marées étaient des solutions de transition mais devant être effectives dès le 6 juillet – en pratique au 16 juillet GRANVILLE et St-MALO étaient encore aux mains des allemands. St-MALO et NANTES auraient du fournir une capacité de plus de 27.000 tonnes/jour à J+90…mais fin août seule St.-MALO était aux mains des américains. Le 25 août le commandement logistique demanda l’accélération de la remise en condition du port et l’exploitation de 3 ports non prévus par les plans d’ OVERLORD (MORLAIX, St-BRIEUC et CANCALE[[75]](#footnote-75)). Le 1057th *Engineer Port Construction and Repair Group* remit rapidement en état ces ports secondaires, sauf CANCALE.

#### **Un débarquement…en Bretagne**

Début 1944, un réseau de résistants fut chargé spécifiquement dans les Côtes du Nord[[76]](#footnote-76), des liaisons maritimes avec l'Angleterre ainsi que du renseignement sur la Bretagne, pratiquement du Mont St-MICHEL à BREST. Une opération d’envergure le jour J fut précédée par de plus modestes opérations autour de St-MALO, pour s’emparer du Fort National et de l’Ile de Cézembre[[77]](#footnote-77), cette série de débarquements – 81 au total – était à caractère purement logistique. Le génie de plage ayant fait sauter les diverses défenses allemandes (dont les fameux pieux de Rommel et autres hérissons tchèques destinés à éventrer les péniches de débarquement mais aussi des EEI[[78]](#footnote-78) en arrière des plages), les «tringlots» américains du *Transportation Corps* prirent le relais pour le déchargement des navires. Les LST, *Landing Ship Tanks*[[79]](#footnote-79), pouvaient alors entrer en scène.Opération combinée entre l’Armée de terre et la Navy et mise sur pied dans l‘urgence, elle a fortement marqué les esprits localement[[80]](#footnote-80).

En Normandie le *Transportation Corps* avait en charge l’organisation des petits ports et dans les zones de mise à terre sur «plage nue» comme la célèbre UTAH Beach la prise en charge du fret à partir de la plage sous contrôle de la Navy et en liaison étroite avec le génie[[81]](#footnote-81). En fait la démarcation entre unités du génie et du train ne semblait pas gravée dans le marbre: le TC aidant au déchargement des navires et gérant la circulation sur les plages pour l’envoi vers des dépôts secondaires, ainsi que la régulation des flux vers la zone des opérations. On retrouvera un schéma approchant sur la plage de St-MICHEL avec un PC Marine[[82]](#footnote-82) mais ne gérant que les mouvements des navires, des circulateurs (*Traffic control*[[83]](#footnote-83)) gérant les opérations sur la plage et des éléments du génie US (renforcés plus tard par les britanniques).

#### **La bataille de BREST: un «Stalingrad» breton très consommateur en ressources**

Le VIIIème corps d’armée était composé des 2ème, 8ème et 29ème Divisions d’Infanterie ainsi que de la 6ème Division Blindée. Sa mission était de s’emparer de BREST, fixer les éléments ennemis de LORIENT et St-NAZAIRE et couvrir le flanc sud de la 3ème Armée. D’autres unités sont également intervenues en Bretagne comme la Task Force A du Général GARNESS qui libère St-BRIEUC et MORLAIX où les ponts et viaducs sont intacts grâce à l'aide massive de la Résistance (qui sera d'une grande aide partout en Bretagne[[84]](#footnote-84)). La 66ème DI intervient quant à elle autour des poches de St-NAZAIRE et LORIENT aux côtés des FFI[[85]](#footnote-85), la 94ème DI face à LORIENT ou la 83ème dans l’assaut de St-MALO qui se rendra le 6 septembre.

La 6ème DB US arrive devant BREST dès le 6 août mais ne peut s’emparer de la ville qui s’organise en «forteresse» interarmées. La présence des parachutistes aguerris et fanatisés du Général RAMCKE n’incite pas les américains à faire l’impasse sur BREST.

Ayant le renfort des DI et une dotation suffisante en munitions, les américains déclenchent l'attaque le 21 août 1944 dans la presqu'île de PLOUGASTEL, de concert avec les FFI du Colonel FAUCHER. Parallèlement l'aviation alliée et l'artillerie américaine pilonnent la ville et son réseau de défense, qui s’appuie notamment sur d’anciennes fortifications françaises. Le 9 septembre, la 2ème DI est aux approches de la ville et fait un millier de prisonniers. Les Allemands résistent dans chaque rue et dans chaque bâtiment: le magazine YANKS parlera des plus durs combats de l’infanterie américaine depuis 1918. Une proposition de reddition est repoussée le 13 septembre; le 14, le fort de Montbarey tombe aux mains de la 29ème DI après de furieux et sanglants combats à la baïonnette et l’appui de chars lance-flammes britanniques[[86]](#footnote-86). Au cours de ces 45 jours de combat, 10.000 soldats allemands sont tués, et 38.000 autres faits prisonniers, dont les Généraux RAUCH et SPANG. La montée en puissance des ports normands et de MARSEILLE participera au «déclassement» du front breton et à la réorientation des unités de mêlée et des équipes spécialisées dans la remise en état des ports[[87]](#footnote-87). Deux chiffres scellent le sort des actions offensives en Bretagne: la distance de BREST à AIX LA CHAPELLE est de près de 1.000 km, celle d’ANVERS à AIX: environ 150 Km…

Les «forteresses»[[88]](#footnote-88) de LORIENT[[89]](#footnote-89) et SAINT-NAZAIRE deviennent des «poches» qui ne se rendront qu'après la fin de la guerre. Les FFI chargés, avec une aide limitée des Américains, de contenir les poches furent des victimes collatérales de la crise logistique alliée. Moins prioritaires que leurs camarades engagés plus à l’est, ils remplirent cependant leur mission tout en manquant de vivres, de vêtements, de munitions et d’armes[[90]](#footnote-90).

### Conclusions

Quelques points particuliers, encore riches d’enseignements pour les opérations actuelles:

* ***Garder en tête à tous les échelons l’effet majeur recherché***
* ***Maintenir une polyvalence des forces*** en ne négligeant pas les fondamentaux du combat pour les troupes de soutien qui peuvent être rapidement transformées en unités de marche.
* ***Utiliser de façon intensive les «forces locales»*** pour leur rôle de renseignement (tant en phase offensive que dans la reconstruction), et pour aider à gérer la zone des arrières ou les fronts secondaires…
* ***Maintenir une capacité amphibie suffisante pour être en mesure de mener des opérations de* plageage** véritables «raids logistiques» sur les côtes (comme au Liban en 2006).
* ***Identifier et préparer dès le temps de paix les ressources civiles indispensables à l’exploitation des succès militaires en vue de la reconstruction.***

**Une bibliographie sommaire et des sources d’informations sont explicitées**

**dans la version informatique sur les sites du CESAT.**

## Libres opinions[[91]](#footnote-91)



# HEC et les Armées



### Par le Commissaire commandant Michel SMANIOTTO

*du CESAT/EMSST*

**«*Qui ose, gagne»,***

*devise du 1er Régiment parachutiste d’infanterie de marine*.

***«Apprendre à oser»,***

*devise de l’École des Hautes Études de Commerce (HEC).*

**D**eux devises proches pour deux institutions si différentes. Et pourtant, HEC forme chaque année de nombreux militaires au seuil de leur deuxième partie de carrière dans des domaines aussi variés que la finance, l’audit, la logistique, le management des risques internationaux ou des systèmes d’information et des technologies.

Dès lors, il serait intéressant de se demander comment s’effectue l’acclimatation d’un jeune officier supérieur, récemment extrait du corps de troupe, positionné au sein du mastère spécialisé en audit – conseil et évaluation des entreprises – au sein de cette grande école de commerce.

Contre toute attente, à condition de faire preuve d’une réelle volonté d’adaptation et de s’y être préparé, la greffe réussit aisément, tant il est vrai que les militaires bénéficient d’un a priori plus que favorable et qu’ils suscitent curiosité et intérêt.

Or, si la Défense bénéficie d’une excellente réputation, elle demeure fort mal connue. Cependant, audit et armées font au final très bon ménage d’autant que le secteur privé trouve rassurant que la Défense forme certains de ses ressortissants à ses méthodes.

## La Défense vue d’une grande école de commerce

Les armées bénéficient a priori d’une très bonne image malgré une certaine ignorance quant à leur organisation et leur fonctionnement.

## Une excellente réputation

Les études publiées par le Ministère de la Défense montrent que l’image dont jouissent les armées est excellente auprès de la société civile. Ceci se vérifie auprès des élèves, des professeurs de l’école et des intervenants provenant du monde de l’entreprise. Nul ne songe à remettre en cause la pérennité des armées, même dans une période où l’État doit incessamment faire la preuve de son utilité. À titre d’exemple, la perspective d’une visite d’installations militaires a été accueillie avec beaucoup d’enthousiasme.

## Une grande inconnue

Qu’on le veuille ou non, à quelques exceptions près, le terme qui définit le mieux la situation est l’ignorance des personnes interrogées à HEC au sujet de la Défense. Celle-ci est encore plus flagrante chez les étudiants qui ne connaissent l’armée qu’à travers la journée d’appel et de préparation à la défense. Les clichés les plus divers demeurent. La question de savoir s’il était vrai que les militaires ne paient pas d’impôts sur le revenu a sérieusement été posée à l’auteur de ce témoignage par un groupe d’élèves.

## HEC versus Armées

Méconnaissance réciproque et préoccupations divergentes pourraient créer un fossé entre l’institution militaire et le monde des affaires incarné par HEC. Or, le «choc des civilisations» ne se produit pas.

## Deux mondes que tout oppose

Qu’y a-t-il de commun entre une école de commerce et l’institution militaire en ce qui concerne les références et les valeurs défendues? En effet, comment concilier le monde de la finance et des affaires avec son obsession du résultat, sa culture du profit et son individualisme d’une part et le don de soi, le sens du collectif, du devoir voire du sacrifice d’autre part? A priori, ces deux univers n’ont rien à se dire.

## De fortes similitudes

En réalité, cette opposition manichéenne comporte de trop nombreuses limites pour être validée, notamment en période de crise économique. Au-delà des aspects conjoncturels qui redonnent de l’importance au groupe, les deux mondes partagent de nombreuses analogies notamment dans le vocabulaire («guerre», «stratégie», «tactique», «missions»…), les références (L’art de la guerre de Sun Tzu figure en très bonne place dans la librairie de l’école) et les méthodes (importance de l’analyse du risque) par exemple.

## Un militaire dans le monde de l’audit des entreprises

L’idée que certains militaires se spécialisent en audit est particulièrement bien accueillie, d’autant que les enjeux financiers propres à la Défense sont très importants.

## Les militaires sont bienvenus en audit

L’engouement de HEC à l’égard de la candidature d’un militaire pour intégrer son mastère spécialisé en audit provient essentiellement de la considération qui leur est accordée par l’école mais aussi par les recruteurs de cabinets d’audit externe et des services d’audit interne de grands groupes cotés. La rigueur, la discipline intellectuelle, les capacités d’adaptation, de mobilité fonctionnelle et géographique, la forte disponibilité des militaires font toujours florès.

## Des auditeurs qui rassurent le monde civil

L’idée que le Ministère de la Défense spécialise certains de ses représentants en audit externe et interne, dans les domaines comptable et financier et en organisation, est particulièrement bien accueillie par le monde de l’entreprise. Celui-ci considère en effet comme légitime qu’un poste de dépense aussi important que la Défense, qui plus est premier propriétaire immobilier, premier recruteur et deuxième employeur de l’État, applique les méthodes d’analyse des comptes et des organisations les plus modernes, notamment en période d’assainissement de nos finances publiques.

**\***

**\* \***

Les interpénétrations sont de plus en plus nombreuses. La très grande variété des individus composant le mastère, les équipes d’audit ou la Cour des Comptes dans sa mission de certification le démontrent clairement. Les méthodes tendent à s’harmoniser, notamment en ce qui concerne les systèmes comptables et leur examen. Il est donc normal que les hommes aussi se rapprochent.

Il convient cependant que les armées ne fassent preuve d’aucun complexe. Adopter, quand c’est possible et utile, mais toujours adapter au regard des contraintes propres à notre métier, en ayant toujours à l’esprit que les préoccupations des organisations publiques et privées sont souvent proches et que les hommes qui les font vivre sont les mêmes.

# Les missions spatiales

# suscitent-elles aujourd’hui

**un intérêt pour les armées?**



# *Par le Chef d’escadron Damien DREO*

*du CESAT/EMSST*

**contexte actuel du domaine spatial: le retour sur la Lune.**

Après la course à la Lune menée par les États-Unis et l’Union Soviétique dans les années 50 et 60, notre satellite naturel semblait avoir perdu beaucoup de ses intérêts. Pourtant, depuis les années 90, de nombreux projets d’exploration lunaire ont été relancés par plusieurs pays, dont les États-Unis, la Chine et le Japon. Après la sonde Clémentine, lancée en 1994, dont la mission était de photographier la surface lunaire, c’est l’orbiteur Lunar Prospector, opérationnel entre 1998 et 1999, qui est parvenu à attirer à nouveau l’attention de la communauté scientifique et surtout des décideurs politiques sur la Lune: le spectromètre à neutrons de la sonde avait permis de découvrir des preuves indirectes de présence d’eau aux pôles lunaires. De ce fait, la Lune est aujourd’hui vue comme un tremplin indispensable à l’exploration de la planète Mars, considérée comme un hypothétique berceau de vie extraterrestre passée et comme destination ultime de l’exploration humaine dans le système solaire.

Dans un rapport de janvier 2004, le président américain Georges W. Bush expose la nouvelle vision de l’exploration spatiale menée par les États-Unis: défendre les intérêts économiques, sécuritaires et scientifiques américains au travers d’un programme d’exploration spatiale robuste. Les nouveaux objectifs qui en découlent sont:

* Mettre en œuvre un programme durable et abordable d’exploration robotique et humaine du système solaire.
* Étendre la présence humaine à travers le système solaire, en commençant par la Lune en 2020 pour préparer l’envoi d’hommes sur Mars.
* Développer des technologies, des connaissances et des infrastructures innovantes nécessaires à l’exploration.
* Promouvoir les participations commerciales et internationales à l’exploration pour défendre les intérêts américains.

En Asie, une véritable nouvelle course à la Lune semble être lancée entre la Chine, le Japon et l’Inde. Leurs motivations sont d’ordre patriotique, sécuritaire et économique. La Chine ambitionne d’explorer la Lune en y envoyant des hommes. Parallèlement, les agences spatiales japonaises (JAXA) et indiennes (ISRO) ont lancé plusieurs projets d’exploration lunaire robotisée.

En Europe, l’ESA, l’agence spatiale européenne, semble vouloir participer au retour sur la Lune tout en poursuivant l’exploration robotisée de Mars. Parmi les activités retenues par l’agence, on peut citer :

* Développer les technologies nécessaires à un retour d’échantillons martiens (MSR: Mars Sample Return)
* Développer des capacités technologiques générales en vue d’une contribution européenne potentielle à l’exploration lunaire.

L’attrait de la Lune paraît donc aujourd’hui totalement relancé. Toutes les puissances spatiales, grandes ou émergentes, veulent retourner sur la Lune avec la planète Mars en ligne de mire et créent par conséquent une véritable dynamique dans la conquête de l’espace.

**Applications concrètes pour les armées.**

Dans cette relance des missions spatiales, beaucoup de capacités scientifiques et technologiques ont besoin d’être innovées ou améliorées. Parmi les innovations, les instruments permettant de palier des manques de connaissance sur l’environnement lunaire sont encore à réaliser. À titre d’exemple, des sismomètres pour la connaissance des structures internes des planètes et l’étude de la géophysique sont en cours de développement par l’agence spatiale britannique au sein du projet MoonLITE et par l’ESA. On peut également citer la recherche d’instrument de mesure concernant les radiations, le champ magnétique ou la géochimie. En plus des innovations, de véritables défis sont lancés dans des domaines déjà connus comme les télécommunications ou les besoins énergétiques. Le fait d’envisager une base sur la Lune suppose d’améliorer les liaisons de communication surtout si la Lune doit servir de relais pour des expéditions martiennes. Enfin, l’autonomie énergétique reste vitale et les technologies actuelles ont fait leur preuve mais supposent bien des aménagements. Parmi ces technologies, on peut citer les générateurs thermoélectriques radio-isotopes (réacteurs nucléaires), les piles à combustibles ou les panneaux solaires.

Toutes ces recherches peuvent évidemment avoir des répercussions et des applications dans le domaine militaire. Le domaine énergétique se perçoit facilement: si des progrès de capacités ou de résistance à un environnement hostile sont développés alors on peut aisément comprendre que nos matériels du futur pourront en bénéficier. L’amélioration des panneaux solaires dédiés aux applications spatiales s’oriente en particulier vers une meilleure résistance à la poussière ce qui peut forcément

intéresser les autorités militaires quand on réalise la logistique que représente les piles des postes radio et les environnements actuels des conflits comme les vallées poussiéreuses d’Afghanistan.

De manière moins évidente, on peut également tirer partie des études concernant les sismomètres. En effet, les sismomètres en cours de développement sont robustes afin de résister aux contraintes spatiales mais offrent surtout la possibilité de mieux connaître notre environnement. À ce titre, on pourrait envisager une implantation militaire importante autour de laquelle on pourrait éparpiller des capteurs sismiques. Les données reçues pourraient alors êtres analysées avec une base de données de vibrations et permettre une identification des mouvements environnants c’est-à-dire une reconnaissance des véhicules en approche un peu comme si un indien écoutait en permanence le sol afin de savoir qui arrive. Bien évidemment, ce moyen d’alerte ne pourrait se suffire à lui-même comme moyen de surveillance mais pourrait être intégré dans un dispositif global. Ainsi, il apparaît clairement que la dynamique spatiale actuelle peut apporter un lot important d’innovations ou d’améliorations transposables au milieu militaire.

**En résumé**, les planètes à explorer sont souvent décrites comme hostiles et les moyens envisagés doivent être très robustes. Cette qualité est recherchée pour les opérations militaires ce qui confirme l’intérêt que l’on doit porter aux progrès liés au domaine spatial. De plus, des technologies spatiales innovantes peuvent s’adapter facilement à des moyens de surveillance au profit des armées.

# Numérisation des régiments:

# relever le défi de l’entraînement



*Par le Chef d’escadrons Olivier BAUDET[[92]](#footnote-92),*

*de la 122ème promotion du CESAT/CSEM*

**L’**objectif de numériser l’ensemble des régiments[[93]](#footnote-93) des forces en 2011[[94]](#footnote-94) sera-t-il atteint? Peut-être, si l’on ne s’en tient qu’à la livraison des équipements. Mais les hommes qui les servent seront-ils formés et aptes à tirer de la numérisation de l’espace de bataille (NEB) la plus-value opérationnelle attendue? Il est permis d’en douter car l’instruction et l’entraînement «numérisés» des régiments n’en est encore qu’à ses balbutiements. Il est donc temps d’inscrire ce processus dans une démarche globale et cohérente.

Plus de cinq ans après les premières livraisons de matériels, force est de constater que des lacunes majeures entravent considérablement l’instruction. Elles trouvent leur origine dans la complexité des matériels (plus que les industriels, les militaires en portent la responsabilité pour avoir établi des spécifications pléthoriques) mais aussi dans une approche initiale «technico-centrée», car l’emploi tactique des Systèmes d’information opérationnels (SIO) ne devrait arriver qu’une fois leur fiabilité technique établie. Ce travers a été accentué car la configuration du système, en particulier pour le SIR, conduit à une dichotomie trop marquée entre les «opérationnels» (ceux qui font un usage tactique de la numérisation) et les techniciens (ceux qui mettent en œuvre les réseaux). La phase d’expérimentation avait conduit à laisser aux régiments le soin de définir l’usage le plus approprié des SIO. Ce processus itératif est toujours de mise. En effet, l’évolution continue des logiciels et le manque de visibilité sur les futurs systèmes et leur livraison génèrent de forts contrastes entre les régiments se traduisant par un niveau technique et des procédés d’emploi tactique très hétérogènes. Enfin, la vision idyllique de la NEB qui a prévalu lors de la phase d’expérimentation par les brigades pilotes[[95]](#footnote-95) doit être nuancée: de nombreuses zones d’ombres demeurent et des difficultés identifiées n’ont jusqu’alors pas trouvé de solutions pérennes (supériorité informationnelle entravée par l’incapacité à gérer le flux d’information, livraison incomplète des matériels, défaut d’interopérabilité).

Découlant de ce constat, les faiblesses du processus d’instruction numérisée sont aujourd’hui patentes, qu’il s’agisse des difficultés à former le personnel, à entretenir les savoir-faire et plus généralement à «numériser les esprits»[[96]](#footnote-96). Des pistes doivent donc être explorées pour que l’instruction numérisée atteigne une maturité avérée.

Une démarche de rationalisation pourrait ainsi être entreprise dans les écoles de formation. Elle consisterait tout d’abord à harmoniser l’instruction en relançant le groupe de travail «formation NEB» du CoFAT[[97]](#footnote-97). S’appuyant sur les expériences des régiments déjà numérisés, les DEP[[98]](#footnote-98) des écoles d’application pourraient retenir les expériences les plus abouties[[99]](#footnote-99) et proposer un fil directeur pour la conduite de l’instruction (assimilable à un SAIQ[[100]](#footnote-100)). Pour permettre aux écoles d’application d’être moteur dans l’instruction, il faut qu’elles soient plus étroitement associées au développement des SIO et surtout qu’elles en disposent avant les régiments, ce qui n’est pas le cas aujourd’hui.

Parallèlement, les régiments doivent être pourvus en moyens d’instruction adaptés qui leur évitent le recours systématique à des solutions de circonstances. Pour cela, les didacticiels qui font défaut doivent être créés, des lignes budgétaires dégagées pour doter les salles d’instruction des moyens nécessaires; à terme, il faut imposer aux constructeurs d’inclure dans les logiciels NEB des possibilités de s’entraîner[[101]](#footnote-101) (par exemple des passerelles intégrées vers la simulation constructive comme JANUS). Cette réflexion s’impose d’autant plus si la PEGP[[102]](#footnote-102) est étendue à tous les matériels.

Il est aujourd’hui bien établi que la démarche à suivre pour conduire la numérisation d’un régiment passe par une première phase technique (instruction en salle, tests techniques, déploiement de PC) suivie d’une phase d’appropriation tactique (exercice avec les centres de simulation). Ce cycle d’instruction mériterait néanmoins d’être formalisé pour garantir aux régiments se numérisant les priorités d’accès aux stages et aux centres de simulation et d’entraînement. À ce titre et pour mesurer la plus-value de la NEB, il serait souhaitable de conduire toutes les rotations au CENTAC[[103]](#footnote-103) et au CENZUB[[104]](#footnote-104) avec les SIO, en gardant à l’esprit que la capacité de travailler en «dégradé» est le corollaire d’une approche tactique raisonnée de la NEB.

Pour conduire cette instruction, l’inscription au DUO[[105]](#footnote-105) des régiments du binôme «officier NEB» (conseiller du chef de corps et responsable de l’instruction dans le domaine) et «maître de NEB» (sous-officier chargé en particulier des moyens d’instruction et de leur mise en œuvre) doit être réalisée au plus vite; l’ampleur de la tâche milite pour que ce binôme ne tienne pas ce poste en «double fonction». En outre, la numérisation doit conduire à une réflexion en profondeur sur le plan des ressources humaines car elle induit des besoins nouveaux, des stages à réaliser et une nécessaire fidélisation, gage de savoir-faire entretenus.

Enfin, et en liaison avec les industriels, il revient à la chaîne logistique de fournir aux régiments une claire visibilité sur la livraison des équipements[[106]](#footnote-106) et sur les avancées de l’opération d’ensemble des SIC[[107]](#footnote-107). L’instauration d’échanges en «boucle courte» entre militaires et concepteurs des SIO (STAT, DGA et industriels) s’impose dans la mesure où ils débouchent sur des évolutions techniques immédiates et une cohérence tactique retrouvée (par exemple, doter l’unité élémentaire de deux véhicules équipés de SIO plutôt que du seul VAB SIR[[108]](#footnote-108)).

La variété des acteurs, des moyens à mettre en œuvre et l’enjeu que représente la numérisation pour l’Armée de Terre en particulier dans le cadre du programme Scorpion conduisent donc naturellement à rechercher une cohérence globale. Dès lors, la coordination du processus d’instruction de la NEB dans les régiments devrait être centralisée et donc confiée à un organisme. Il pourrait s’agir d’une direction subordonnée au CFT[[109]](#footnote-109), gage d’une approche opérationnelle et non technique de la NEB.

# Acceptons enfin la guerre

# au milieu des populations



*Par le Capitaine Pierre-André MOURIER[[110]](#footnote-110),*

*de la 122ème promotion du CESAT/CSEM*

**À** chaque événement sur un théâtre d’opération surgissent des débats sur l’emploi de la force, la légitimité des opérations, et la possibilité même d’une victoire. Les affrontements de l’hôtel Ivoire en 2003, donnèrent de ces interrogations un exemple frappant. Le diagnostic sévère du Général britannique Rupert Smith sur l’inadaptation des forces occidentales à la guerre au milieu des populations vaudrait donc toujours pour l’armée française. Deux points décisifs nous font défaut: l’exploitation dans les opinions de succès locaux réguliers, et la conquête des populations locales. Pour atteindre ces deux objectifs, la préparation de nos unités doit être résolument adaptée dans deux domaines: l’emploi de la force et la communication. Ce n’est possible qu’en réduisant l’effort consacré aux savoir-faire classiques, la logique «qui peut le plus peut le moins» ayant montré ses limites.

De Sarajevo en 1994 à Abidjan en 2003, puis en Afghanistan, comment entretenir le sentiment que nous avançons vers la victoire? Il faut concilier la prise d’ascendant tactique et la conservation d’une bonne image, tout en évitant les pertes. Pour ce faire, il nous faut des soldats moins vulnérables, et une communication plus agressive. L’adoption de l’ISTC est un progrès majeur, mais sa diffusion hors de l’infanterie est encore freinée par des allocations en munitions insuffisantes et des champs de tir non validés. Le temps et les ressources consacrés aujourd’hui au bachotage de parcours normés trouveraient un meilleur usage dans un entraînement intensif au tir d’autodéfense. Parallèlement, nous ne rentabilisons pas nos actions concrètes comme les combats remportés ou les actions civilo-militaires. Or, tant que les opérations d’information ou la production d’images seront centralisées à haut niveau, cette exploitation sera impossible, car périmée ou éloignée du besoin local. Il faut sensibiliser, puis former nos cadres à cette guerre des mots et de l’image, cela prend du temps. À ces conditions, nous pourrons remporter et exposer les succès locaux qui entretiennent le soutien de notre population, et persuadent la population qu’elle doit miser sur nous et non sur nos adversaires.

Pour conquérir le soutien des civils locaux, cela ne suffira pas. Il faut non seulement les épargner, mais aussi les connaître et les convaincre. Les règles d’engagement participent au premier impératif. Malheureusement elles nous inhibent encore, car elles sont soit mal interprétées (et donc mal vécues), soit enseignées comme des handicaps volontaires. Il faut donc recourir à l’apprentissage cognitif, c'est-à-dire la compréhension de l’effet à obtenir à partir de l’exécution répétée. Dans ce but, chaque objectif d’instruction tactique ou technique du tir doit être accompagné d’un objectif de maîtrise de la force. L’effort doit être porté sur la formation des jeunes cadres, en diminuant la part de savoir-faire tactiques vénérables, comme le freinage ou la trame antichars, dont l’urgence tactique a bien faibli. La maîtrise des langues est également critique hors de l’Afrique francophone. Dans bien des cas, l’envoi de cadres au CFIAR[[111]](#footnote-111) pour une initiation à la langue locale serait plus profitable qu’une rotation au CENTAC[[112]](#footnote-112) ou une manœuvre en terrain libre. Enfin, le recueil du renseignement de contact, non sensible, doit faire l’objet d’une formation qui supplanterait utilement la formation à l’identification, facilement conduite une fois sur le théâtre d’opérations. L’incompréhension entre les forces et la population est trop souvent la règle. On la constate au Tchad, au Kosovo ou en Afghanistan. Elle résulte de contacts insuffisants entre les militaires et les civils locaux, à cause de la méconnaissance réciproque. La communication est donc la clé du succès pour tous nos officiers, et même pour certains sous-officiers. Pour conquérir le soutien de la population ou éviter les pièges tendus par un adversaire, toute unité doit connaître intimement le milieu humain de sa future projection. Les succinctes MCO[[113]](#footnote-113) conduites aujourd’hui sont insuffisantes pour y parvenir. Rédaction et diffusion de monographies comme de retours d’expérience, conférences au retour de mission, extension des missions de l’EMSOME[[114]](#footnote-114), les axes d’évolution sont nombreux.

Nos unités sont encore entraînées et instruites pour affronter un ennemi conventionnel. Elles doivent leur aptitude à évoluer au milieu de la population aux qualités personnelles de leurs chefs, et non à leur préparation. L’urgence tactique appelle une prompte évolution afin que nous ne nous reposions plus sur une indéfinissable *french touch[[115]](#footnote-115)*. Tout chef tactique doit disposer d’unités à la fois résistantes à tout type d’agression et capables d’obtenir des succès pour convaincre la population locale de leur légitimité et obtenir le soutien indispensable de leur propre opinion publique.

***Retour sommaire***

# La «reconnaissance de combat»[[116]](#footnote-116) aujourd’hui



*Par le Capitaine Emmanuel DOUS[[117]](#footnote-117)*

*de la 122ème promotion du CESAT/CSEM*

**L**a vulnérabilité des unités de reconnaissance lors de l’opération *Iraki freedom* a poussé dès 2005[[118]](#footnote-118) l’*US* *Army* à repenser sa «reconnaissance de combat». Ayant dès les années 80 créé des bataillons de reconnaissance furtifs et prévus pour éviter le contact, les Américains regrettent aujourd’hui d’avoir abandonné leurs ACRV[[119]](#footnote-119) et leur conception «offensive» du renseignement.

En France, la création des URB vient aujourd’hui renforcer la capacité de renseignement des brigades, déjà dotées d’EEI. Mais on peut légitimement se demander qui assurera la «reconnaissance de combat», avec quels moyens et quelles structures.

En effet, dans un contexte d’engagement de plus en plus dur, le déploiement de capteurs sur le théâtre d’opérations ne semble plus suffisant. Nous ne pouvons pas faire l’économie d’un combat pour l’information: il faut «arracher du renseignement»[[120]](#footnote-120) à l’ennemi.

Les groupements tactiques ne peuvent pas assurer cette mission au profit de la brigade, car n’ayant pas d’unités dédiées à cette tâche spécifique, ils devraient alors hypothéquer une partie de leur potentiel de combat (et donc leur aptitude à la manœuvre) pour la remplir.

Les leçons de l’engagement américain en Irak sont à cet égard précieuses. Les *Brigade Combat Team* (BCT) de *l’US Army* incluent maintenant un échelon de reconnaissance du niveau bataillonnaire, adapté au type de brigade (*Heavy, Stryker ou Infantry BCT*) et répondant au concept d’ISTAR[[121]](#footnote-121).

En France, la généralisation du format «3+3»[[122]](#footnote-122) dans la Cavalerie Blindée est déjà une bonne base. Cependant, cette structure, efficace pour remplir des missions de «reconnaissance de combat», ne doit pas masquer deux points essentiels:

* D’une part, nous n’avons pas de bataillons dédiés à cette mission au sein des brigades. Celles-ci ne possèdent que des EEI «ultra-légers» et des URB «tout surveillance», les régiments blindés des brigades d’urgence et multi rôles étant aujourd’hui plutôt des régiments de «chars à roue».
* D’autre part, nous n’avons pas d’engins de reconnaissance pensés pour le combat moderne face un adversaire manœuvrier et bien armé.

En créant une structure *bataillonnaire* incluant certes une unité de «surveillance», mais dont le noyau dur serait bien sa composante blindée équipée d’un ACRV récent, il serait aisé de doter nos brigades d’une «reconnaissance de combat» en s’appuyant sur des savoir-faire de cavalerie réhabilités: «la mission première de la cavalerie blindée reste la reconnaissance armée»[[123]](#footnote-123). Ces bataillons de «reconnaissance de combat» seraient alors aptes à rechercher le contact, voire l’imbrication, en profitant des espaces lacunaires par nature très dangereux, soumis au harcèlement et aux embuscades souvent meurtrières.

Les conflits futurs ne permettront certainement pas de faire l’économie d’une reconnaissance plus «musclée», taillée pour façonner l’ennemi, le faire réagir et l’amener à dévoiler ses intentions afin de garantir l’engagement de la brigade dans un environnement toujours plus flou et meurtrier.

# *«*Auftragstaktik*»*,

**du principe aux réalités**



*Par le Capitaine Vincent SAMSON[[124]](#footnote-124),*

*de la 122°promotion du CESAT/CSEM*

**L**e manuel de tactique générale[[125]](#footnote-125) diffusé par le CDEF réaffirme la primauté du commandement «par objectif», mieux approprié que le commandement «par ordre» au contexte des engagements actuels. Ces notions s’inspirent en partie des concepts forgés à la fin du xixème siècle par les penseurs militaires allemands, opposant «*Auftragstaktik»* et «*Befehlstaktik»*.

Le style de commandement associé à l’*Auftragstaktik* repose sur la parfaite compréhension de l’intention du chef et sur l’autonomie accordée aux subordonnés. Au-delà des affirmations doctrinales, l’armée de terre se donne-t-elle encore les moyens d’appliquer efficacement ce principe?

L’influence croissante des processus de décisions «otaniens», les entorses fréquentes au principe de subsidiarité ainsi que la faiblesse des moyens dévolus à l’entraînement des unités constituent autant d’obstacles à un véritable commandement «par objectif».

La définition française de l’effet majeur, recouvrant en partie celle du «*Schwerpunkt»* de la tradition allemande, répond parfaitement aux impératifs du style de commandement «par objectif».

*A contrario*, la notion anglo-saxonne d’«*end state»*, assortie d’une liste exhaustive de tâches, n’apparaît pas pleinement compatible avec le processus décisionnel fondé sur l’effet majeur. La même remarque s’applique aux «*effect based operations»*. Les tentatives pour combiner ces méthodes relèvent d’un périlleux exercice d’équilibrisme intellectuel.

La multiplication des «*contingency plans»* ne doit pas susciter d’illusions: la préparation la plus minutieuse ne permet pas de dissiper le brouillard de la guerre ou d’échapper aux frictions. Selon la formule célèbre, «le plan le mieux préparé ne résiste pas au premier coup de feu». Il ne s’agit certes pas de renoncer à toute planification, mais bien d’inciter nos états-majors à conserver une conscience aiguë du caractère chaotique de la guerre. Or, cette «culture de l’incertitude» ne semble pas toujours animer la laborieuse mécanique otanienne. L’*Auftragstaktik* ne vise pas à ordonner le chaos, mais plutôt à l'exploiter au détriment de l’adversaire.

Sur les théâtres d’opération, nous sommes parfois loin du principe de Moltke: «*nicht mehr befehlen als durchaus nötig*»[[126]](#footnote-126). L’imbrication fréquente des niveaux tactique et politico-militaire explique sans doute les entraves imposées à la liberté d’action du subordonné. L’allusion récurrente à l’image du «caporal stratégique» favorise insidieusement l’entrisme dans la sphère des petits échelons. La numérisation de l’espace de bataille, dont les atouts sont par ailleurs incontestables, risque d’ouvrir de nouvelles perspectives aux partisans des «rênes courtes».

Enfin, il n’est pas d’*Auftragstaktik* sans entraînement des subordonnés. Cette condition *sine qua non* n’est pas évoquée dans le FT-02.

La baisse de la disponibilité technique, la mutualisation des parcs, les difficultés d’approvisionnement en munitions, les budgets restreints et le rythme d’activité ne placent pas toujours les unités dans des conditions favorables à l’entretien des *drills* de combats. Ces derniers constituent pourtant l’un des procédés les plus efficaces pour préparer une troupe à réagir à l’imprévu.

Sans cette capacité de réaction, pas d’autonomie. La complexité intrinsèque du combat moderne, nécessairement interarmes, vient encore renforcer la nécessité d’une solide préparation opérationnelle.

S’il convient donc de se féliciter du choix doctrinal exprimé dans le manuel de tactique générale en faveur du commandement par objectif, il importe de rester lucide sur le chemin à parcourir avant de prétendre l’appliquer efficacement.

# Les opérations de diversion

# préalables à «OVERLORD»,

# quels enseignements?

## Brève analyse de l’opération FORTITUDE



*Par le Chef de bataillon Stéphane CORNEILLE[[127]](#footnote-127),*

*de la 122ème promotion du CESAT/CSEM*

**L’**opération FORTITUDE est un modèle de référence en matière de déception[[128]](#footnote-128) qui a su combiner de manière fine la trilogie dissimulation, diversion et intoxication.

Cette opération est le plan de couverture et de protection des opérations NEPTUNE (composante navale de l’invasion) et OVERLORD (composante aéroterrestre). Comme telle, elle est partie intégrante du plan général de couverture et protection connu depuis 1943 sous le nom de BODYGUARD. Son objectif est de convaincre les forces allemandes basées en Europe (notamment sur le mur de l’Atlantique) que l’invasion aurait lieu en Norvège (FORTITUDE Nord) ou dans le Pas de Calais (FORTITUDE Sud), mais en aucun cas en Normandie.

De telles opérations de diversion, s’inspirant du brouillard du champ de bataille décrit par CLAUSEWITZ dans son traité sur la Guerre, s’avèrent être le nécessaire préalable à l’engagement moderne de nos forces terrestres, afin d’économiser les forces tant comptées.

Dès le 26 février 1944, le Général D.D. EINSENHOWER décide de la mise en place des moyens à la réalisation de FORTITUDE. L’amiral RAMSAY, commandant les forces navales, le général MONTGOMERY, commandant les forces terrestres, le maréchal de l’air LEIGH-MALLORY, commandant les forces aériennes sont chargés de diriger sur le Pas de Calais la menace réelle de leurs forces respectives et d’en prolonger les interventions jusqu’au jour J+45 afin de continuer à maintenir le doute des forces de l’Axe. Préalablement des agents de renseignement allemands identifiés par les services secrets britanniques furent manipulés pour diluer de fausses informations relatives aux intentions des Alliés. Une armée fictive est crée dans le Sud-est de la Grande Bretagne symbolisée par des engins terrestres factices spécialement réalisés par la firme Dunlop. Son activité hertzienne de cinq à sept mille communications quotidiennes est entretenue par un bataillon de transmetteurs de moins de cinq cents hommes. Deux mois précédant le jour J, une activité aérienne massive sur le Pas de Calais reprend (elle durera jusqu’à J+45), complétée par une vaste opération d’intoxication à base de largage de tracts destinés à prévenir la population de l’imminence d’une opération. À la veille du débarquement des leurres électromagnétiques simulent sur les radars de l’armée allemande (volontairement non touchés) une véritable armada navale, des poupées leurres sont larguées sur le Pas de Calais et les Résistances françaises et belges prévenues par Londres entrent en action. Les forces allemandes ne décideront le renforcement du front normand que le 16 juillet 1944, un mois et demi après le débarquement.

Les opérations de déception constituent une phase essentielle de préparation à tout engagement terrestre, mais quelles formes doivent-elles prendre aujourd’hui?

Dans le cadre d’un engagement coercitif, les opérations de déception permettront au chef d’économiser ses forces tout en conservant l’initiative et l’ascendant moral sur l’adversaire qui aura à agir en fonction du brouillard ainsi créé. En combinant les procédés propres à la diversion, la déception visera à leurrer l’adversaire sur les intentions du chef, la destruction des moyens de renseignement ou le brouillage rendra l’adversaire aveugle et la désinformation par les médias et par les unités de guerre psychologique imposera le doute aux troupes et à la population. Les exemples dans les conflits récents sont finalement assez rares. Lors de la première guerre du Golfe, une brigade alliée avait été envoyée sur un des flancs de la coalition afin de leurrer les troupes irakiennes sur l’axe d’effort principal. Ce genre de manœuvre reste cependant la norme dans les exercices menés en état-major. Les troupes américaines l’ont également joué lors de la deuxième bataille de Falloujah en novembre 2004. Une phase de déception préalable à l’entrée en ville a été menée au Sud de la cité. Cette manœuvre visait à persuader la rébellion que l’attaque aurait lieu depuis cette direction. À terre, en complément d’une activité aérienne et «dronique» intense, des unités lancent des coups de sonde en direction de la périphérie sud. Ces reconnaissances ont permis de diriger des frappes sur les points d’appui renforçant ainsi l’idée d’une attaque au Sud.

Enfin dans le cadre d’opérations de rétablissement de la paix, les actions civilo-militaires ainsi que les unités «*psychological operations*» pourront également être utilisées en appui de la force afin de détourner l’adversaire et/ou les médias d’une opération cruciale.

**En conclusion**, les alliés en 1944 ont compris tout l’intérêt des opérations de déception et les ont conduites de manière remarquable avec un degré de détail rarement atteint. À l’instar des Alliés, la notion d’élément «surprenant», de ruse, de tromperie, est systématique dans la méthode de planification israélienne et souvent présente chez les Anglo-saxons. Elle mériterait d’être davantage prise en compte dans nos méthodes de raisonnement et de conception des ordres[[129]](#footnote-129).

# Diffuser la pensée militaire tactique:

**le modèle américain**



*Par le Chef de bataillon Michel PIERRICK[[130]](#footnote-130),*

*de la 122°promotion du CESAT/CSEM*

**E**n France, nombreux sont les commentateurs civils, institutionnels ou non, qui s’improvisent tacticiens sans en avoir la formation ni l’expérience. Les interventions publiques faisant suite à l’embuscade d’Uzbeen en août 2008 en Afghanistan en sont un exemple flagrant. Pour mieux faire comprendre la problématique de l’engagement des forces terrestres, la pensée militaire tactique gagnerait à être diffusée hors du cercle militaire.

De ce point de vue, la manière dont la pensée militaire américaine s’enrichit et se diffuse pourrait constituer un modèle intéressant. S’appuyant sur une plus grande représentativité des militaires dans le monde civil, il consiste à partager largement les études tactiques internes, et à favoriser l’intégration des militaires dans les cercles de réflexion à extérieur de l’institution.

## Partager la réflexion tactique

Aux États-Unis, les cercles de réflexion tactique et stratégique sont multiples. L’Army est très prolifique et chaque officier est rapidement incité à réfléchir et à écrire. L’étude et la mise en pratique des Field Manual[[131]](#footnote-131), dont l’utilisation systématique est parfois considérée en France comme un frein à l’initiative, prouvent leur utilité quelques années plus tard quand l’officier plus mûr peut s’appuyer sur des connaissances solides pour enrichir à son tour la réflexion. La société civile, des *think tanks*[[132]](#footnote-132) aux commissions spécialisées du Congrès en passant par les universités, participe activement à cette réflexion. Le *Field Manual 3-24* sur la contre-insurrection a été rédigé avec le concours d’experts civils et largement publié. Il illustre ce partenariat qui vise à une plus grande efficacité du soldat sur le terrain, une meilleure synergie des actions civiles et militaires, et une meilleure compréhension mutuelle.

Faire partie intégrante des cercles de réflexions

Culturellement et structurellement, les militaires américains sont mieux représentés dans la société civile et dans les institutions que les Français. Les membres de la garde nationale et de la réserve, bénéficiant de la même formation tactique, du même entraînement que leurs camarades d’active, sont d’excellents vecteurs de pensée militaire. En outre, le parcours d’un officier américain débouche bien souvent sur une deuxième carrière. De nombreux officiers expérimentés rejoignent ainsi les *think tanks*, les universités, le département d’État ou le congrès, voire le gouvernement. Toutefois, cela ne garantit en rien le bon usage de l’outil militaire, comme l’ont montré les premières années de l’intervention américaine en Irak (2003-2006).

Ce modèle repose sur un volontarisme individuel et collectif et l’absence de frontière entre les mondes militaire et civil.

En France, les événements d’Algérie ont provoqué le divorce entre les deux mondes, inaugurant une longue période de quasi absence des militaires de la vie publique. Pourtant, au XIXème siècle et jusque dans les années 1960, les anciens militaires étaient très présents et comptaient de nombreux élus, jusque dans les rangs du gouvernement et de l’Académie française.

Compte tenu de l’évolution des mentalités, les choses pourraient changer. Désireuses d’en finir avec une longue période de repli sur soi, les générations montantes envisagent désormais sereinement leur participation au débat public car les nouveaux statuts favorisent la liberté d’expression de la «grande muette». Les publications ouvertes du CDEF[[133]](#footnote-133), comme les FT01 (Gagner la bataille – conduire la paix) et FT02 (Tactique générale) nous montrent la voie et sont d’excellents vecteurs de pensée militaire tactique à l’extérieur de l’institution. Un projet récent de réforme du ministère autorisera par ailleurs les militaires d’active à occuper un deuxième emploi et dans le même temps, la réduction du format de notre armée multipliera les carrières courtes de militaires. Autant de phénomènes nouveaux qu’il faut saisir comme des opportunités. Facilitons l’intégration de nos cadres dans les secteurs d’influence comme les médias et pourquoi pas le monde politique…

# «Bouclier anti-missiles»:

**faits et perspectives**



*Par le Chef de bataillon Jérôme TATIN,*

*Du CESAT/EMSST*

**L**e 20 août 2008, le secrétaire d’État américain, Condoleeza Rice, et son homologue polonais, Radoslaw Sikorski, signent officiellement l’accord bilatéral prévoyant le déploiement, d’ici à cinq ans, d’éléments du bouclier anti-missiles américain en Pologne.

## La «national missile defense»

Le système de défenses anti-missiles américain repose sur des moyens terrestres, aériens et maritimes :

* de **détection** (radars et satellites),
* d’**interception** (missiles anti-missiles et lasers),
* de **commandement** et de **transmission**s.

Les **intercepteurs terrestres** (*Kinetic Energy Interceptors*) sont à vocation tactique (*Superpatriot PAC-3, THAAD – Theater High Altitude Area Defense)* et intermédiaire/stratégique (GBI: *Ground Based Interceptors)*. Dès 2006, deux sites de GBI ont été activés (Fort Greely en Alaska et Vandenberg AFB en Californie). Actuellement 21 *GBI* seraient opérationnels sur le premier et 3 sur le second. Les moyens de détection en Grande-Bretagne ont été valorisés, un nouveau radar déployé sur la base de Thulé au Groenland danois.

La **composante aérienne** repose essentiellement sur le laser *YABL-1* embarqué sur *Boeing 747*. Les essais en vol sont prévus en 2009.

Les **moyens maritimes** embarqués, enfin, s’articulent autour du radar de détection *AEGIS* et du missile *SM-3*. Les tests réalisés, début novembre 2008, par l’*US NAVY* ont abouti à l’interception de 16 cibles sur 19.

Intervenant en pleine crise géorgienne, l’évènement a suscité de vives réactions de la Russie, d’autant que les objectifs réels des États-Unis demeurent remarquablement flous. Source de tension plus que de sécurité, il alimente la thèse d’une nouvelle «Guerre Froide», laquelle doit cependant être relativisée. Il souligne enfin les ambiguïtés demeurant, sur le plan politique, entre pays membres de l’Union Européenne.

À l’issue des attentats du 11 septembre 2001, les États-Unis acquièrent la conviction que leur territoire est menacé par de possibles frappes d’«armes de destruction massive» provenant d’«États-voyous», notamment d’Iran et de Corée du Nord.

* Se retirant du traité *ABM* au printemps 2002, ils développent dès lors un système complet de défenses anti-missiles *(voir encadré)*.
* Estimant nécessaire de compléter le dispositif terrestre par un troisième site situé en Europe, ils entreprennent, dès 2006, des négociations avec la République Tchèque et la Pologne, portant sur l’installation d’un radar de détection sur le territoire de la première et de 10 intercepteurs *GBI* sur le territoire de la seconde[[134]](#footnote-134). Ces négociations aboutissent à la signature d’accords bilatéraux, respectivement le 8 juillet et le 20 août 2008. L’accord bilatéral conclu avec la Pologne prévoit également la livraison de *PAC-3* à l’armée polonaise et s’inscrit dans le cadre d’un partenariat stratégique étendu entre les deux États, se traduisant par la mise sur pied d’un «groupe de consultation sur la coopération stratégique» et l’engagement des États-Unis à contribuer à la défense de la Pologne, comme à la modernisation de ses forces armées dans divers domaines.
* Officiellement, ce dispositif possède une vocation purement défensive et n’est pas dirigé contre la Russie voisine. Néanmoins, son déploiement suscite des interrogations à maints égards et alimente la thèse du retour à une «Guerre froide»[[135]](#footnote-135).
* On peut tout d’abord constater, qu’à l’inverse de la Russie et de la Chine, aucun des adversaires désignés ne possède actuellement d’armes nucléaires intercontinentales[[136]](#footnote-136). D’autre part, il est peu probable que ces pays, s’ils venaient à en disposer, décident de s’exposer délibérément à des représailles américaines, massives et disproportionnées, à l’issue d’une improbable agression de leur part. Le système, de surcroît, n’a pas encore démontré une fiabilité totale et demeure insuffisant si on le compare aux arsenaux existants[[137]](#footnote-137). Du reste, on peut supposer qu’un pays détenant la technologie nécessaire à la réalisation d’armes nucléaires intercontinentales est à même de développer des dispositifs de furtivité et de leurrage adaptés. La finalité réelle de ce déploiement demeure donc floue et pourrait être interprétée, avant tout, comme une volonté américaine de réaffirmer son influence géostratégique en Europe, en maîtrisant *de facto* son espace aérien[[138]](#footnote-138), et de contrer les efforts de réaffirmation de la Russie sur la scène internationale.

La réaction de cette dernière est donc pertinente. Attachée à une vision du monde multipolaire, la Russie s’inquiète de la modification de l’équilibre de puissance en Europe, qui plus est dans son «voisinage proche». L’inquiète également le caractère évolutif affiché. On comprend alors les déclarations menaçantes des responsables politiques et militaires russes, qualifiant la Pologne de «cible privilégiée» et annonçant des mesures rétorsives. Si certaines semblent avoir été prises[[139]](#footnote-139), il demeure toutefois peu probable qu’elle se lance dans une réelle course aux armements, qui pourrait être déstabilisante économiquement et politiquement. D’autre part, l’interdépendance des acteurs, la nécessité de faire face à des problématiques communes[[140]](#footnote-140) apparaissent comme des facteurs limitatifs de l’ampleur de la confrontation.

Enfin, le bien-fondé du déploiement ne suscite pas l’unanimité en Europe. La perspective de voir son espace aérien contrôlé par une puissance extra-européenne, comme celle de devenir le champ de bataille potentiel d’un affrontement nucléaire y contribue[[141]](#footnote-141). Au sein de l’OTAN, malgré le cautionnement tacite, notamment au sommet de Bucarest en avril 2008, le déploiement du bouclier attise la polémique entre pays de l’«ancienne» et de la «nouvelle Europe», l’appartenance à l’une ou l’autre étant mesurée à l’aune de la fidélité au lien transatlantique. La conclusion d’accords bilatéraux pose la question de la pertinence de l’organisation elle-même et paraît traduire le peu de crédit accordé globalement par les États-Unis aux intégrations supranationales. Pour l’Union Européenne, ce déploiement ne semble pas aller dans le sens de l’affirmation d’une stratégie européenne de sécurité réellement commune, donnant bien plus l’impression que les États-Unis cherchent à «diviser pour mieux régner». Enfin, l’attitude de la Pologne demeure ambiguë. L’opinion publique, assez ouvertement défavorable, n’a pas été réellement consultée. La politique jusqu’alors prudente du gouvernement libéral du premier ministre Tusk laissait même envisager un report *sine die* des négociations. Le revirement d’attitude a été manifestement provoqué par la crise géorgienne et la crainte de la résurgence d’un impérialisme russe, préoccupation sécuritaire majeure et historiquement récurrente pour les Polonais. On peut encore s’interroger sur la perception que la Pologne a de l’Union Européenne, puisqu’elle semble, par son choix, considérer les États-Unis plus aptes, politiquement et militairement, à «mourir pour Dantzig».

**En conclusion**, si le déploiement du bouclier anti-missile américain en Europe répond aux intérêts propres des États-Unis, ses tenants et aboutissants réels demeurent flous. Les avis quant à son intérêt pour l’Europe sont donc partagés. Il suscite en son sein de nombreuses questions, portant sur ses relations avec les États-Unis et la Russie comme entre pays-membres. Il constitue, à cet égard, un défi supplémentaire à son affirmation politique.

Il convient cependant de rappeler que de lourdes incertitudes planent sur la concrétisation des décisions prises. La politique extérieure de l’administration démocrate est susceptible, en effet, de se démarquer de la précédente. Dans le contexte actuel de crise financière et de réduction des dépenses, il est possible que celle-ci redéfinisse les priorités, en sacrifiant des programmes d’armement particulièrement coûteux, et ce malgré les pressions du puissant complexe militaro-industriel. Sous cet aspect, les décisions du Président Obama seront, à plusieurs titres, lourdes de sens.

# Politique étrangère des États-Unis:

**la place des Balkans**



*Par le Chef de bataillon (TA) Laurent VONDERSCHER[[142]](#footnote-142)*

*du CESAT/EMSST*

L’indépendance autoproclamée du Kosovo en février 2008 a marqué un tournant dans l’action de la communauté internationale dans les Balkans. En douze ans d’intervention directe, les États-Unis qui ont investi plus de moyens politiques, financiers et militaires que quiconque ont atteint un premier objectif de stabilisation de la zone. Que doit-on attendre de la future administration américaine dont la victoire électorale a suscité en Europe un vent d’euphorie? La région semble devoir conserver un caractère stratégique. Il convient de rappeler les enjeux en cours pour analyser les intérêts réels des États-Unis.

Durant cette décennie, la communauté internationale a veillé à contenir tout risque de conflit armé, à consolider le processus démocratique et à développer l’économie de marché.

* **Le premier enjeu** est de gérer l’impact de l’indépendance du Kosovo. Un an après, ce sujet demeure un facteur de division des grandes puissances. 41 États ont reconnu cette indépendance et au sein de l’Union européenne (UE), 7 membres se joignent à la Russie pour reprouver cette décision. La supervision internationale doit dans un premier temps sauvegarder les droits de la minorité serbe garantis par le plan de l’envoyé spécial des Nations Unies et nouveau prix Nobel de la paix, Martti Ahtisaari. Elle doit dans un second temps prévenir toute tentative de sécession: Serbes de Bosnie, Albanais de Serbie et de Macédoine.
* **Le deuxième enjeu** est la consolidation d’une transition démocratique engagée dans les années 90 qui doit conduire à l’intégration euro-atlantique de 7 nouveaux États (Croatie, Macédoine, Albanie, Monténégro, Serbie, Kosovo et Bosnie-Herzégovine). Si des progrès notables ont été accomplis, il faut encore effacer les conséquences d’une administration publique longtemps politisée qui se traduit par une forte corruption sur un plan local et national et un développement du crime organisé. Il ne faut pas sous-estimer en outre la culture de dépendance aux interventions de la communauté internationale comme dans une Bosnie-Herzégovine paralysée par le mauvais fonctionnement institutionnel.
* L**e troisième enjeu** est la réforme des économies et l’amélioration des conditions de vie des populations. Le fardeau de l’héritage communiste s’est progressivement allégé alors que l’opacité des réseaux économiques s’éclaircissait et que les investissements financiers étrangers affluaient. Si la Croatie fait figure d’exemple pour la réforme de son économie – la corruption demeure un problème épineux – et pourrait intégrer l’Union européenne dès 2011, il n’en va pas de même ailleurs. La maîtrise de l’inflation, la conduite raisonnée des privatisations, l’augmentation des investissements étrangers ne doivent pas masquer les problèmes d’inégalités sociales, de chômage et de pauvreté.

Ces enjeux pour la communauté internationale ayant été définis, il convient de se pencher sur les intérêts particuliers de la politique étrangère des États-Unis.

* Le département d’État devrait axer son action sur le maintien de la stabilité régionale tout en adaptant les interventions américaines à l’objectif global de guerre contre le terrorisme.
* La stabilité procède avant tout de l’extension de l’espace euro-atlantique, UE et OTAN. Alors que la Croatie, la Macédoine et l’Albanie ont signé le Plan d’action (MAP) pour l’adhésion à l’OTAN, la Bosnie et la Serbie ont adhéré à la phase précédente dite partenariat pour la paix (PfP). Toutes les républiques ex-yougoslaves ont par ailleurs signé les accords de stabilisation et d’association (ASA) préalables à l’accession à l’UE. Comme ce fut le cas pour la Bosnie-Herzégovine à partir de décembre 2004, l’OTAN se désengage du Kosovo et transfère à l’Union européenne la responsabilité du processus de stabilisation. Si l’évaluation de la menace nécessite encore la présence d’une force militaire, les États-Unis devraient réaffecter les 5.000 militaires engagés au sein de la KFOR – 1.600 effectivement déployés, les autres inscrits dans le cycle des relèves – aux missions prioritaires comme l’Afghanistan. Jouissant d’un prestige et d’un capital de confiance dans la région, les États-Unis devraient se limiter à des coopérations bilatérales dans la réforme de secteurs clés comme la réorganisation des formats d’armées, l’équipement des forces et le renseignement. Sur le plan financier, les aides américaines pour les Balkans qui sont passées de 620 millions de dollars en 2002 à 296 millions en 2008 devraient se réduire encore.

Les Balkans ont-ils un rôle central dans la guerre contre le terrorisme déclenchée par les États-Unis en septembre 2001? Les experts américains estiment que la région constitue une menace par sa fonction de base arrière, de zone de repli et de zone de transit des réseaux terroristes, islamistes en premier chef.

C’est surtout dans le contrôle de l’Europe médiane et de sa position stratégique pour les approvisionnements en énergie qu’il faut chercher les intérêts américains.

Le maintien du camp Bondsteel à Uroševac (Kosovo) et le déploiement d’unités américaines en Bulgarie et en Roumanie répondent non seulement à la nécessité de projeter rapidement des troupes dans les zones de conflit, en l’occurrence le Moyen-Orient mais aussi à une stratégie plutôt offensive pour s’assurer le contrôle de l’espace Mer Noire-Baltique, lieu crucial de l’approvisionnement en énergie. Le passage du témoin des États-Unis – via l’OTAN – à l’Union Européenne pour assurer la stabilité des Balkans ne doit pas donc occulter la lutte d’influence que se livrent les deux organisations en Europe médiane. Bouclier anti-missile en Europe centrale, tracé des gazoducs, adhésion de l’Ukraine et de la Géorgie à l’alliance atlantique, les chantiers lancés par l’administration Bush sont loin d’être achevés.

Seule puissance politique, économique et militaire mondiale, les États-Unis suscitent l’adhésion des jeunes démocraties, celles que Donald Rumsfeld ancien secrétaire d’état à la défense qualifiait de nouvelle Europe, ces alliés dociles – engagement de la Pologne en Irak – pour qui l’Europe occidentale a au pire failli, au mieux tergiversé au cours des cinquante dernières années. En dépit du revers apparent subi par le président américain au sommet de l’OTAN à Bucarest en avril 2008, l’objectif d’intégrer l’Ukraine et la Géorgie à l’espace euro-atlantique demeure. Il faut donc attendre une continuité dans la politique étrangère de l’administration Obama qui jouira en outre du soutien du Congrès. Or, ce dernier a toujours joué un rôle moteur dans le règlement des conflits balkaniques. Il est plus que jamais attentif à un rapide élargissement de l’OTAN aux pays de l’ex-Yougoslavie.

De façon prémonitoire, l’historien britannique Arnold Toynbee (1889-1975) à tracé le cycle d’expansion des États-Unis. Il a décrit comment une civilisation qui ne peut plus relever les défis qu’elle se fixe décline irrémédiablement. Loin de constituer une région périphérique, les Balkans ont été et sont encore le couloir de pénétration indispensable pour parachever le bloc de puissance occidental voulu par les États-Unis. L’OTAN en est le vecteur. L’espace euro-atlantique en est l’environnement privilégié. Sous le gant invisible de la démocratie pour tous, de la bonne gouvernance et de l’économie de marché se cache un poing. L’Amérique, écrivait Toynbee, «ressemble à un gros chien familier dans une petite pièce: quand il remue la queue, il fait toujours tomber une chaise». Veillons à ranger nos meubles.

# Sociologie et analyse de la menace

**dans les opérations de stabilisation**



*Par le Chef d’escadrons) Benoît MICHEL[[143]](#footnote-143),*

*De la 122°promotion du CESAT/CSEM*

**L**a nature des engagements récents des armées occidentales a mis en exergue la pertinence de la prise en compte du facteur sociologique dans la compréhension et la résolution des crises. Ce phénomène a induit des changements importants dans la manière dont l’analyse de la menace est conduite par les bureaux spécialisés des états-majors.

En effet, le travail d’analyse de la menace ne se limite plus au décompte des effectifs et des matériels d’un ennemi clairement identifié et à l’étude de ses axes d’approches en fonction du terrain comme de ses objectifs prévisibles. Ce type d’étude a laissé place à une analyse plus subtile notamment en raison du développement des opérations de stabilisation. Il s’agit désormais de parvenir à décrypter un environnement plus complexe en tenant compte d’une multitude de facteurs susceptibles d’évoluer et d’interagir. De surcroît, ce décryptage, réalisé au cours d’opérations de longue durée, se déroule au cœur même de populations qui en sont simultanément acteurs, victimes et enjeux. Enfin, parmi les nombreuses parties prenantes, les belligérants qui cherchent à s’opposer à l’action de la force de stabilisation en choisissant généralement de mettre en œuvre des stratégies indirectes, se dissimulent et tirent partie de ce «brouillard environnemental».

Dans ces conditions, identifier les menaces en cours et anticiper les risques possibles est un défi permanent dont l’enjeu demeure le bon déroulement des opérations. Certaines figures imposées conservent incontestablement leur pertinence en particulier face aux acteurs armés (nature, objectif(s), effectif, équipement(s), modes d’actions…) mais d’autres facteurs doivent également être pris en compte. C’est notamment le cas du facteur sociologique dont la prise en compte est devenue indispensable. Les difficultés rencontrées par l’armée américaine en Irak du fait de l’occultation de certaines réalités culturelles et religieuses témoignent des conséquences désastreuses que peuvent engendrer une sous estimation de ces paramètres.

Au-delà de l’étude générale d’un pays passant par l’analyse de son histoire et sa géographie, la sociologie offre au militaire un faisceau d’éclairage d’une richesse considérable. On n’insistera donc jamais assez sur l’impératif de connaître le pays où l’on va intervenir dans ses aspects les plus larges. Sur un théâtre à stabiliser, il est indispensable de réaliser une étude sociologique de l’ensemble des acteurs, tant en amont que pendant les actions conduites par la force. De nombreux facteurs influent directement sur les équilibres internes d’un pays et ont de surcroît presque systématiquement des répercutions régionales voir internationales. La problématique libanaise constitue à ce titre un cas d’école. Au-delà des tensions politiques de surface, seule la prise en compte des facteurs ethniques, religieux, culturels, confessionnels et claniques permet d’appréhender la réalité des enjeux et d’en déduire les menaces qui peuvent peser sur la force déployée.

À titre indicatif, il est intéressant de noter l’importance que les grandes écoles et les universités accordent à l’approche sociologique dans le cadre d’études supérieures en commerce et relations internationales. Dans ces domaines d’activités, il est également vain de rechercher un effet à obtenir sans prendre en compte les nombreux facteurs susceptibles d’influer sur une prise de décision ou un changement de comportement.

L’approche sociologique d’une problématique, qu’elle soit conflictuelle ou non, constitue bien un levier parmi ceux dont dispose une force afin de mieux évaluer les menaces et les risques et choisir la manière la plus appropriée de conduire son action. Cette orientation redonne ainsi toutes leurs lettres de noblesse aux sciences humaines, sans doute trop rapidement délaissées à la faveur de l’orientation technologique des armés occidentales.

# Diên Biên Phu

# ou la rencontre

# de deux traditions martiales



*Par le Chef de bataillon Christophe BIZIEN[[144]](#footnote-144)*

*De la 122°promotion du CESAT/CSEM*

**L**e 7 mai 1954, le camp retranché de Diên Biên Phu cesse le combat après une résistance héroïque. Plus de soixante ans après les faits, il est intéressant de mettre en relief les deux traditions guerrières qui se sont affrontées en Indochine, à la lumière de cette bataille, véritable paroxysme de leur confrontation. Deux cultures stratégiques peuvent être mises en évidence:

* d’un côté un «modèle occidental de la guerre», dont l’origine remonte à l’Antiquité grecque,
* de l’autre une «culture stratégique de type chinoise» s’inspirant principalement de Sun Tsu.

Les Grecs ne sont pas seulement à l’origine du modèle politique occidental, la démocratie.

Ils ont également créé l’acte essentiel de la guerre en Occident, «la bataille décisive». Le but est identique: obtenir un résultat clair et définitif partageant les adversaires, le vote majoritaire pour la démocratie, l’affrontement direct, face-à-face pour la guerre. Cette culture du choc frontal, du combat à la loyale et dans l’honneur, a traversé les siècles jusqu’à nous.

À l’opposé, la tactique chinoise ne recherche pas le combat de face mais «de biais»: en sous-main, par l’espionnage, la dissimulation…On visera le «combat sans risque»: n’accepter la bataille que si l’on est sûr de vaincre.

En outre, si on peut évoquer un «modèle occidental de la guerre», on ne parlera en aucune façon de «modèle» oriental, tant la pensée stratégique chinoise ne peut être «modélisée», tant elle s’oppose, par sa nature profonde, à toute rigidité. Il ne s’agit plus de tendre vers un «plan» préétabli mais au contraire d’épouser les circonstances.

Que se passe-t-il à Diên Biên Phu?

En 1953, alors que la situation s’enlise, le général Navarre esquisse un plan stratégique qui vise à arracher en un bref délai un succès incontestable. Diên Biên Phu doit servir de point de captation à l’insaisissable guérilla communiste qui, attirée loin de ses bases et regroupée au maximum pourra enfin être anéantie grâce à une écrasante supériorité des feux. Recherche de la bataille décisive, de l’anéantissement de l’adversaire, établissement d’un plan stratégique précis: cela s’ancre dans la tradition occidentale.

De son côté, le Vietminh s’inscrit pleinement dans la tradition chinoise[[145]](#footnote-145). En 1953, le Comité central du parti communiste vietnamien définit sa pensée directrice: «Nous n’attaquerons, nous n’avancerons que pour gagner. Si nous ne sommes pas sûrs de gagner, nous sommes résolus à différer l’attaque» [[146]](#footnote-146). Considérant que les conditions lui sont favorables, Giap accepte le combat dans la cuvette. Ses mots d’ordres sont: «dynamisme, initiative, mobilité, souplesse». Il n’a pas de plan détaillé mais fixe un principe directeur: «attaque sûre, progression sûre». Giap identifie le point vulnérable du camp: sa situation très isolée et donc sa dépendance totale de la voie aérienne pour son ravitaillement. Pour neutraliser ce cordon ombilical il va, conformément à la ligne définie, s’attaquer méthodiquement, secteur après secteur, à chacun des points d’appui du nord du camp. Les collines septentrionales tombent à partir du 13 mars, laissant à nue la piste d’aviation, centre de gravité des Français. Le camp tombe le 7 mai.

Dans ses mémoires, Giap considère Navarre comme «un talent militaire ayant un bon sens de la stratégie» mais il estime que sa principale erreur a été de ne pas être parvenu à «se libérer de l’optique classique et de la conception stratégique bourgeoise»[[147]](#footnote-147).

En Indochine, l’Armée française a été confrontée à un type de guerre nouveau auquel elle n’était pas préparée. Ce fut le cas des Américains une décennie plus tard. D’une certaine façon, cette bataille a révélé la fin de la toute puissance du modèle occidental de la guerre et ses limites dans le contexte nouveau des «guerres de l’après guerre». Il incombe aujourd’hui aux armées de poursuivre cette adaptation pour faire face aux menaces actuelles principalement asymétriques. Il nous appartient également d’approfondir notre compréhension de la culture stratégique de la Chine, dont la puissance économique et militaire ne cesse de croître et dont les desseins hégémoniques pourraient affecter la stabilité mondiale.

# Le renouveau de l’artillerie sol-sol:

vers l’appui-feu global



*Par le Chef de bataillon PAYRE[[148]](#footnote-148),*

*de la 122ème promotion du CESAT/CSEM*

**À** force d’interposition, l’artillerie sol-sol a consenti des pertes de capacités pour continuer à exister. Elle s’est amputée de vecteurs logistiques et de tir au sein des BIA[[149]](#footnote-149), de sorte que la couverture, l’arrêt d’un bataillon de chars ou même le tir sur une surface importante relèvent maintenant, au mieux, de la convention de manœuvre.

Fort de ce constat, il convient de se demander ce qu’elle peut encore faire, non pas pour simplement exister, mais pour être utile.

L’artillerie sol-sol doit désormais se recentrer sur le cœur de son métier: **l’appui feu au profit des troupes au contact en intégrant l’ensemble des feux ayant un effet «sol»** quelle que soit l’origine des effets.

**\***

**\* \***

La nécessité de l’emploi des feux d’appui est une certitude pour nos alliés, engagés en Irak et en Afghanistan, et aussi – depuis peu – pour les troupes françaises déployées sur ce théâtre. Notre artillerie dispose, en dehors du futur LRU[[150]](#footnote-150), du mortier de 120mm et du canon de 155mm, qui font l’unanimité chez nos alliés. Ce dernier est maintenant décliné en version CAESAR[[151]](#footnote-151), plus aisé à projeter et améliorant la portée et la précision des tirs. Mais avant tout, elle montre **d’excellentes capacités de tir et de manœuvre**.

Le retour du combat, dans un contexte complexe et caractérisé par l’abondance d’information, occupera entièrement le commandant d’unité de mêlée. L’artilleur doit donc prendre à son compte la coordination des feux d’appui, qu’ils soient sol-sol, mer-sol et air-sol, et devenir aussi l’élément de «*deconfliction»* de ces appuis. Cette mission doit être déclinée de la cellule 3D[[152]](#footnote-152) du PC de la brigade, jusqu’aux échelons de manœuvre de la brigade: les compagnies et escadrons, voire les sections.

Des éléments de doctrine existent[[153]](#footnote-153) mais placent la coordination à partir de la division, permettant ainsi une cohérence des **actions** **planifiées** (artillerie d’ensemble, BAI[[154]](#footnote-154), …), mais ne facilitant pas forcément les **actions d’opportunité**. De fait, aucun moyen technique dédié à cette coordination n’existe au niveau de la brigade. C’est pourtant à ce niveau exactement, qui correspond à celui des GTIA[[155]](#footnote-155) au contact, que se situe le besoin réel de coordination et de «*deconfliction»* dans l’urgence. En effet, seul le régiment d’artillerie de la BIA est en mesure de connaître, en temps réel, l’encombrement des volumes 3D de sa zone d’action, et est donc tout particulièrement dédié au tir d’opportunité. À ce titre, il est le plus à même de gérer une intervention air-sol par la trajectoire de ses obus, ou l’utilisation de munitions à effets spéciaux

L’appui feu naval ne présente pas de contrainte technique particulière. L’appui feu sol-sol est maîtrisé même si le tir des munitions «intelligentes» requiert des savoir-faire particuliers. Seul l’appui air-sol faisant appel à des vecteurs de l’armée de l’air fait débat. Si le BAI est très bien pris en compte dès l’échelon divisionnaire, le ***close air support* (CAS)**, à l’échelon tactique de contact, pose encore problème pour les troupes appuyées en raison du manque de souplesse dans **son intégration aux appuis feux d’autre nature**. C’est donc sur ce terrain que l’artillerie doit œuvrer afin de pouvoir offrir aux unités qu’elle appuie tout le panel des moyens d’appui feu dont nos armées disposent, en repensant en conséquence les modalités de coordination.

Au gré des restructurations en cours, l’artillerie sol-sol va voir ses régiments renforcés d’une batterie SATCP[[156]](#footnote-156). Elle doit ~~profiter~~ mettre à profit cet apport pour engerber les moyens de coordination de deuxième niveau (CNHM[[157]](#footnote-157)) et se doter de liaisons lui permettant d’entrer en contact avec tous les acteurs de la troisième dimension (liaison 16 et MIDS[[158]](#footnote-158)), et ce jusqu’aux capteurs (OAA[[159]](#footnote-159) et CAA[[160]](#footnote-160)). Récemment, le 11ème RAMa a conduit une expérimentation remarquée de déploiement de ses capteurs de l’avant jusqu’au niveau de la section. Aujourd’hui, l’armée de terre a émis un concept novateur sur l’intégration des appuis feux interarmées[[161]](#footnote-161) qu’il reste à mettre en œuvre, en liaison avec les autres armées.

Ces trois événements convergent pour l’artillerie vers la saisie **d’une opportunité qui pourrait la mener vers son rôle élargi d’appui feu** et la remettre sur les rails de l’emploi au profit du chef interarmes.

## Leçons d’histoire



# Les enseignements psychologiques

# de la guerre entre Israël et le Hezbollah



*Par le Lieutenant-colonel Michel GOYA,*

*de l’État-major des Armées*

*«****Une armée qui combat des faibles devient faible****»*

Martin Van Creveld

**L**e rapport de la commission Winograd[[162]](#footnote-162) sur la guerre entre Israël et le Hezbollah durant l’été 2006 est particulièrement éclairant sur les vulnérabilités psychologiques qui peuvent affecter une armée qui a perdu l’habitude de combattre un adversaire à sa mesure, au sein d’une nation qui elle-même se croit protégée de toute menace majeure.

##### La sécurité plutôt que la victoire

L’échec israélien de 2006 est d’abord le résultat de l’illusion d’avoir trouvé la «grande doctrine unifiée» applicable à toutes les formes de guerre et toutes les menaces. Cette illusion elle-même est issue de la conjonction des stratégies adoptées pour faire face à la menace intérieure (mouvements palestiniens) et à la menace lointaine (Iran nucléaire), reposant toutes deux sur le triptyque renseignement-bouclier (barrière de sécurité ou défense anti-missiles)-frappes précises à distance.

Cette vision défensive présentait en outre l’avantage de coller aux idées dominantes dans l’élite israélienne des années 2000, très culpabilisantes vis-à-vis de l’usage de la violence et même de la prise de risque. Le «politiquement correct» s’est ainsi imposé. Comme l’a souligné un général israélien devant la commission Winograd: *«Quand vous êtes forts et qu’il existe d’autres moyens pour remplir la mission, cela n’a pas de sens de risquer la vie des soldats»*[[163]](#footnote-163),ce qui, face aux mouvements palestiniens, se traduit par une guerre très aseptisée faite de multiples opérations à tout petits résultats mais sans risques (*«mieux vaut un 1-0 qu’un 3-1»* selon un slogan de l’époque) et où l’ennemi est détruit à distance, comme dans un jeu vidéo.

À partir de 2004, le système devient si rodé que certains commentateurs comme le général (rtd) Naveh le jugent confortable:

*«Il y avait certes quelques pertes de temps en temps mais les généraux avaient en permanence le contrôle des opérations. Ils pouvaient prétendre faire la guerre tout en ne courant pas beaucoup de risques et surtout pas celui d’être vaincus[[164]](#footnote-164)».*

Cette vision de la guerre, habillée de la sémantique du concept américain des «opérations fondées sur les effets (EBO)», s’est ainsi imposée comme un paradigme et a remplacé la stratégie offensive classique de guerre portée au plus tôt sur le territoire ennemi. Il est vrai que la menace proche, c’est-à-dire celle des pays arabes voisins, n’était plus considérée comme probable depuis longtemps.

##### La redécouverte douloureuse du combat

Aussi lorsque les opérations commencent contre le Hezbollah après le raid du 12 juillet 2006, les Israéliens n’ont pas l’impression de s’engager dans une guerre mais dans des actions de représailles aériennes, guère différentes, sinon par l’échelle, de ce qui passe alors dans la bande de Gaza. Le mot «guerre» n’est employé ni par le gouvernement, ni même par l’état-major interarmées[[165]](#footnote-165).

La destruction très rapide des lanceurs à longue portée du Hezbollah conforte même les décideurs israéliens dans l’idée que la stratégie choisie est la bonne. Très rapidement cependant il s’avère que, malgré les frappes et les brouillages électroniques, le Hezbollah est loin d’être paralysé, comme en témoignent les 100 à 200 roquettes qui s’abattent chaque jour contre le nord d’Israël. Les choses ne se passent donc pas comme prévu et les militaires israéliens se trouvent dans la situation paradoxale où ils courent moins de risques que les civils qu’ils sont censés protéger. Cette situation imprévue génère un «stress organisationnel», et comme tout stress, celui-ci peut provoquer fuite, stimulation ou inhibition.

Etant donné la disproportion des forces, le premier choix est celui de l’agressivité et de la montée aux extrêmes. Comme la force de frappe israélienne n’est pas menacée par un système de défense anti-aérien ou de contrebatterie, elle n’est pas soumise à une logique dialectique et peut donc continuer à appliquer la sienne propre selon une logique linéaire. On poursuit donc dans cette voie en augmentant simplement les «doses» et en s’efforçant de faire toujours plus vite et plus précis. Cette débauche de feu, qui va finir par coûter à elle seule 1% du PIB et représenter deux fois plus de projectiles lancés que pendant la guerre du Kippour, ne parvient pourtant quotidiennement qu’à tuer une dizaine de miliciens ennemis et à détruire une centaine de roquettes (sur un total de 12.000). L’état-major et le gouvernement persistent pourtant jusqu’à finir par retourner les opinions publiques, outrées par les pertes civiles (1.180 civils libanais tués) et les milliards de dollars de destruction infligés au Liban. Les instances internationales font alors pression pour imposer un cessez-le-feu. Les Israéliens se sont ainsi obstinés à réduire leur propre marge de manœuvre.

Outre la disproportion des forces, cette persistance est le fruit de plusieurs pièges logiques. Le premier est que celui qui est chargé, pour la première fois à grande échelle, de la mise en œuvre de la nouvelle doctrine est aussi largement son créateur: le Général Halutz, premier CEMA issu de l’armée de l’air. Changer de stratégie aurait imposé une remise en cause personnelle, cas peu fréquent dans l’Histoire. Le second est le manque de communications entre le CEMA et le gouvernement Olmert, le moins expérimenté militairement de toute l’histoire d’Israël, chacun prenant le silence de l’autre comme une approbation, ce qui rend évidemment difficile les éventuelles inflexions stratégiques. De toute manière, comme va le montrer la piètre performance de l’armée de terre, il n’y avait, une fois la campagne lancée, guère d’autre option envisageable.

Pendant les premiers jours de la campagne, les forces terrestres, à qui personne n’a dit qu’elles étaient en guerre, ont commencé par être employées comme dans les territoires palestiniens, en surveillance ou dans de minuscules opérations de prise de points d’observation le long de la frontière. Chaque décès fait l’objet d’un compte-rendu immédiat au CEMA (ce qui est sans doute un cas unique dans l’histoire des guerres) et une attaque est même interrompue dès la première perte.

Ce n’est que treize jours après le début des combats que le commandement israélien se décide à envoyer ses brigades à l’intérieur du Sud Liban pour éloigner la menace des roquettes de quelques kilomètres. Cet engagement agit comme un révélateur. Les soldats engagés se retrouvent face à un adversaire bien équipé, parfois mieux qu’eux, bien entraîné et, loin du modèle «post-héroïque»[[166]](#footnote-166), prêt à se sacrifier. C’est un choc:

*«Une colonne de chars a été frappée par deux missiles Cornets, deux chars ont explosé et tout le monde a perdu la tête ! Une salve de 81 mm a frappé un groupe de fantassins et tout le monde est devenu fou !*[…] *La plupart des troupes israéliennes avait perdu le contact avec la réalité. Elles étaient corrompues* [par l’Intifada]*»*[[167]](#footnote-167).

Cette fois le stress ne stimule pas l’agressivité et l’obstination, comme pour la force de frappe, mais surtout la paralysie. Dans des scènes qui évoquent août 1914 ou «***L’étrange défaite****»* de Marc Bloch, plusieurs généraux sont clairement incapables de prendre des décisions et sont rapidement «limogés» (dont le commandant de la prestigieuse 7ème brigade blindée).

##### L’impossible adaptation

Contrairement à la force de frappe, la force de choc terrestre est confrontée à une réelle opposition. Elle est donc soumise à une logique dialectique qui, à partir du moment où les méthodes habituelles sont contrées, ne laisse d’autre choix que l’adaptation ou la défaite. C’est ainsi qu’en octobre 1973 après un choc initial où les Israéliens ont vu leur instrument de guerre-éclair se briser sur le barrage antiaérien et antichars égyptien, on a assisté à une phase de réorganisation qui a permis la percée du front égyptien et la traversée du canal de Suez.

Ces ajustements internes rapides ont été possibles grâce au surplus de ressources intellectuelles dont disposait Tsahal. Face aux nombreux problèmes très concrets qui se sont posés en 1973, il s’est trouvé une multitude d’idées puisées soit dans l’expérience civile des réservistes mobilisés, soit dans la mémoire de militaires ayant vécu ou expérimenté autre chose que les méthodes en cours. Au Sud Liban en 2006, il n’y a rien eu de tel et les Israéliens ont été incapables de passer en «mode adaptatif». Au contraire, les nombreux comportements hérités de l’Intifada et inadaptés au nouveau contexte (déplacement de nuit à découvert, regroupement à l’intérieur des bâtiments, éparpillement des chars) ont perduré malgré l’évidence jusqu’à la fin de la guerre.

Cette rigidité est le résultat d’années d’opérations de sécurité intérieure qui ont fait perdre l’habitude de l’initiative au niveau des petits échelons. Mais surtout, le fond de compétences en matière de combat de haute-intensité a disparu par manque de temps, d’intérêt et de moyens d’entraînement accordés à cette forme de guerre. Certaines unités de réserve ont ainsi été engagées contre le Hezbollah sans s’être entraînées au combat depuis six ans. Les Israéliens sont aussi très pénalisés par une logistique «rationalisée» et organisée autour de bases ravitaillant toutes les unités dans leur zone de responsabilité. Cette structure, suffisante pour alimenter les petites actions pendant l’Intifada, a sombré dans la confusion la plus totale lorsqu’on est passé au soutien simultané de plusieurs brigades engagées au combat et imbriquées avec l’ennemi. Une grande partie de l’énergie des officiers a été ainsi accaparé par de purs problèmes de ravitaillement. Peu d’idées nouvelles ont donc surgi du front et moins encore ont pu circuler au sein d’un réseau de commandement très moderne mais organisé pour gérer les petites actions de l’Intifada et qui, à la manière d’un ordinateur surchargé, est devenu très lent au moindre changement d’intensité.

Ce n’est finalement que trois jours avant le cessez-le-feu, dans la nuit du 10 au 11 août, que l’on se décide à lancer une grande offensive terrestre en direction du fleuve Litani. Mais comme les unités terrestres n’ont guère évolué depuis le début des combats, cette grande offensive est une nouvelle source d’humiliations. Malgré la percée du front et des pertes sensibles (un tiers du total de la guerre), aucun résultat décisif n’est obtenu.

##### Le retour à la réalité guerrière

Cette guerre est la première guerre conventionnelle sinon perdue du moins ratée par une armée occidentale depuis la guerre d’Indochine. Cet échec est dû à l’oubli des fondamentaux de la stratégie mais aussi pour une très large part à des problèmes psychologiques: obsession de la protection, oubli de la violence, confusion sémantique, orgueil, aveuglement, paralysie cognitive pour certains, hyperactivité pour d’autres. Les Israéliens ont désappris le combat au profit de la sécurité et n’ont plus voulu payer le prix du sang, ce qui les a forcément placé dans une position d’infériorité face à des guerriers qui, eux, acceptaient le sacrifice.

Ces problèmes ont eu une origine à l’intérieur même l’institution militaire (fausses croyances, surestimation de l’efficacité de certains matériels) mais aussi dans la société. D’ailleurs les premières réactions qui ont suivi la guerre en Israël ont surtout été violentes envers l’élite intellectuelle et politique du pays, comme cette déclaration du journal Haaretz:

*«L’accusation de folie sera proférée contre toute la catégorie des faiseurs d’opinion israéliens et des responsables sociaux qui vivaient dans une bulle et qui ont amené Israël à vivre également dans une bulle. L’armée devra mettre sa maison en ordre et la reconstruire, mais la véritable colère sera dirigée contre les élites qui ont échoué[[168]](#footnote-168)».*

Depuis, un certain nombre d’illusions ont disparu en Israël où on assiste à un retour à la «remilitarisation de l’armée» et aux vieilles valeurs d’imagination et d’audace offensive. Les forces sont rééquilibrées et la structure d’entraînement reconstituée.

Mais cet exemple israélien interpelle évidemment toutes les armées occidentales et, s’il faut se garder bien sûr de toute transposition hâtive, force est de constater que les problèmes décrits plus haut évoquent certaines difficultés rencontrées par des contingents européens sous Casques bleus en Bosnie et surtout ceux des membres de la Coalition en Irak paralysés par le changement d’intensité soudain de la révolte mahdiste de 2004.

Il n’est donc peut-être pas inutile, avant d’être surpris à notre tour, de nous livrer à une vraie introspection et à se poser quelques questions:

* en multipliant depuis vingt ans les missions «sans ennemis» n’avons-nous pas enfoncé notre nouvelle armée professionnelle dans un «sentier» dont il sera difficile de sortir?
* en étant accaparés par les réorganisations successives, nous sommes-nous préparés intellectuellement à des changements brutaux de forme de guerre?
* en recherchant en permanence des économies à cout terme, avons-nous conservé le surplus de ressources nécessaires en cas de besoin d’adaptation rapide?
* sommes-nous psychologiquement prêts à un retour de la violence à grande échelle?
* que reste-t-il de notre capital de compétences en matière de combat de haute intensité?

L’évolution de la mission en Afghanistan avec l’engagement d’un bataillon supplémentaire dans une mission difficile peut constituer un premier test.

# Les heurs et malheurs

# de l’Irakisation (2003-2008)



*Par le Lieutenant-colonel Michel GOYA,*

*de l’État-major des Armées*

**L**a guerre au milieu des populations peut difficilement trouver une issue victorieuse sans la prise en compte du combat par les troupes de l’État souverain. Encore faut-il savoir quelle forme doit prendre cette force combattante entre le respect de la culture militaire locale, au risque de la contradiction avec les forces et les objectifs alliés, et le mimétisme, au risque de l’inadaptation au milieu et donc de l’inefficacité.

Le cas de l’Irak est un bon exemple des difficultés de cet arbitrage.

##### L’armée Potemkine

Dans le «nouvel Irak» tel qu’il est rêvé en 2003 par l’administration Bush, il n’y a que peu de place pour une armée nationale, hormis celle du Kurdistan allié. Les forces américaines sont bien suffisantes pour faire face à toutes les menaces et l’armée irakienne, coupable de sept coups d’État en 80 ans, apparaît surtout comme un facteur de déstabilisation. Tout au plus, après avoir supprimé d’un trait de plume l’armée de Saddam Hussein, l’ambassadeur Paul Bremer accepte-t-il de reformer une petite force de 30.000 hommes dépourvue de matériel lourd. La conscription est exclue mais aussi le recrutement sur des bases ethniques ou tribales, violant ainsi les principes de fonctionnement traditionnels irakiens.

Dans la logique néo-libérale du moment, la formation et l’équipement de cette petite armée sont confiés à des sociétés privées américaines. Pour plus de 300 millions de dollars, la société «Nour USA» s’engage à fournir des véhicules et de l’équipement individuel, mais un an plus tard, le contrat, non rempli, est annulé. Quant aux instructeurs de «Vinnel Corporation», bien peu parlent l’arabe et aucun ne vit ailleurs qu’à l’hôtel, en tous cas pas auprès de recrues locales payées 70 dollars par mois. Les bataillons irakiens n’ont aucune cohésion et le taux d’absentéisme y dépasse fréquemment le tiers des effectifs, sans parler des désertions. Mais cette armée échappant au commandement militaire de la Coalition, cela n’alerte personne.

Devant l’apparition d’un mouvement de rébellion de grande ampleur, la Coalition se rend pourtant compte rapidement que ses unités sont trop peu nombreuses et trop inadaptées au milieu pour y faire face seules. Le département d’État refusant toujours d’engager les bataillons irakiens dans les affaires intérieures, le Pentagone crée donc lui-même sa propre armée sous forme de garde nationale et de force de protection des points sensibles, pour s’apercevoir au bout de quelques mois que ces nouvelles structures se révèlent finalement plus aptes à servir de réservoir de ressources aux rebelles qu’à les combattre. Au printemps 2004, la Coalition obtient enfin l’autorisation d’utiliser l’armée régulière.

La crise d’avril 2004 (révolte mahdiste dans le Sud, résistance de Falloujah) fait alors voler en éclat le village Potemkine. Le premier bataillon irakien engagé contre des rebelles se débande à quelques kilomètres de Falloujah tandis que sur l’ensemble de l’Irak, un tiers des gardes nationaux et la moitié des policiers désertent. En désespoir de cause, les Américains tentent pour la première fois de jouer de jouer la carte ethnique en formant une brigade ad hoc d’anciens combattants sunnites pour prendre en compte la sécurité de Falloujah, mais il suffit de quelques semaines pour que cette nouvelle brigade prenne fait et cause pour les rebelles. Seules les cellules clandestines utilisées par la CIA dans la traque des anciens dignitaires puis des dirigeants rebelles (les «commandos Shahwani») ont une certaine efficacité.

##### L’option Salvador

Devant ce désastre, les Américains comprennent qu’ils ne parviendront jamais à éradiquer les différents mouvements de guérilla et que la seule stratégie pour durer sans subir trop de pertes consiste à faire prendre en compte le combat par les Irakiens eux-mêmes. De source de déstabilisation, l’armée irakienne devient alors la solution à tous les problèmes américains. Cette fois, c’est le Pentagone qui prend en compte la formation de ce nouvel avatar d’armée nationale et forme pour cela un commandement spécifique confié au Général Petraeus avec un budget annuel d’environ sept milliards de dollars par an.

Le problème est qu’il faut des années pour former une armée et qu’en 2004 la situation est critique à quelques mois des élections présidentielles américaines et législatives irakiennes. Dans l’urgence, deux autres formes d’irakisation du conflit prennent alors spontanément une ampleur considérable. Les sociétés militaires privées d’abord, dont les effectifs explosent jusqu’à dépasser le contingent américain en 2007, emploient massivement des gardes armés (25.000 en 2006, le double actuellement) dont évidemment beaucoup d’Irakiens. En offrant des salaires supérieurs à l’armée nationale, les SMP attirent ainsi une bonne partie de la ressource humaine disponible.

Surtout, le gouvernement provisoire d’Illyad Allaoui, mis en place en juin 2004, décide de créer ses propres troupes sous couvert du ministère de l’intérieur. La première d’entre elles est la Force spéciale de la police, confiée à l’oncle du ministre. Contrairement aux bataillons de l’armée nationale, cette unité recrutée selon des liens tribaux et claniques parmi les anciens militaires sunnites est disciplinée et efficace. Petraeus est placé devant le fait accompli mais il décide «d’essayer ce cheval» et de l’aider. La Force spéciale (10.000 hommes en 2005) est alors de tous les combats de reconquête agissant en deuxième rideau des troupes américaines pour «nettoyer» les zones réoccupées de toutes les cellules rebelles qui y subsistent.

Dans l’immédiat, cette solution ne paraît comporter que des avantages et la Force spéciale fait des émules. Les unités irrégulières se multiplient jusqu’à mériter le surnom de «*pop-up»* (champignons). Constituées sur des bases ethniques et sous le commandement d’un chef sûr, elles ont une forte cohésion et une efficacité certaine. Pour autant, certains commencent à exprimer des craintes sur cette «option Salvador», en référence à l’emploi des groupes paramilitaires dans ce pays. Ces unités, comme les SMP, entretiennent l’incertitude et la confusion dans un conflit déjà complexe. De plus, en accaparant la majeure partie des ressources du ministère de l’intérieur, elles laissent la police urbaine dans un état déplorable propice à l’infiltration par les organisations chiites, l’armée du Mahdi en premier lieu.

##### La boîte de Pandore

L’arrivée au pouvoir des Chiites, à l’occasion des élections de 2005, ouvre alors la boîte de Pandore. Pour commencer, le nouveau gouvernement procède à une nouvelle débaasification en remplaçant les unités spéciales sunnites par ses propres brigades, dont la redoutable «*Dhib»* (Loup), et en les plaçant sous le contrôle de l’organisation Badr, bras armé de l’Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak, le principal parti chiite. Ces forces spéciales de police, qui disposent de leurs propres prisons et ont une forte tendance à ne pas distinguer entre rebelle et opposant au régime, prennent alors des teintes de plus en plus marquées d’escadrons de la mort. Simultanément, la police des rues, en particulier à Bagdad, passe sous l’emprise mahdiste et dispute à Badr le contrôle des quartiers.

Le changement de pouvoir accélère aussi la radicalisation de la mouvance djihadiste sunnite qui, sous l’impulsion d’Al-Qaïda en Irak (AQI), multiplie les massacres de chiites et les assassinats de personnalités sunnites accusés de vouloir réintégrer le jeu politique. À la fin de 2005, cette politique du pire entraîne ainsi une nouvelle cassure, au sein du front sunnite cette fois, les tribus et les nationalistes étant exaspérés par les agissements d’AQI. On se trouve ainsi avec cinq fédérations combattantes (Kurdes, Sunnites nationalistes, djihadistes, armée du Mahdi, Badr) qui s’affrontent sur des lignes de fracture inter et intra-ethniques et dans une capitale qui tend à devenir un trou noir de violence susceptible d’entraîner le reste du pays.

##### L’armée de sable

À ce moment là, l’armée nationale irakienne vient à peine d’atteindre la maturité au prix de 20 milliards de dollars et de l’engagement de centaines d’équipes de conseillers américains. Sur le papier, l’ensemble est impressionnant avec plus de 115.000 hommes et 85 bataillons; mais en réalité, cette armée, qui a pratiquement doublé de volume tous les ans (160 bataillons actuellement), est surtout une grenouille devenue bœuf. Une brigade irakienne engage rarement plus de soldats sur le terrain qu’un bataillon américain et avec moins d’équipements. Hormis à la 9ème division mécanisée, les bataillons sont en fait à peine mieux armés que les rebelles qu’ils combattent. Le soutien logistique dépend presque entièrement des Américains et le pillage est général (plus d’un milliard de dollars d’équipement auraient été détournés). De fait, la plupart des bataillons se désagrègent rapidement dans les zones de combat.

De plus, cette armée continue à susciter la méfiance à la fois des Sunnites, car elle a été d’abord créée pour lutter contre eux, mais aussi du gouvernement Maliki qui voit en elle, la chose des Américains et l’instrument possible de sa chute. Aussi, comme Saddam Hussein, ce dernier préfère-t-il s’appuyer sur ses propres milices.

Placés en retrait aux côtés de forces américaines qui se sont elles-mêmes largement repliées sur de grandes bases, les militaires irakiens assistent impuissants au développement de la guerre civile en particulier à Bagdad, où plus personne ne faisant confiance à personne, les milices d’autodéfense se sont multipliées sous le contrôle des extrémistes de tous bords. La ville est alors le théâtre d’une guerre mi-criminelle mi-idéologique où gangs mahdistes et salafistes s’affrontent à coup de rackets, enlèvements, assassinats et attentats. Face au gouffre, le gouvernement Maliki, est obligé de faire appel aux forces américaines et à l’armée irakienne pour rétablir la situation. Il faut alors plus d’un an et l’envoi de 28 brigades (18 irakiennes et 10 américaines), sans parler des milices diverses, pour extirper les réseaux djihadistes et refouler les Mahdistes, dont le chef décrète prudemment une trêve.

##### Gulliver ligoté

Au printemps 2007, cette mobilisation du «Surge» mais aussi l’assassinat de plusieurs personnalités sunnites importantes par AQI finissent par convaincre les tribus et les principaux mouvements nationalistes sunnites de rejoindre le mouvement dit de l’«éveil» (*Sahwa*) fondé par le cheikh de la tribu des Rishawi contre les djihadistes mais avec le soutien américain. La situation dans l’Anbar évolue ainsi spectaculairement en faveur des Américains contre qui les attaques diminuent de 10% chaque mois. L’expérience du *Sahwa* est alors étendue à d’autres provinces. À rebours de toute la politique d’absorption des milices dans les forces gouvernementales, les Américains acceptent de financer plus de 300 groupes locaux regroupant 100.000 «fils de l’Irak».

Ce retournement d’alliance a, avec la trêve des Mahdistes, largement contribué au bon bilan du Général Petraeus mais il est sans doute aussi synonyme d’une libanisation rampante. Outre le malaise qu’éprouvent de nombreux Américains à combattre aux côtés d’anciens adversaires, beaucoup s’interrogent sur cette politique d’armement d’une nouvelle armée ethnique (82 % des «fils de l’Irak» sont sunnites) presque aussi nombreuse que l’armée régulière. Plusieurs groupes *Sahwa* s’opposent violemment aux Kurdes à Kirkuk et Mossoul mais aussi désormais aux forces de sécurité gouvernementales dans certaines provinces.

Coincés entre toutes ces forces contradictoires qu’ils ont contribué à libérer sans les maîtriser, lâchés par une «Coalition des volontés» de moins en moins volontaire, les Américains apparaissent désormais comme un Gulliver ligoté par les Lilliputiens. Ils se croyaient manipulateurs dans la région, ils sont devenus manipulés comme, selon le vieil adage arabe, lorsque la magie s’empare du magicien. Ils ont néanmoins un atout non négligeable: remplaçant Saddam Hussein dans ce rôle, ils sont devenus la clef de voûte d’une nation qui se délite mais qui sans eux basculerait complètement dans le chaos. Ils peuvent jouer de cette position d’arbitre entre des communautés qui, à l’inverse de leurs discours, cherchent toutes l’alliance ou la neutralité américaine, pour, au mieux, espérer une sortie honorable.

## Insign CESAT On a aimé

# Les Guerres modernes

# racontées aux civils

# …et aux militaires*[[169]](#footnote-169)*,



# De Pierre SERVENT

*«****N****e dites pas aux Français qu’ils sont en guerre, ils préfèrent croire à la paix perpétuelle avec, de temps en temps, une secousse tellurique lointaine»* (page 251). Voilà qui fixe bien l’axe central du dernier opus de Pierre Servent. L’auteur, en citant le Chef de l’État qui déclarait le 17 juin 2008 lors de la présentation du Livre Blanc que si (…) «le monde n’était pas plus dangereux» hier qu’aujourd’hui, «il était plus incertain», nous offre une somme d’analyses et de réflexions sur notre environnement sécuritaire et militaire complexe et polymorphe. Sa démarche est fondée sur une connaissance aiguë des questions de défense mais aussi, et c’est bien là que réside la force de cet ouvrage, sur une expérience personnelle forgée, notamment, au long de participations aux opérations extérieures. Pierre Servent est donc, à la fois, observateur et acteur. Cette double capacité donne aux différents chapitres un éclairage parfois cru. Des vérités sont dites. Des constats quelquefois sévères sont dressés.

Le livre s’organise autour de trois parties: «Comprendre la guerre», «Vivre la guerre» et «Préparer la guerre». Chacune d’elle est ponctuée d’exemples, de récits souvent inédits, de commentaires et apporte une compréhension souvent originale sur les conflits récents, les «guerres barbares» et l’outil de défense national. Ainsi, dans le chapitre «Livre Blanc et Idées noires» de la 3ème partie, l’auteur rappelle la situation souvent délabrée de certains de nos équipements. Il ne dissimule pas les inquiétudes qui naissent des turbulences économiques et financières actuelles. Et si malgré les engagements, nos armées n’avaient pas les moyens promis pour continuer à «jouer dans la cour des Grands»?

Pierre Servent s’engage aussi en n’hésitant pas à écrire, par exemple, qu’au moment de la professionnalisation *«ce fut une erreur de ne pas avoir mis sur pied, dans la foulée, un service civique, avec une composante «armée et défense» pour les jeunes Françaises et Français»* (page 223).

Le livre s’achève avec le récit détaillé des combats de la vallée d’Uzbeen et les enseignements tirés de cette «secousse tellurique lointaine» et pourtant si proche car avec cette embuscade, la France a redécouvert…la guerre.

*Chef de bataillon (ORSEM) Philippe GOUËSMEL*

# L’imbroglio turc[[170]](#footnote-170)



## De François DOPFFER

**«Q**uiconque veut se faire une idée claire de “l’imbroglio turc” aujourd’hui aura intérêt à lire ce livre de François Dopffer. Il faut dire qu’il est mieux placé que d’autres pour le débrouiller: diplomate expérimenté, il a été ambassadeur à Ankara de 1991 à 1996, y a gardé des contacts, et connaît très bien ce pays. Convaincu de l’adhésion de la Turquie à l’Union européenne, il aborde le problème de façon engagée mais néanmoins posée, méthodique, sérieuse et, surtout, argumentée. Il ne laisse de côté aucune question délicate. ..» (Hubert Védrine, Préface)

«En fait…sur plus de quatre siècles…les sultans ont oscillé entre l’Orient et l’Europe. La vocation européenne de la Turquie est donc une interprétation de l’histoire qui a sa part de vérité et sa part de mythe»

Ces deux extraits du livre suffisent à le caractériser. Sa lecture permet un point précis et exhaustif de la question turque et de la relation de ce pays avec l’Europe: dedans ou dehors? L’auteur ne cache pas sa préférence pour la première solution, mais son analyse, très objective et minutieuse, laisse au lecteur le soin de forger sa propre opinion.

Un dossier de base.

### Par le Général (2°s) Christian PIROTH

# 

# Orient-Occident, le choc?

# Les impasses meurtrières[[171]](#footnote-171)



## Par Christian CHESNOT et Antoine SFEIR

**C’**est un volumineux document (649 pages!), mais dont la lecture est recommandée, en complément de la conférence d’Antoine Sfeir, qui a été organisée par l’Association MINERVE[[172]](#footnote-172).

Ce livre se veut à la fois une chronique de l’histoire récente des États arabes d’abord livrés aux appétits des occidentaux puis devenus puissants (et rivaux) grâce au pétrole, mais incapables d’accepter la présence d’un «État sioniste». C’est aussi un certain cri d’alarme devant l’impuissance des responsables politiques à trouver des solutions à cette situation alors que notre avenir dépend en partie d’un retour de la stabilité dans ce Moyen-Orient.

#### Par le Général J.-N. SORRET

# Le Déchirement

**Lettres d’Algérie et du Maroc[[173]](#footnote-173)**



## De Jérôme MONOD

**L**e parcours de Jérôme MONOD est étonnant. On connaît le haut fonctionnaire proche de Jacques Chirac, on connait le capitaine d’industries (Gaz de France, SUEZ…). Ce qui est moins connu est son parcours de militaire. C’est l’objet de ce livre à travers la publication des lettres qu’il a adressées à sa famille pendant ces presque trois années de service militaire.

Appelé en Algérie en 1953, officier de réserve au Maroc il assiste à la répression des soulèvements qui feront près de 1.000 morts à Port Lyautey en 1954. Rappelé en 1957, à la fin de sa scolarité de l’ENA, il sert en Algérie où il est témoin de certains débordements dans les actions de maintien de l’ordre et reste très marqué par cette période. Il devrait revenir sur ce thème dans un autre ouvrage à paraître prochainement.

En attendant la lecture de cette chronique très personnelle est particulièrement riche d’enseignements et nourrit la réflexion.

On peut difficilement s’empêcher de lier la lecture de ces témoignages à l’éthique que nous propose le Colonel Royal dans son dernier ouvrage.

#### Par le Général J.-N. SORRET

# L’éthique du soldat français,

## la conviction d’humanité[[174]](#footnote-174)



### **De Benoît ROYAL**

**L**e Général Bachelet, artisan de l’élaboration du code du soldat dans l’armée de terre dont l’influence transparaît souvent dans l’ouvrage du colonel Royal, a rédigé la postface de ce livre en rappelant le propos du Général de Boissieu au sujet d’un document traitant du même thème: «…c*et excellent document….. aurait du être écrit avant les épreuves algériennes, cela aurait évité bien des drames*».

Des drames il y en a encore comme à Bouaké, en Cote d’Ivoire, où un sous-officier français abat de sang froid un présumé pillard et où ce crime est dérobé à la connaissance de la hiérarchie.

D’où l’actualité et le grand intérêt de ce livre.

Son objectif me semble double.

Il est d’abord d’une grande qualité pédagogique pour les acteurs de terrain, les soldats et les cadres de contact, confrontés aujourd’hui à des situations extrêmes et qui dans ces situations, bien décrites par des exemples concrets, doivent respecter la vie et la dignité humaine et avoir un comportement exemplaire.

Il peut être aussi, s’il est exporté hors de l’institution militaire, le vecteur d’une meilleur compréhension de l’action, des actions devraient-on dire, de nos forces armées.

Je suis néanmoins un peu réservé sur certains exemples, le 1er en particulier, où est évoquée la personnalité du commandant Galopin disparu au Tchad dans un contexte politique difficile, et sur certaines affirmations discutables comme seules les forces armées des nations anciennes telles la France ou le Royaume-Unis, ont réussi à se construire sur cette grande idée que «**la force sans le droit rend la vérité abjecte»** (Pascal).

*Par le Général J.-N. SORRET*

# L’eau en Asie du sud:

**confrontation ou coopération?[[175]](#footnote-175)**



**D’Alain LAMBALLE**

**L’**eau est redevenue une préoccupation majeure pour la communauté internationale en ce début de XXIème siècle. En France, les travaux de Franck Galland[[176]](#footnote-176), d’Alexandre Thaithe[[177]](#footnote-177) ou de Barak Mikail[[178]](#footnote-178) l’attestent. L’eau est également et surtout une «source de vie et de mort», ce que le Général Alain Lamballe rappelle fort justement dans son dernier ouvrage consacré à «l’eau en Asie du Sud: confrontation ou coopération?», qui comble un vide dans la littérature consacrée à ce sujet, puisqu’à notre connaissance il s’agit du premier livre à l’échelle internationale à évoquer cette question dans sa globalité à propos de cette région. Différentes études ont certes déjà été publiées sur le sujet dans cette zone, et le Général Lamballe y a contribué[[179]](#footnote-179), mais toujours sous un angle spécifique, ponctuel ou local, donc sans en dégager l’essence ou/et les enjeux au niveau de la région.

Expert reconnu et réputé sur l’Asie du Sud, le général Lamballe était le candidat désigné pour aborder ce sujet crucial. Est-il utile de rappeler, dans les grandes lignes, son parcours et ses liens avec cette région? Docteur en sociologie politique de l’EHESS avec une thèse sur «Le problème tamoul au Sri Lanka»[[180]](#footnote-180), diplômé en ourdou et hindi de l’Inalco, attaché militaire adjoint en Inde puis attaché de défense au Pakistan avec accréditation au Sri Lanka et aux Maldives, responsable du bureau «Asie du Sud-Est», puis «Asie Méridionale» au SGDN, directeur du séminaire de géopolitique «Asie du Sud» au CID, membre du groupe de réflexion Asie 21 et auteur d’un ouvrage sur «Insurrections et terrorisme en Asie du Sud»[[181]](#footnote-181), le Général Lamballe se rend, par ailleurs, régulièrement dans la région, ce qui lui permet d’allier connaissances académiques et expériences de terrain dans la réalisation de ses travaux, donnée assez rare pour être soulignée.

Organisé autour de la dialectique confrontation/coopération, tel que le sous-titre l’énonce, son ouvrage étudie la question de l’eau sous l’angle de la sociologie politique. Il est divisé en cinq chapitres d’importance variable, mais qui couvrent tous les aspects essentiels du sujet: enjeux par rapport au droit et à la stratégie, dimension régionale et relations bilatérales (ainsi que les liens avec les trois pays voisins limitrophes les plus concernés: République populaire de Chine, Afghanistan et Birmanie) et enjeux internes pour chacun des États de la région (deux chapitres spécifiques pour l’Inde et le Pakistan, un chapitre global pour les cinq autres pays: Bangladesh, Népal et Bhoutan, Sri Lanka et Maldives).

La gestion de l’eau, à l’image de tous les autres grands dossiers, est particulièrement complexe en Asie du Sud. Elle s’inscrit dans une logique de confrontation, ou plutôt de coopération contrainte et forcée, alors qu’elle devrait s’inscrire dans une logique de coopération naturelle. Néanmoins, cela ne signifie pas qu’elle soit la source de futurs conflits dans la région. Au pire, elle pourra contribuer à la détérioration de situations déjà tendues. Un cas, cependant, pourrait infirmer cette prévision. L’eau est un enjeu stratégique au Pakistan et des retenues des eaux de l’Indus trop conséquentes, en contravention avec le traité de 1960, pourraient signifier un *casus belli* pour Islamabad, avec un recours à la force qui pourrait théoriquement aller jusqu’à l’emploi de l’arme nucléaire….

Cet exemple illustre les tensions qui existent entre les différents pays de l’Asie du Sud à propos de la gestion des ressources en eau. À l’exception du Bhoutan, tous les États de la partie continentale de la région ont des contentieux avec l’Inde à ce sujet. Il est que cette dernière est un «géant» par rapport aux autres pays, qu’elle possède des frontières avec tous ses voisins, l’inverse n’étant pas vrai, qu’elle entretient des relations délicates avec chacun d’entre eux et que sa position de pays amont, sauf avec le Népal, lui permet de «négocier» en position de force avec ses voisins pakistanais (Indus) et bangladais (Gange, Brahmapoutre, notamment). Cette position de force n’est cependant que relative dans la mesure où le nid de ces fleuves se situe en République populaire de Chine, plus précisément au Tibet, partenaire «stratégique» du Pakistan et du Bangladesh…Dès lors, toute politique restrictive de gestion du débit de l’eau des fleuves par l’Inde aura des conséquences négatives sur le Pakistan et le Bangladesh, et ce même type de politique de la part de Pékin produira des effets négatifs en Inde, avec des effets encore plus négatifs sur ces partenaires situés en aval, le Pakistan et le Bangladesh; Pékin devant néanmoins ménager la susceptibilité de ses «amis» situés plus au sud…L’interdépendance des effets en matière de gestion de l’eau est donc une donnée majeure pour bien comprendre la politique dans cette région, d’autant que sur sa partie occidentale, l’Asie du Sud comprend une zone de fixation entre l’Inde et le Pakistan, mais également la République populaire du Chine, le Cachemire, où l’eau est aussi une donnée essentielle[[182]](#footnote-182), à côté de celles de l’histoire, de la religion ou de l’essence même des États indien et pakistanais.

La gestion de l’eau est tout aussi complexe sur le territoire même des États de la région, en particulier en Inde et au Pakistan. Dans le premier pays, la constitution énonce les compétences de l’État fédéral et des États provinciaux en la matière, mais la multiplication des acteurs impliqués et des intérêts divergents[[183]](#footnote-183) conduisent, bien souvent, la justice à décider, après plusieurs années de procès, de la validité ou non de la décision de construire un barrage sur un fleuve ou un autre, ou du mode de répartition des recettes générées par ce barrage, voire de son volume entre États, villes, villages. La dimension judiciaire prime sur la cohérence ou l’efficacité politique dans un pays où la pratique des coalitions est une règle…Dans le second pays, le problème de la gestion de l’eau reflète le niveau d’inimitié qui existe entre les différentes provinces et entre celles-ci et le centre; le Pendjab et Islamabad cristallisants contre eux toutes les rancœurs. Les enjeux sont proches de ceux observés en Inde, à savoir le choix du lieu de construction des barrages et l’opportunité de les construire, la répartition du volume des eaux et des revenus générés. Dans ces deux pays, une attention particulière est accordée à la construction de canaux avec pour ambition de relier les fleuves entre eux et d’assurer ainsi un quadrillage hydrique «complet» du pays. L’Inde, cependant, est bien mieux doté en cours d’eau que son voisin occidental. Par ailleurs, la situation intérieure dans ce dernier pays, ainsi que son environnement régional, ne prêtent pas à une réflexion approfondie sur ce sujet.

Le Bangladesh est, comme l’Inde, richement doté en eau, mais, comme le Pakistan, c’est un pays aval et donc dépendant des pays amont et notamment de l’Inde pour la gestion de son parc d’eau. De plus, la mousson, les inondations, les remontés d’arsenic et une démographique galopante ne laissent présager rien de bon pour ce pays situé pratiquement au niveau de la mer et considéré comme l’un des plus pauvres de la planète…

Ainsi, cet ouvrage a le mérite de présenter de façon exhaustive la géographie des cours d’eau de l’Asie du Sud ainsi que celle de ses barrages et canaux. Il met bien en évidence les interdépendances qui existent entre le pays amont et les pays aval et le fait qu’il existe peu de coordination dans les politiques de gestion de l’eau entre ces États. Les interdépendances internes sont également bien décrites et nous éclairent sur les enjeux d’aujourd’hui et de demain. Les annexes, sous forme de tableaux et de cartes des cours d’eau et de leurs bassins, et la bibliographie sont également très utiles. Par contre, les cartes politiques sont malheureusement difficilement lisibles. En outre, il aurait été utile que l’auteur insiste, aussi bien pour l’Inde et le Pakistan, que pour la République populaire de Chine, sur le projet de politique générale envisagé de gestion des cours d’eau. À cet égard, avant d’entrer dans le détail des projets affectés à chaque cours d’eau et des difficultés rencontrées lors de leur réalisation, il aurait été éclairant, par une approche systémique, de présenter les objectifs ou desseins de chacun, axes directeurs et programmation, ce qui nous aurait permis d’apprécier la cohérence ou l’absence dans la politique conduite par l’Inde, le Pakistan, le Bangladesh et la République populaire de Chine en la matière.

Néanmoins, «L’eau en Asie du Sud: confrontation ou coopération?» est un ouvrage clair et facile d’accès, essentiel, de base, pour toute personne qui intéresse à cette région qui est aujourd’hui stratégique à bien des égards.

*Par Monsieur Laurent AMELOT,*

*Enseignant à l’Institut d’Étude des Relations Internationales (ILERI)*

Directeur de la publication:

GCA (2°s) PIROTH

Comité éditorial**:**

**Gbr DEFRETIN,**

**Col BIZEUL,**

**Col TOURAILLES,**

**Col (H) MAZEL,**

Lt-col PLAETEVOET,

**Ltn (R) TAILLANDIER**

Rédacteur en chef**:**

**Lt-col PLATEVOET**

Rédacteur en chef adjoint**:**

**Ltn (R) TAILLANDIER**

Rédacteur en chef adjoint technique:

**Col (H) MAZEL**

Site intraterre: [www.cesat.terre.defense.gouv.fr](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr)

(rubrique publications)

Impression:

ÉDIACAT Saint-Étienne

1. **Site Internet CESAT:** [**www.cesat.terre.defense.gouv.fr**](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr)

   **Site Intradef CESAT**: **www.cesat.terre.defense.gouv.fr** [↑](#footnote-ref-1)
2. ***Comme son nom l’indique, cette rubrique comporte des articles qui n’engagent que leurs auteurs.*** [↑](#footnote-ref-2)
3. OPEX: Opérations Extérieures. [↑](#footnote-ref-3)
4. MISSINT: Missions Intérieures. [↑](#footnote-ref-4)
5. OME: Outre Mer et Etranger. [↑](#footnote-ref-5)
6. TUEM: Tableau Unique d’Effectifs et de Matériels. [↑](#footnote-ref-6)
7. Livre blanc pour la Défense et la Sécurité nationale, 2008. [↑](#footnote-ref-7)
8. Paris, Chapelot; nombreuses rééditions, la dernière chez Economica en 2004. [↑](#footnote-ref-8)
9. Victor Davis Hanson, *Le modèle occidental de la guerre*, Paris, Les Belles Lettres, 1990. [↑](#footnote-ref-9)
10. Michel Goya, *La chair et l’acier*, Paris, Tallandier, 2004. [↑](#footnote-ref-10)
11. ***NdlR: Le texte de cet article est un extrait de l’intervention faite par l’auteur lors du colloque «Quelle ambition navale pour la France» organisé à l’École militaire le 9 décembre 2008.*** [↑](#footnote-ref-11)
12. Cabinet de conseils en risques géopolitiques [↑](#footnote-ref-12)
13. Membre de l’U.M.R. IRICE (Identités, relations Internationales et Civilisations de l’Europe), chercheur associé au Service Historique de la Défense – Département Terre [↑](#footnote-ref-13)
14. Entre autres, article 160: L’armée allemande ne pourra dépasser 100.000 hommes, article 171: La fabrication de tanks lui est interdite, article 198: Les forces militaires allemandes ne devront comprendre aucune aviation. [↑](#footnote-ref-14)
15. Á ce sujet, lire I. Davion, «***Mon voisin, cet ennemi. La France face aux relations polono-tchécoslovaques entre 1919 et 1939****»*, Peter Lang, 2009. [↑](#footnote-ref-15)
16. K. Hovi: «***Security before Desarmament, or Hegemony. The French Alliance Policy 1917–1927***», in R. Ahmann, A.M. Birke, M. Howard (ed.), «***The Quest for Stability. Problems of West European Security 1918-1957****»*, 1993, p. 115-126. [↑](#footnote-ref-16)
17. P-S Wandycz, «***The Twilight of French Eastern Alliances 1926-1936. French-Czechoslovak-Polish Relations from Locarno to the Remilitarization of the Rhineland****»*, 1988, p. 80. [↑](#footnote-ref-17)
18. Archives du Ministère des Affaires Étrangères (MAE), Papiers d’Agents (P.A.), J. Paul-Boncour, vol. 6: article «M. Paul-Boncour et les alliances» du 16 avril 1932. [↑](#footnote-ref-18)
19. M. Vaïsse, «***Sécurité d’abord. La politique française en matière de désarmement, 9 décembre 1930-17 avril 1934****»*, 1981, p. 27. [↑](#footnote-ref-19)
20. G.H. Soutou, «La perception de la puissance française par René Massigli en 1938», *Relations Internationales* n°33, 1983, pp. 13. [↑](#footnote-ref-20)
21. Le CSDN donne l’exemple d’un accord de la Vistule, un accord balkanique, un accord baltique: MAE, PA, J. Paul-Boncour, vol. 2, f. 168: avis émis par le CSDN le 8 janvier 1932. [↑](#footnote-ref-21)
22. M. Vaïsse, «***Sécurité d’abord…****»op. cit.*, p. 121. [↑](#footnote-ref-22)
23. MAE, Tchécoslovaquie, vol. 214, f. 97: télégramme n°317 de Charles-Roux. [↑](#footnote-ref-23)
24. MAE, PA, A. Millerand, vol. 3, f. 60: plan proposé par Lord Esher pour la réduction des armements nationaux. [↑](#footnote-ref-24)
25. MAE, PA, J. Paul-Boncour, vol. 2: note de Massigli du 19 janvier 1932. [↑](#footnote-ref-25)
26. Une augmentation au moins du Corps de protection des frontières, pour la Pologne. SHAA, 1B11, d. 2: attitude de la Pologne le 5 janvier 1932. [↑](#footnote-ref-26)
27. SHAA, 1B11, d. 2: attitude de la Tchécoslovaquie le 5 janvier 1932. [↑](#footnote-ref-27)
28. MAE, PA, J. Paul-Boncour, vol. 2: note de Massigli du 19 janvier 1932. [↑](#footnote-ref-28)
29. J-B. Duroselle, «***Histoire diplomatique…****»op. cit.*, p. 163. [↑](#footnote-ref-29)
30. M. Vaïsse, «***Sécurité d’abord…****»op. cit.*, p. 82. [↑](#footnote-ref-30)
31. R. Ulrich-Pier, «***René Massigli (1888–1988)****»*, Peter Lang, 2005 (Thèse dactylographiée, p. 201). [↑](#footnote-ref-31)
32. AN, fonds J. Paul-Boncour, 424 AP/17: discours et polémiques autour du plan de désarmement. [↑](#footnote-ref-32)
33. *Loc. cit.* Respectivement le 20 novembre 1932: «Le plan français de désarmement et l’opinion polonaise», et le 8 novembre: «L’égalité des droits aux armements et le plan français, un exposé de M. Bénès». [↑](#footnote-ref-33)
34. G-H Soutou, «L’alliance franco-polonaise (1925-1933) ou comment s’en débarrasser?», *Revue d’Histoire Diplomatique*, 1981 (95), pp. 295-348. [↑](#footnote-ref-34)
35. J. Bariéty, «***Les partisans français de l’entente franco-allemande et la «prise du pouvoir» par Hitler, avril 1932- avril 1934***», J-M. Valentin (dir.), «***La France et l’Allemagne entre les deux guerres mondiales****»*, 1987, pp. 21-30. [↑](#footnote-ref-35)
36. M. Vaïsse, «*Sécurité d’abord…»op. cit.*, p. 344. [↑](#footnote-ref-36)
37. «**introduction à la stratégie***», chap II* [↑](#footnote-ref-37)
38. Chiffres extraits de l’ouvrage «**Aviation Indochine**», Général Chassin [↑](#footnote-ref-38)
39. voir carte en annexe [↑](#footnote-ref-39)
40. “I don’t want another Diên-Biên-Phu”, président Lyndon Johnson, Times Février 1968

    “L’ennemi espère remporter à Khé Sanh une victoire du même type que celle obtenue en 1954 à Diên-Biên-Phu, dans le but de provoquer un choc psychologique et de briser le moral américain ”, Général Westmoreland, commandant en chef des forces américaines au Vietnam (cité dans Vietnam studies, Air Mobility 1961-1971, by Ltt General J Tolston, Chap IX) [↑](#footnote-ref-40)
41. De type Lockheed C130 «Hercules», Fairchild C123 «Provider» et De Haviland C7A (dénomination américaine de la version militaire du DHC-4 «Caribou»). [↑](#footnote-ref-41)
42. Il s’agissait de chars amphibies de construction soviétique de type PT76. C’est la première fois que le forces du Général Giap utilisent l’arme blindée dans la guerre du Vietnam. [↑](#footnote-ref-42)
43. Voir carte en annexe [↑](#footnote-ref-43)
44. Les B52 opéraient depuis la base d’Andersen dur l’île de Guam, située à plus de 4.000 kilomètres de leurs objectifs. Chaque mission durait entre 10 et 12 heures. Leur capacité d’emport était de 51 bombes classiques de 374 kg. D’autres opéraient depuis les bases de U Tapao en Thaïlande ou de Kadena (Okinawa) avec un chargement de 108 bombes de 250 kg. [↑](#footnote-ref-44)
45. Capteurs de type ACOUSID: acoustic / seismic intrusion detector. ADSID / HELOSID: Air / Helicopter delivered seismic intrusion Detectors (conçus pour se planter dans le sol, ils étaient largués par des avions d’attaque type F4 ou de reconnaissance type OP-2E ”Neptune”ou d’hélicoptère) [↑](#footnote-ref-45)
46. Version d’écoute et de renseignement électronique du C121 “super constellation” [↑](#footnote-ref-46)
47. Ce centre, ISC (infiltration surveillance center), était en charge de l’ensemble des opérations de localisation sur la piste Hô-Chi-Minh [↑](#footnote-ref-47)
48. AB3C : Airborne battlefield command and control center [↑](#footnote-ref-48)
49. Au total, les B52 et chasseurs bombardiers américains délivrèrent en 11 semaines autour de Khé Sanh près du double du tonnage de bombes larguées par l’US Army air force durant la guerre du pacifique entre 1942 et 1943. (Chiffres extraits de “Airpower at Khe Sanh”, Air force magazine, août 1998, VOL 81, N°8) [↑](#footnote-ref-49)
50. «the thing that broke their back...was the fire of B52’s», cité dans “Airpower at Khe Sanh” [↑](#footnote-ref-50)
51. Plus connu en France sous le nom de largage très faible hauteur ou TFH , ce type de livraison par air est encore pratiqué par les équipages de C160 «Transall» et les spécialistes de la 11ème Brigade parachutiste (1er Régiment du train parachutiste). [↑](#footnote-ref-51)
52. Plusieurs Marines furent tués après qu’une palette ait percuté leur abri. [↑](#footnote-ref-52)
53. Littéralement «gros frelon» ou «grand cirque» [↑](#footnote-ref-53)
54. L’opération associé au déploiement de la 1st US Cavalry division et à la prise de contrôle de la route coloniale 9 reçu le nom de code «Pegasus». Voir à ce sujet l’ouvrage «**Vietnam studies, Air mobility**» Ltt Gen J.Tolston, Chap IX [↑](#footnote-ref-54)
55. Ce chiffre officiel ne concerne que les pertes de l’USMC. Il convient d’y ajouter les passagers et équipages des avions détruits ainsi que les pertes de l’opération «Pegasus» et des défenseurs des positions avancées de Lang Vei et Khé Sanh village soit un bilan proche de 1.000 décès. [↑](#footnote-ref-55)
56. Voir à ce sujet l’ouvrage du Colonel Chamagne, «**L’art de la guerre aérienne**», pages 97-102 [↑](#footnote-ref-56)
57. 62 appareils français furent détruits dans les opérations de Diên-Biên-Phu, 14 au sol et 48 en vol (chiffres extraits de l’ouvrage «**Aviation Indochine**», Général Chassin). [↑](#footnote-ref-57)
58. Le Douglas C47 «Skytrain» est la version militaire du célèbre DC3 «Dakota» [↑](#footnote-ref-58)
59. Dans la nuit du 16 au 17 avril 1954, dix heures de combat furent nécessaires pour apporter quelques jerrycans d’eau et des munitions à «Huguette»; la position «Huguette 6» sera évacuée quelques heures plus tard. Cité dans «**Les Paras français, la guerre d’Indochine**», Henri Le Mire [↑](#footnote-ref-59)
60. 213 blessés seront ainsi évacués, cité dans «**Les Paras français, la guerre d’Indochine**», Henri Le Mire [↑](#footnote-ref-60)
61. Les positions de Lang Vei et de de Khé Sanh village seront prises par les Nord-Vietnamiens [↑](#footnote-ref-61)
62. Lieutenant General William B. Caldwell IV is commander of the Combined Arms Center (CAC) in Fort Leavenworth, Kansas. A 1976 graduate of the United States Military Academy, he holds masters degrees from the Naval Postgraduate School and the School for Advanced Military Studies. He also attended Harvard University as a senior service college fellow. LTG Caldwell commanded infantry units at all levels, to include the 82d Airborne Division. Prior to assuming command of CAC and Fort Leavenworth, he was deputy chief of staff for strategic effects and spokesperson for the Multi-National Force-Iraq. [↑](#footnote-ref-62)
63. Lieutenant Colonel Steven Leonard, an Army strategist, is the chief of operational - level doctrine - for the Combined Arms Doctrine Directorate at CAC, and the author of Field Manual 3-07, Stability Operations. A 1987 graduate of the University of Idaho, he holds masters degrees from Murray State University and the School for Advanced Military Studies. LTC Leonard has served in various command and staff positions in the continental United States, Europe, and Iraq. [↑](#footnote-ref-63)
64. Civil Operations and Revolutionary Development Support [↑](#footnote-ref-64)
65. Field Manual (FM) 3-24, *Counterinsurgency*, was developed under the direct guidance of then - LTG David H. Petraeus, who commanded the Combined Arms Center at Fort Leavenworth, KS. In a unique approach to doctrine development, Petraeus assembled a select group of writers from the Army, the Marine Corps, academia, and the civilian sector. The development of FM 3-0 followed in an even more robust fashion, with the writing team assembled from among recent combat veterans educated through the School of Advanced Military Studies, with very thorough vetting done within the interagency, media, and think tanks. The writing of FM 3-07 has been shaped by even more extensive interagency, intergovernmental, and nongovernmental organizational involvement, and it will undergo the most thorough vetting of any Army field manual. [↑](#footnote-ref-65)
66. General William S. Wallace, “FM 3-0: Resetting the Capstone of Army Doctrine,” *Army Magazine,* March 2008, 37. [↑](#footnote-ref-66)
67. Docteur en Histoire [↑](#footnote-ref-67)
68. L’expression Raid logistique est empruntée au Colonel Eric Eudeline des Écoles de la Logistique et du Train. [↑](#footnote-ref-68)
69. Special Air Service. En fait le 2ème Régiment de Chasseurs Parachutistes français. [↑](#footnote-ref-69)
70. Outre les petits raids sur les côtes et les opérations de renseignement avec la résistance, on pense bien sûr à l’ambitieuse opération *Chariot* à St NAZAIRE (destruction des installations portuaires par les *Royal Marines*). [↑](#footnote-ref-70)
71. Les chiffres sur la capacité d’accueil variant de 30 à 200. [↑](#footnote-ref-71)
72. *This was seen as a very efficient scheme, since the two Mulberry prefabricated ports constructed on the Normandy beaches provided 6,000 tons of supplies a day at a construction cost of 120,000 man-months, whilst Operation Chastity facility would provide 10,000 tons per day but would only need 4,000 man-months to construct the prefabricated facilities.* (Source Wikipedia) [↑](#footnote-ref-72)
73. Le *Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force* (SHAEF) était le quartier général des forces alliées en Europe nord-occidentale, de fin 1943 à 1945. Dwight David EISENHOWER en fut le général en chef. [↑](#footnote-ref-73)
74. Plutôt qu’une gigantesque course poursuite, les alliés avaient envisagé initialement une résistance allemande échelonnée – ce qui leur aurait permis de consolider leurs lignes de communications et recompléter avant chaque nouvelle poussée. 30 jours de remise en condition étaient ainsi prévu au niveau de la SEINE avant que le Général EISENHOWER ne décide de pousser l’avantage et de poursuivre les forces allemandes en déroute. À J+100 (14/09/44) la Ière Armée approchait la frontière allemande près d’AIX LA CHAPELLE, soit la zone d’engagement prévue pour J+330! [↑](#footnote-ref-74)
75. MORLAIX, St.-BRIEUC et CANCALE devaient traiter 9.500 tonnes/jour au 5 septembre 44, St.-MALO, 2.400 au 1er octobre – des objectifs qui ne furent jamais atteints (CANCALE ne fut jamais utilisé pour des raisons hydrographiques). Et ce malgré les efforts des 1053rd *Port Construction and Repair Group* et 360th *Engineer General Service Regiment* qui partirent ensuite pour BREST. St.-BRIEUC ouvrit mi septembre pour seulement un mois (317 tonnes/jour principalement du charbon pour les locomotives et les centrales électriques).

    NB: les sources américaines utilisent en fait les *tons* (qui ne correspondent pas tout à fait aux tonnes métriques mais en sont très proches). [↑](#footnote-ref-75)
76. Actuelles Côtes d’Armor. [↑](#footnote-ref-76)
77. D’un point de vue logistique, l’acheminement des péniches par voie… routière servit d’ailleurs de test pour le transit des moyens nécessaires à la traversée du Rhin quelques temps plus tard. [↑](#footnote-ref-77)
78. Engins Explosifs Improvisés (déjà!…) à partir de bombes d’aviation ou d’obus piégés. [↑](#footnote-ref-78)
79. les LST, surnommés ironiquement par les soldats "*Large Slow Target*" étaient longs de 100 mètres et lourds de près de 4.100 tonnes à pleine charge (toutes choses égales par ailleurs, l’actuel BPC Mistral mesure 199 mètres de long pour un déplacement de 21.500 tonnes…). Ces «cargos à proue battante» ont mis en œuvre plusieurs innovations qui allaient inspirer les Ferry-Boats contemporains. Capables d’emmener une vingtaine de chars, leur tirant d’eau était de 3m à pleine charge. [↑](#footnote-ref-79)
80. Il suffit d’imaginer le spectacle des LST, parfois une dizaine, débarquant directement sur la plage camions et véhicules blindés, sous la protection de ballons captifs (Cf «***Souvenirs de guerre d’un enfant de St.-Michel****»* par Yves KEREMPICHON. [↑](#footnote-ref-80)
81. *Engineer Special Brigades* (génie amphibie). L’organisation rappelle quelque peu les actuelles Unités Interarmes de Plage du Train français. [↑](#footnote-ref-81)
82. Situé dans une maison civile sur un point haut permettant le guidage des navires, véritable «tour de contrôle» des opérations de débarquement. [↑](#footnote-ref-82)
83. un détachement du 785th *traffic control regiment* d’après des sources locales. [↑](#footnote-ref-83)
84. Voir notamment le Musée de St MARCEL (56). [↑](#footnote-ref-84)
85. 19ème et 25ème Divisions d'infanterie regroupant environ 12.000 FFI sous le commandement du Général BORGNIS-DESBORDES. [↑](#footnote-ref-85)
86. Pour un récit de combattant, voir par exemple http://www.1jma.dk/articles/MyWar-text%20only.pdf

    My War The Family Version Thomas Clayton Quigley Bedford, Texas, 2001. [↑](#footnote-ref-86)
87. Lorsque les objectifs de tonnage de GRANVILLE augmentèrent, dès le 25 août le 1058th *Engineer Port Construction and Repair Group*, destiné à l’origine au port de LORIENT, fut ainsi réassigné à GRANVILLE. [↑](#footnote-ref-87)
88. Les quatre forteresses allemandes ou *Festungen* : Saint-Malo (Colonel Von AULOCK), Brest (Général RAMCKE), Lorient (Général FARMBACHER), Saint-Nazaire (Général JUNCK). [↑](#footnote-ref-88)
89. Voir article du Service Historique de la Défense: René ESTIENNE, conservateur du SHM de Lorient et maître de conférences associé à l'université de Bretagne-Sud.

    http://www.servicehistorique.sga.defense.gouv.fr/04histoire/articles/articles\_rha/lorientet2guerrmondial.htm [↑](#footnote-ref-89)
90. A tel point qu’un officier de réserve, le Capitaine BESNIER, créa un escadron blindé FFI uniquement monté sur des.. panzers capturés! Voir L’escadron BESNIER, BRAEUER. [↑](#footnote-ref-90)
91. **Le Comité éditorial rappelle que, dans cette rubrique, les articles sont de la seule responsabilité des auteurs, mais acceptera tout article en réponse à ceux publiés ici.** [↑](#footnote-ref-91)
92. Saint-Cyrien de la promotion Colonel CAZEILLES (1995-98), cavalier, l’auteur a servi 7 années à la Légion étrangère de 1999 à 2006, au 1er REC et à la 13ème DBLE. Pendant son temps de commandement, il a vécu les débuts de la numérisation du 1er REC. Affecté à l’École d’Application de l’Arme Blindée Cavalerie en 2006, il y a créé la cellule Systèmes d’Information Régimentaire et a participé à plusieurs groupes de travail sur la numérisation traitant de l’évolution des systèmes d’information et de la formation. [↑](#footnote-ref-92)
93. Il s’agit donc des niveaux 4 à 6: Le Système d’information régimentaire (SIR) équipera les niveaux 4 et 5 et les Systèmes d’information terminaux (SIT V1, ICONE, SITEL, FELIN) le niveau 6; ATLAS (SIR de l’artillerie) recouvre ces trois niveaux. [↑](#footnote-ref-93)
94. Décision prise en 2007 de numériser l’ensemble des forces dès 2011 au lieu de 2015. De ce fait, les régiments ne seront équipés qu’avec 80% des moyens numérisés par rapport à la dotation initialement prévue. [↑](#footnote-ref-94)
95. Il s’agit de la 6ème BLB et de la 2èmee BB. L’ordre reçu de «*se numériser*» avec le défi technologique que cela représentait a parfois conduit à des excès d’optimisme quant à la maîtrise prétendue de l’outil. [↑](#footnote-ref-95)
96. Expression du Général IRASTORZA, alors Major Général de l’Armée de Terre, lors du séminaire SIR ETAPE 2, Paris, février 2008. [↑](#footnote-ref-96)
97. Commandement de la Formation de l’Armée de Terre. [↑](#footnote-ref-97)
98. Direction Étude et Prospective des Écoles d’application. [↑](#footnote-ref-98)
99. Ceux-ci ont notamment produit des mémentos régimentaires de PC numérisé, mais rares sont ceux qui dépassent une approche «technico-tactique». [↑](#footnote-ref-99)
100. Système d’aide à une instruction de qualité. [↑](#footnote-ref-100)
101. Le travail de réflexion entrepris dans le cadre du programme SIR ETAPE 2 l’envisage. [↑](#footnote-ref-101)
102. Politique d’emploi et de gestion des parcs. [↑](#footnote-ref-102)
103. Centre d’entraînement au combat [↑](#footnote-ref-103)
104. Centre d’entraînement en zone urbaine [↑](#footnote-ref-104)
105. Document unique d’organisation. [↑](#footnote-ref-105)
106. L’arrivée des premiers SIT permet aujourd’hui de réaliser une chaîne numérisée complète allant du niveau 1 à 6 ce qui ouvre de nouvelles perspectives. [↑](#footnote-ref-106)
107. L’opération d’ensemble des SIC (OE SIC Terre) vise à constituer une plate forme commune à tous les SIO de l’Armée de Terre pour remédier au problème d’interopérabilité entre les différents systèmes. [↑](#footnote-ref-107)
108. Au moment où nous écrivons cet article, la décision vient d’être prise d’équiper l’unité élémentaire d’un VB2L SIR en plus du VAB Kit SIR léger. [↑](#footnote-ref-108)
109. Commandement de la Force terrestre. [↑](#footnote-ref-109)
110. Saint cyrien, l’auteur a servi en métropole et en Nouvelle Calédonie au sein d’unités blindées des troupes de marine. Il a participé à des missions en Ex-Yougoslavie, en Afghanistan et au Tchad. Il a également participé à la formation des lieutenants de spécialité blindée durant deux ans. [↑](#footnote-ref-110)
111. Centre de formation interarmées au renseignement [↑](#footnote-ref-111)
112. Centre d’entraînement au combat [↑](#footnote-ref-112)
113. Mise en condition opérationnelle [↑](#footnote-ref-113)
114. Ecole militaire de spécialisation à l’outremer et à l’étranger [↑](#footnote-ref-114)
115. Maîtrise empirique des relations humaines et du contact, débrouillardise souvent créditée aux militaires français [↑](#footnote-ref-115)
116. Reconnaissance «de combat» ou «armée»: concept provenant de l’Armée de l’air. Missions de reconnaissances qui ne peuvent être déclenchées qu’avec une possibilité d’intervention de feu. Concept très en vogue chez les anglo-saxon, qui n’ont pas vraiment d’équivalent pour notre concept d’ «éclairage». [↑](#footnote-ref-116)
117. Saint-cyrien et cavalier, a successivement servi au 3ème régiment de hussards puis au 1er-2ème régiment de chasseurs. [↑](#footnote-ref-117)
118. General Officers’ Reconnaissance Integrated Concept Team réuni par le Armor Center américain. [↑](#footnote-ref-118)
119. Armored Cavalry Reconnaissance Vehicle [↑](#footnote-ref-119)
120. ***Tactique théorique***. Colonel M.Yakovleff. [↑](#footnote-ref-120)
121. Intelligence, Surveillance, Target Acquisition and **Reconnaissance**. [↑](#footnote-ref-121)
122. Trois VBL en cellule investigation et trois blindés (LECLERC, AMX10RC ou ERC90) en cellule feu. [↑](#footnote-ref-122)
123. ***Doctrine***, numéro spécial février 2007. Général F. Le Bot, commandant l’École d’Application de l’Arme Blindée Cavalerie. [↑](#footnote-ref-123)
124. Issu de l’École Militaire Interarmes (promotion *Lieutenant Schaffar*, 1995/97), le capitaine SAMSON sert depuis 1991 au sein de l’Arme Blindée Cavalerie. [↑](#footnote-ref-124)
125. FT-02 [↑](#footnote-ref-125)
126. «*Limiter les ordres au strict nécessaire*» (Instruction du 24 juin 1869). [↑](#footnote-ref-126)
127. L’auteur a servi successivement au 6ème et au 13ème régiment du génie de 1998 à 2008 occupant toutes les fonctions classiques d’une première partie de carrière. Passionné par l’histoire de la bataille de Normandie, il s’est notamment interrogé sur le succès de l’opération OVERLORD et de ses conséquences sur l’issue de la Deuxième Guerre Mondiale [↑](#footnote-ref-127)
128. Effet résultant de mesures visant à tromper l’adversaire en l’amenant à une fausse interprétation des attitudes amies en vue de l’inciter à réagir d’une manière préjudiciable à ses propres intérêts et de réduire ses capacités de riposte. [↑](#footnote-ref-128)
129. Enseignement 1.1 *in* Cahier du RETEX, *Les fantômes furieux de Falloujah*. [↑](#footnote-ref-129)
130. L’auteur est Saint-cyrien de la promotion 1994-1997. Officier artilleur des troupes de Marine, il a servi successivement au 1er Rama, au RIMaP-NC, au 3ème RAMa et à l’École d’Application de l’Artillerie. [↑](#footnote-ref-130)
131. Manuel d’emploi. [↑](#footnote-ref-131)
132. Groupe de réflexion. [↑](#footnote-ref-132)
133. Centre de doctrine et d’emploi des Forces. [↑](#footnote-ref-133)
134. Dans la région de Slupsk, soit à 200 km à l’ouest de Kaliningrad [↑](#footnote-ref-134)
135. Le missile en fut l’« arme emblématique » (crise de Cuba en 1962, déploiement des PERSHING 2 face aux SS-20 dans les années 80, etc.…) [↑](#footnote-ref-135)
136. La version valorisée du *SHAHAB-3* iranien (*SEJIL*), à tête conventionnelle, n’aurait qu’une portée maximale de 2000 km. [↑](#footnote-ref-136)
137. La Russie détiendrait actuellement plus de 400 vecteurs (dont les *SS-27 TOPOL-M*), pour ne parler que des seuls *ICBM*. [↑](#footnote-ref-137)
138. Mais également une partie de celui de la Russie, du moins jusqu’à l’Oural. [↑](#footnote-ref-138)
139. Déploiement de 2 bombardiers stratégiques TU-160 au Vénézuela le 10 septembre 2008, accord avec la Biélorussie sur un système commun

     anti-missiles et annonce du déploiement de missiles mobiles SS-26 ISKANDER (portée : 400 km) dans la région de Kaliningrad en novembre,

     menace d’emploi permanente de l’« arme énergétique » [↑](#footnote-ref-139)
140. Crise financière, terrorisme, crime organisé, protection de l’environnement, ressources énergétiques etc… [↑](#footnote-ref-140)
141. D’autant que se pose la question de la retombée de débris radioactifs, consécutive à l’interception d’une arme nucléaire [↑](#footnote-ref-141)
142. Stagiaire Brevet Technique Langues - relations internationales [↑](#footnote-ref-142)
143. Officier renseignement, diplômé de l’université des sciences sociales de Toulouse. [↑](#footnote-ref-143)
144. Saint-cyrien de la promotion commandant MORIN (94-97), le chef de bataillon Christophe BIZIEN a servi essentiellement au sein de la Légion Etrangère dans des unités de combat de génie. Il a notamment participé à la création du 2ème Régiment étranger de génie où il a occupé les fonctions de chef de section puis de commandant d’unité. [↑](#footnote-ref-144)
145. Récemment enrichie par la doctrine de la « guerre du peuple » de Mao Tse Tung (1936). [↑](#footnote-ref-145)
146. Général Giap, *Dien Bien Phû,* Edition en langues étrangères, Hanoï, 1984. [↑](#footnote-ref-146)
147. Général Giap, *op. cit.* [↑](#footnote-ref-147)
148. L’auteur a servi durant trois années comme officier observateur au 1er RAMa. Qualifié contrôleur air avancé français et américain, il a occupé cette fonction en opération en ex-Yougoslavie en 2000. Il a également servi à l’ISAF HQ de KABOUL en 2008 et a pu à cette occasion se pencher sur l’utilisation des appuis feux de nos alliés. [↑](#footnote-ref-148)
149. Brigades interarmes [↑](#footnote-ref-149)
150. Lance roquette unitaire [↑](#footnote-ref-150)
151. Canon de 155mm monté sur camion. [↑](#footnote-ref-151)
152. 3ème dimension [↑](#footnote-ref-152)
153. Notamment ***Doctrine interarmes de l’appui aérien*** (PIA 03.233/T1) et ***Concept de la coordination des intervenants terrestres dans la 3ème dimension*** (BPO 2005) [↑](#footnote-ref-153)
154. *Battle air interdiction* [↑](#footnote-ref-154)
155. Groupement tactique interarmes [↑](#footnote-ref-155)
156. Sol-air très courte portée [↑](#footnote-ref-156)
157. Centre niveau haut MARTHA [↑](#footnote-ref-157)
158. *Multifunctional information distribution system* [↑](#footnote-ref-158)
159. Opérateur d’appui aérien [↑](#footnote-ref-159)
160. Contrôleur air avancé [↑](#footnote-ref-160)
161. ***Intégration des appuis feux interarmes et interarmées à la manœuvre – concept pour les niveaux 4 à 6*** [↑](#footnote-ref-161)
162. Paru dans une version intermédiaire en avril 2007et dans sa version définitive le 30 janvier 2008. [↑](#footnote-ref-162)
163. Major-général (rtd) Yoram Yair, cité par Avi Kober*,* «The IDF in the second lebanon war: why the poor performance», *in The journal of strategic studies*, février 2008. [↑](#footnote-ref-163)
164. Général (rtd) Shimon Naveh, interview par le Combat studies insitute, Fort Leavenworth. [↑](#footnote-ref-164)
165. Il faudra d’ailleurs attendre mars 2007 pour que ces évènements soient baptisés officiellement «Seconde guerre du Liban». [↑](#footnote-ref-165)
166. L’expression est d’Edward Luttwak. [↑](#footnote-ref-166)
167. Shimon Naveh, *op. cit.* [↑](#footnote-ref-167)
168. Ari Shavit, «A spirit of absolute folly», *in Haaretz*, 16 août 2006. [↑](#footnote-ref-168)
169. Buchet-Chastel, 2009, 300 pages. ISBN 978-2-383-02365-5 [↑](#footnote-ref-169)
170. Editions «Lignes de Repères», [www.lignes-de-reperes.com](http://www.lignes-de-reperes.com) (146 pages, 16,00 €) [↑](#footnote-ref-170)
171. Fayard janvier 2009-03-22 [↑](#footnote-ref-171)
172. Association de l’Enseignement Militaire Supérieur, Scientifique et Académique. [↑](#footnote-ref-172)
173. Fayard [↑](#footnote-ref-173)
174. ECONOMICA août 2008 120 p [↑](#footnote-ref-174)
175. L’Harmattan, février 2009, 271 pages, 26 euros. [↑](#footnote-ref-175)
176. L’eau. Géopolitique, enjeu et stratégie, CNRS Editions, 2008, 186 pages. [↑](#footnote-ref-176)
177. L’eau, un droit ? un bien ? Tensions et opportunités, Unicomm, 2008, 215 pages ; Partager l’eau – Les enjeux de demain, Technip, 2006, 166 pages. [↑](#footnote-ref-177)
178. L’eau, sources de menaces ?, Dalloz, 2008, 150 pages. [↑](#footnote-ref-178)
179. L’eau source de conflits en Asie du Sud, Guerres mondiales et conflits contemporains, n° 195, septembre 1999 ; L’eau dans le conflit du Cachemire, La revue de l’Inde, avril-juin 2007, notamment. [↑](#footnote-ref-179)
180. Publiée sous forme aux Editions L’Harmattan en 1985. [↑](#footnote-ref-180)
181. Editions Es-stratégie, 2008, 632 pages. [↑](#footnote-ref-181)
182. Le Cachemire est traversé par l’Indus, l’artère hydride centrale du Pakistan. [↑](#footnote-ref-182)
183. Ecologiques, protection des populations susceptibles d’être déplacées, protection des sites archéologiques etc…. [↑](#footnote-ref-183)